

Louvain School of Management

Analyse de la transformation structurelle de l'Éthiopie.

Le passage d'une économie traditionnelle à une
économie moderne.

Auteur : Morena Mingiedi M'Pembele
Promoteur(s) : Natacha Gilson
Année académique 2018-2019
Intitulé du master et de la finalité : Sciences de Gestion / Révisorat,
Expertise - Comptable

Table des matières

1	Résumé.....	3
2	Remerciement	4
3	Introduction.....	5
4	La définition de la transformation structurelle.....	7
5	Les éléments permettant de mesurer la transformation structurelle	10
5.1	La productivité et l'emploi.....	10
5.2	La diversification et la sophistication des exportations.....	15
6	Les éléments pouvant influencer le processus de transformation structurelle	18
6.1	Le rôle et les stratégies de l'état	18
6.2	Le niveau de formation de la main-d'œuvre	20
6.3	La technologie et l'innovation.....	22
6.4	Les moyens financiers (crédit bancaire, investissement direct étranger)	24
7	Conclusion	28
1	Méthodologie	29
1	L'Éthiopie, Mise en contexte	31
1.1	Le rôle et les stratégies de l'État éthiopien.....	33
2	La production.....	37
2.1	La répartition sectorielle.....	37
2.1.1	L'évolution du secteur agricole	39
2.1.2	L'évolution du secteur industriel	40
2.1.3	L'évolution du secteur des services	46
2.2	Conclusion.....	48
3	Les tendances de l'emploi et sa productivité	49
3.1	La concentration de l'emploi dans le secteur traditionnel	53
3.2	L'étude de la Banque Mondiale sur le secteur manufacturier éthiopien.....	56
3.3	L'emploi vulnérable	57
3.4	Conclusion :.....	59
4	L'analyse de la diversification et des exportations	60
4.1	L'état des lieux des exportations.....	61
4.2	La chute des exportations.....	62
4.3	Le changement de l'orientation des exportations	64
5	Les moyens financiers pour la transformation structurelle	68

5.1	L'accès limité au crédit	68
5.2	Les investissements directs étrangers	70
5.3	L'emploi crée par le biais des investissements directs étrangers	73
5.4	La Localisation des IDE.....	74
5.5	La limite des IDE	75
6	La formation de la main-d'œuvre éthiopienne	76
7	La technologie et l'innovation	80
8	Quelques indicateurs supplémentaires.....	83
8.1	Le chômage en Éthiopie.....	83
8.2	L'urbanisation facilitatrice de transformation structurelle	85
8.3	Conclusion.....	86
9	Conclusion	87
10	Table des graphiques et des tableaux	89
11	Abréviation	92
12	Bibliographie.....	93

1 Résumé

En 2010, L'Éthiopie a mis en place son premier plan de transformation structurelle : « Ethiopia Growth and Transformation Plan II (GTP II) ». Avec la mise en place de ce plan, l'Éthiopie avait pour objectif d'atteindre le stade de pays intermédiaire d'ici 2025.

Depuis le début du GTP, l'économie éthiopienne a été longuement qualifiée de nouvelle usine du monde. En effet, afin de réaliser une transformation structurelle, c'est-à-dire de passer d'une économie traditionnelle vers une économie moderne, il a été primordial d'investir dans les secteurs à forte productivité et porteurs d'emplois, tels que le secteur manufacturier. De plus, l'Éthiopie, 2^e pays le plus peuplé d'Afrique avec un peu plus de 100 millions d'habitants, peut alors compter sur une main-d'œuvre abondante et bon marché. Celle-ci constitue un véritable avantage comparatif non négligeable pour les investisseurs étrangers. Cependant, la main-d'œuvre éthiopienne reste très concentrée dans le secteur agricole où la productivité est considérablement faible par rapport aux secteurs des services et industrielles qui ont eu des productivités plus élevées. Le processus de transformation structurelle voudrait alors l'amélioration de la productivité et une meilleure répartition de la main d'œuvre, avec notamment une orientation vers les secteurs modernes ; car pour l'instant, elle est encore essentiellement concentrée sur le secteur agricole.

En outre, en Éthiopie, il existe de nombreux freins à la bonne exécution de ce processus de transition. Parmi ces freins, on peut citer par exemple : le manque d'infrastructure, l'accès limité au crédit et le manque d'investissement dans la recherche et développement. Même si les chiffres montrent que le processus de transformation est bien en train d'avoir lieu, avec notamment la part de la valeur ajoutée du secteur agricole qui diminue et l'emploi agricole qui suit le même mouvement, les secteurs les plus productifs à l'exemple du secteur manufacturier ont encore du mal à se développer. On constate alors que l'économie a été tirée par le sous-secteur de la construction (qui fait partie du secteur industriel). Puisque l'Éthiopie est dans une phase de transformation, et cela ne pourra voir le jour sans que le pays puisse construire les infrastructures nécessaires (transport, électricité, logement) pour accueillir les investissements qu'ils soient privés ou publics.

2 Remerciement

Dans un premier temps, je tiens à remercier l'UCLouvain FUCaM Mons pour les 5 années d'études passées.

Je tiens également à remercier toutes les personnes qui, de près comme de loin, m'ont accompagnée dans la rédaction de ce mémoire. Particulièrement :

Madame Natacha Gilson, pour son accompagnement, le suivi, les conseils et les instructions qu'elle m'a prodigués dans la rédaction de ce mémoire ;

Madame Sabine Goemaere, pour le temps qu'elle m'a accordé, tout en ayant une oreille très attentive ;

Madame Judith Gamgou, Monsieur Vially M'Bissi et Monsieur Gilles Loic Djayep, pour l'aide qu'ils ont pu m'apporter tout au long de la rédaction de ce mémoire ;

Monsieur Eddy Molongya, mon père, pour les conseils prodigués dans la réalisation de ce mémoire ;

Monsieur Luka Makanzu, une personne qui m'est très chère, pour ses mots d'encouragements et pour sa participation dans mes recherches.

Madame Nicole Mingiedi M'Pembele, ma mère, pour ses prières et ses encouragements ;

Mes amis, les DFG, qui ont toujours cru en moi et qui m'ont encouragée.

Je tiens en outre, à adresser mes sincères remerciements à l'ensemble des professeurs de l'UCL Mons.

3 Introduction

La transformation structurelle est un sujet régulièrement discuté lors des débats autour du développement économique des pays d'Afrique subsaharienne. Si ce thème est mis sur la table, c'est parce que c'est une étape importante pour tout pays qui souhaite effectivement atteindre une phase de développement économique, mais aussi parce que de nombreuses régions africaines ont des économies qui dépendent des secteurs agricoles peu productifs.

La transformation structurelle est définie comme un processus de réorientation des activités économiques des secteurs traditionnels vers les secteurs modernes. Ce redéploiement entraîne également un mouvement de la main-d'œuvre des activités traditionnelles aux activités modernes.

Il en résulte donc une volonté de réorienter sa productivité afin de la diversifier, de la rendre plus moderne et d'y accueillir la main-d'œuvre venant du secteur agricole, premier secteur employeur de certains pays en voie de développement qui croissent à deux chiffres. C'est dans cette volonté d'opérer à une transition que l'Afrique a été la seconde locomotive de croissance derrière l'Asie, la transformation structurelle d'une économie.

Pour le cas de l'Éthiopie, une fois que les politiques ont mis en place des stratégies de transformation structurelle (dont le GTP Growth and Transformation), l'Éthiopie a été qualifiée d'usine du monde, de « Chine d'Afrique » ; et grâce aux premières mesures, l'Éthiopie a pu atteindre un taux de croissance avoisinant les 10%.

Cette croissance exceptionnelle nous pousse à nous poser plusieurs questions : « Quels sont les secteurs les plus productifs pour l'Éthiopie ? », « Est-ce que la main-d'œuvre se dirige vers les secteurs les plus productifs ? », « Quels sont les freins à la transformation structurelle ? », « Comment est financé ce processus de transformation structurelle ? » et « l'Éthiopie réalise-t-elle actuellement une transformation structurelle ? »

Pour répondre à la problématique ainsi posée, nous organiserons notre réflexion en deux parties :

La première partie de notre mémoire sera consacrée à l'étude théorique de « la transformation structurelle » à travers une revue de la littérature. Nos recherches seront axées sur les pays en voie de développement, plus précisément d'Afrique ; sachant que bien que différents, les pays d'Afrique possèdent de nombreuses caractéristiques communes. Notre but est de pouvoir

comprendre les éléments qui permettent de déclencher la transformation structurelle d'une économie. Cette première partie va alors nous permettre d'observer dans quelle mesure il est possible de transposer la définition de la transformation structurelle au cas éthiopien.

La deuxième partie portera sur l'étude empirique. Il s'agira principalement de traiter et d'analyser les données de l'économie éthiopienne.

Enfin, nous terminerons notre travail en fournissant des réponses sur les perspectives, sur des freins et des limites à cette transformation éthiopienne.

4 La définition de la transformation structurelle

D'après l'étude de Syrquin (1988), « la transformation structurelle » fait référence à un changement de caractéristiques dans une économie. Ceci engendrerait la modification de la structure d'un pays. Ainsi, selon Syrquin, les caractéristiques, étant à la base d'une transformation structurelle, seraient les suivantes :

- L'augmentation des moyens financiers ;
- La transition dans la productivité sectorielle de l'activité économique c'est-à-dire : le passage d'une économie à faible productivité à une économie à forte productivité ;
- Les changements de l'utilisation des facteurs de production. Ces derniers engendrent une modification et une amélioration de la productivité, et par voie de conséquence, la modification de la répartition de l'emploi.

Selon les études réalisées par Lewis (1954), il n'existerait que deux secteurs dans les pays en voie de développement, le secteur traditionnel et le secteur moderne. Au fil des années, le secteur traditionnel va être absorbé par le secteur moderne, et ce par un transfert de la production et de la main-d'œuvre entre les deux économies binaires.

Selon l'étude de Olivier Cadot, Jaime de Melo, Patrick Plane, Laurent Wagner et Martha TesfayeWoldemichael (2016) intitulée : « *Industrialisation et transformation structurelle : l'Afrique subsaharienne peut-elle se développer sans usines ?* », la cause de la migration de la main-d'œuvre hors de l'agriculture vient de la différence de productivité qu'il existe entre les secteurs agricoles et non agricoles. Cette différence génère des écarts de rémunération qui sont considérables et qui attirent les jeunes des campagnes vers les villes. Cette transition structurelle a accentué le développement économique dans la quasi-totalité des pays industrialisés.

McMillan et Rodrik (2011) introduisent également la notion de « mauvaise transformation structurelle », ils parlent d'un changement structurel de type « growthreducing » ou de « productivity-reducing structural change ». Ils remarquent par exemple qu'en Amérique latine et en Afrique Subsaharienne la main-d'œuvre a migré dans la « mauvaise » direction c'est-à-dire d'activités plus productives vers des activités moins productives, en particulier informelles (Lectard, 2017).

Le phénomène de transformation structurel a été largement étudié dans la littérature économique, et surtout depuis les travaux de Kuznets (1966). De nombreux économistes, tels que Syrquin, se sont d'ailleurs inspirés de ses analyses. Kuznets a mis en avant de nombreux impacts économiques liés à la transformation structurelle. Pour lui, ce mécanisme de réallocation est le résultat de l'alliance de deux facteurs. Le premier étant l'offre, qui est liée au degré d'absorption des capitaux et de la technologie, qui améliore la productivité et qui modifie les prix. Le deuxième est dicté par la demande, précisément l'élasticité revenue (Syrquin, 1988).

Pour le facteur « Offre », l'utilisation intense du facteur capital et l'apparition, de nouvelles technologies dans le secteur agricole permettent d'augmenter la productivité. Cela permet également de libérer une offre de travail important pour le secteur industriel (pushing strategy). Une fois un niveau de développement atteint, la même logique s'apparente au secteur secondaire et le centre de gravité économique passe des unités productrices de biens industriels aux unités productrices de services (Syrquin, 1988).

Concernant le deuxième facteur, « l'Élasticité revenue », il joue en faveur du recul du secteur primaire et par la suite en faveur du secteur secondaire au profit du tertiaire (pulling strategy). Avec l'amélioration du niveau de vie, la part du revenu allouée aux biens alimentaires se contracte. En effet, les produits manufacturiers ont une élasticité revenue supérieure à celle des produits primaires. Avec la croissance des revenus, la consommation devient alors de plus en plus orientée vers les services (Ait Ali & Msadfa, 2019).

Selon une étude plus récente, réalisée par le Fonds international de développement agricole sur la transformation structurelle et la transformation du monde rural en Afrique (2016) :

« Lorsque les niveaux du PIB sont faiblement élevés, la part de l'agriculture est importante, et le pourcentage de la population active employée dans l'agriculture est encore plus fort en raison de la faible productivité de la main-d'œuvre. À mesure que le revenu augmente, la part relative de l'agriculture diminue, et celle de la main-d'œuvre diminue encore plus rapidement en raison du départ des travailleurs agricoles et de l'augmentation de la productivité de ceux qui restent. Enfin, à des niveaux de revenu très élevés, l'agriculture primaire représente une petite part de l'économie (encore que l'ensemble de l'industrie agroalimentaire soit plus important), la main-d'œuvre agricole ne représente qu'une petite partie de la population active, et la productivité individuelle des travailleurs employés sur les exploitations est à peu près la même que celle des travailleurs employés ailleurs. » (Fonds international de développement agricole, 2016, p. 4).

D'après Syrquin (1988), « le développement économique » va plus loin que la transformation structurelle. En effet, en plus des éléments de transformation structurelle mentionnés dans son étude, l'aspect du changement économique regroupe les transformations qui viennent au sein des institutions et qui entraînent des changements structurels. La croissance économique est donc un élément plus vaste que la transformation structurelle.

Ces deux éléments sont donc en interdépendance. Une majorité des économistes s'entendent pour dire qu'il est nécessaire d'avoir une transformation structurelle pour avoir une croissance de l'économie. Les pays en voie de développement ont généralement une structure économique peu efficiente qui ne permet pas de réaliser une transformation structurelle. Selon l'économiste Kuznets, les modifications de la structure des institutions économiques et sociales sont essentielles pour la croissance économique.

Pour conclure, la transformation structurelle serait finalement le passage d'une économie peu productive et traditionnelle (le secteur agricole), à une économie très productive et moderne (le secteur industriel et du service). Ce mouvement s'accompagnerait d'un changement de la structure de l'emploi, avec une population qui passerait ainsi de l'emploi agricole vers l'emploi industriel et du service.

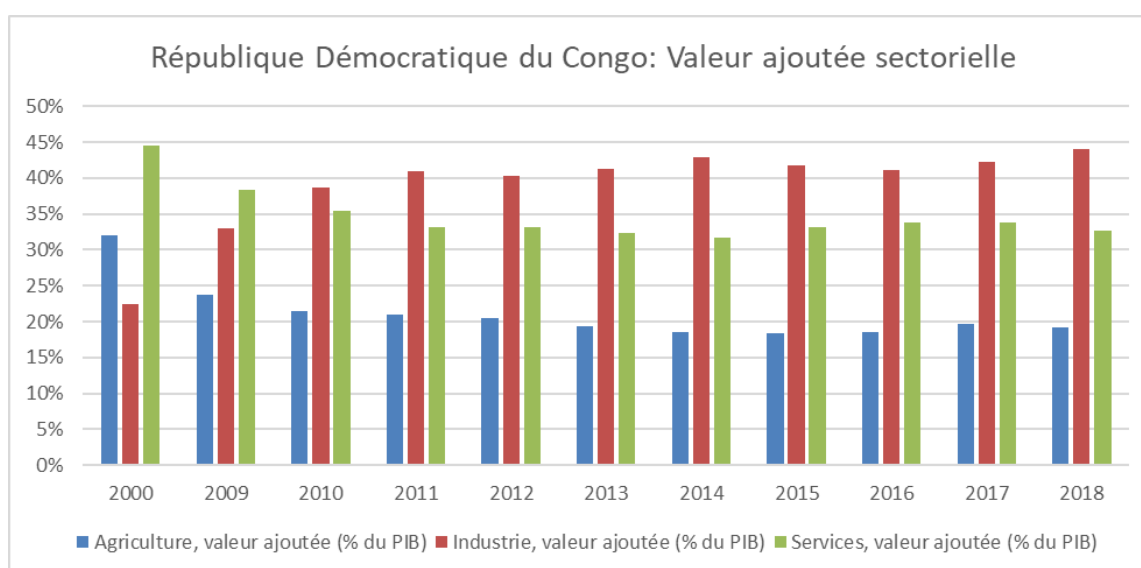
5 Les éléments permettant de mesurer la transformation structurelle

5.1 La productivité et l'emploi

Comme définie précédemment, la transformation structurelle se qualifie comme la migration des ressources productives de l'agriculture vers l'industrie et le service. Pour les pays en voie de développement, la volonté de se déplacer d'un secteur agricole vers un secteur non agricole vient du fait que le secteur agricole est généralement une activité à faible productivité (McMillan & Rodrik, 2011). En ASS, la productivité de la main-d'œuvre agricole est 6 fois plus faible que la main-d'œuvre non agricole. Le rapport correspondant est de 4,5 fois dans les autres pays en développement, 3,4 fois dans les pays à revenu intermédiaire, et de 2,2 fois dans les pays à revenu élevé (Fonds international de développement agricole, 2016, p. 16). À cause de sa faible productivité, le secteur agricole offre donc des salaires faibles à sa main-d'œuvre.

Certes, la transformation structurelle est un processus de passage d'une économie agricole vers les activités industrielles et de service, mais cette dernière doit aussi s'accompagner d'un mouvement de la main-d'œuvre. Il est donc indispensable que les activités industrielles et de services génèrent de l'emploi.

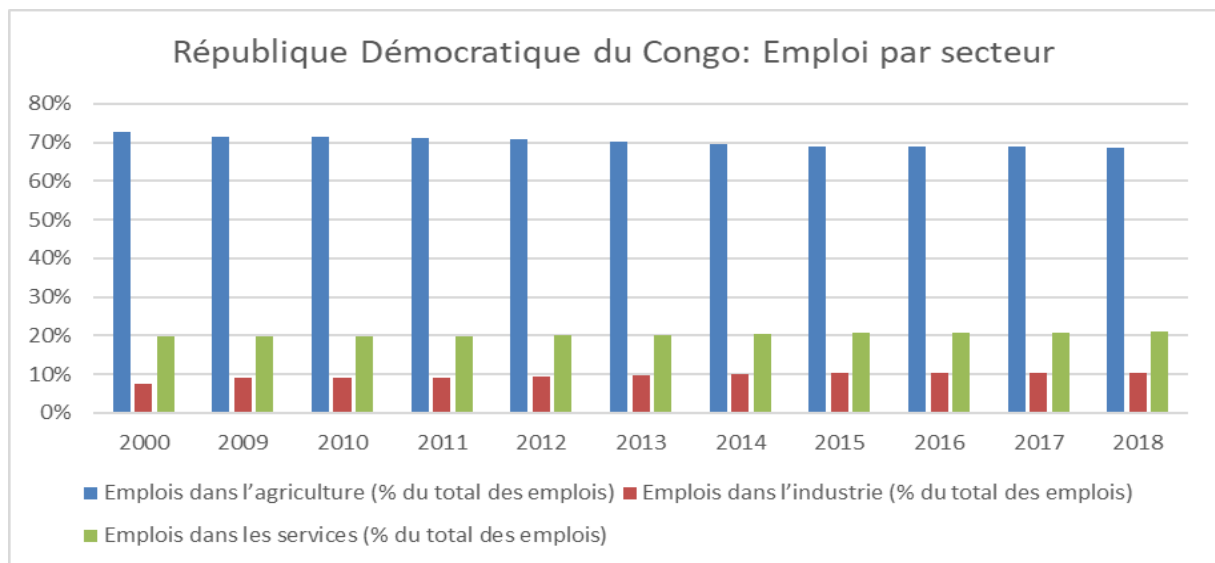
Prenons le cas de la République Démocratique du Congo, comme l'illustre le Graphique 1, les activités industrielles représentent 44,1% du PIB en 2018 (Banque Mondiale, Emplois dans l'agriculture (% du total des emplois), 2018) pendant que le secteur agricole ne représente que



Graphique 1 : République Démocratique du Congo, Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB). Source : Auteur, sur base des données de la Banque Mondiale

19% du PIB. La valeur ajoutée sectorielle vient donc principalement le secteur industriel, plus précisément du le secteur minier.

Pourtant, 69% de la main-d'œuvre totale se situe dans le secteur agricole, là où les salaires et les revenus sont faibles (Banque Mondiale, Emplois dans l'agriculture (% du total de l'emploi), 2018) (voir le Graphique 2). Dans le secteur industriel et du service, on ne retrouve que 10% et 21% d'emploi. Cette répartition inégale de la main-d'œuvre s'explique du fait que le secteur minier ne nécessite pas une forte demande de main-d'œuvre. Aujourd'hui, le Congo RDC fait partie des dix pays les plus pauvres du monde.



Graphique 2 : République Démocratique du Congo, Répartition de l'emploi (% du total des emplois) par secteur. Source : Auteur, sur base des données de l'Organisation internationale du Travail

Selon l'article scientifique « *Industrialisation et transformation structurelle : l'Afrique subsaharienne peut-elle se développer sans usines ?* » (Cadot, de Melo, Plane, Wagner, & Woldemichael, 2016), c'est le secteur manufacturier qui a un effet direct sur de réduction de la pauvreté, contrairement au secteur minier et pétrolier. Ce qui expliquerait donc pourquoi la République démocratique du Congo reste pauvre bien que la productivité se situe dans le secteur que l'on appelle « moderne ».

Pour Rodrik (2012), le secteur manufacturier est un puissant moteur de développement économique pour les pays à faible revenu pour trois raisons.

- Il est relativement facile d'absorber la technologie de l'étranger et de générer des emplois hautement productifs.

- Les emplois manufacturiers exigent peu de compétences : les agriculteurs peuvent être transformés en ouvriers de production dans les usines avec peu d'investissement dans la formation supplémentaire.
- La demande manufacturière n'est pas limitée par les faibles revenus intérieurs : la production pouvait augmenter virtuellement sans limites grâce aux exportations

L'industrie manufacturière est décomposée en trois grandes catégories selon la destination des biens produits. Ces catégories se distinguent par l'intensité capitaliste de leur processus de production et par la destination de leur production en matière d'exportations (Yu & Démurger, 2002).

1. L'industrie des biens de consommation où l'on retrouve des branches qui ont la plus faible intensité capitaliste (habillement, articles en cuir, articles d'ameublement, articles culturels, éducatifs et sportifs) d'une part, et qui sont parmi les plus exportatrices (habillement, articles culturels, éducatifs et sportifs) d'autre part. Les industries à intensité capitaliste sont généralement représentées par les industries lourdes (transformation de matière première, mines, métallurgie papeterie, etc.) : leur caractéristique est qu'elles nécessitent l'emploi d'outils et des capitaux financiers très importants. Les pays les moins avancés, qui souhaiteraient s'industrialiser devraient donc investir dans le secteur des biens de consommation, car en plus d'être peu capitaliste, il engage davantage de main-d'œuvre qui ne demande pas une qualification élevée.
2. L'industrie des biens intermédiaires est à l'inverse très capitaliste (produits chimiques et des métaux) et peu tournée vers l'extérieur. Les pays africains sont généralement caractérisés par leurs abondantes mains-d'œuvre demandeuses d'emploi, leur faible productivité et leurs faibles moyens financiers. En raison de la faible nécessité de main d'œuvre, ce secteur ne permettra pas à la main-d'œuvre du secteur agricole d'être absorbée par l'industrie des biens intermédiaires.
3. L'industrie des biens d'équipement inclut des branches dont l'intensité capitaliste est élevée par rapport à l'ensemble des branches industrielles, et qui sont très fortement orientées vers l'exportation, comme c'est le cas notamment du matériel électronique et de télécommunication. Cette industrie reste performante, mais dans un stade un peu plus avancé dans la transformation structurelle d'une économie. En effet, ce type d'industrie nécessite un financement en recherche et en développement.

En plus de créer de l'emploi dans le secteur industriel, le secteur manufacturier a un impact sur d'autres secteurs d'activités. Le secteur manufacturier est dans la capacité de générer toute une gamme de moyens de production pour l'agriculture, en fabricant des produits tels que les produits chimiques, les engrais, les pesticides et les machines agricoles. Le secteur manufacturier est aussi important pour le secteur du service, car il produit les matériels de transport, etc., de nombreux services ayant connu une croissance rapide au cours des dernières décennies sont fortement tributaires des sociétés manufacturières en tant que clients.

Toujours selon Rodrick (2014), les services ne sont pas susceptibles d'être le moteur de la croissance économique. Effectivement, ils demandent une productivité élevée, des salaires élevés et de hautes compétences, ce qui pour lui, ne ferait pas partie des caractéristiques des pays en développement. De plus, la majorité des pays d'Afrique subsaharienne se trouvent en dessous de la frontière technologique, l'accessibilité à la haute technologie est donc réduite. Les secteurs en Afrique Subsaharienne seraient donc trop peu productifs pour avoir comme moteur de la transformation structurelle les services.

Par ailleurs, ce secteur serait capable de servir de levier, dans la mesure où il existerait un niveau de qualification élevé de la main-d'œuvre (Banque Africaine de Développement, 2015, p. 156). Prenant en compte que les personnes qui proviennent des zones rurales n'ont jamais eu de cours de programmation, il est difficile d'imaginer qu'il pourrait se convertir en informaticien sans que l'État investisse dans l'éducation ou dans toute l'infrastructure permettant l'utilisation d'ordinateurs (électricité, fibre optique, etc.). Le secteur manufacturier demande moins de compétence.

Toutefois, certains chercheurs avancent que le secteur du service offre un paradigme de transformation structurelle alternative à l'Afrique subsaharienne (Banque Africaine de Développement, 2015, p. 43) . Selon la BAD, le secteur du service absorbe plus de main-d'œuvre que le secteur manufacturier, est plus dynamique et crée davantage des emplois et à un stade plus précoce du développement. Conformément à ce qu'il offre, il permet de diversifier l'économie d'un pays. En effet, il existe différents sous-secteurs dans le secteur du service.

Eichen et Gupta distinguent trois groupes de secteurs du service ;

- Le premier groupe, plutôt traditionnel, inclut les ventes en gros, les ventes en détail, le transport, le stockage, l'administration publique et la défense

- Le deuxième groupe, en partie traditionnel et moderne, inclut le secteur hôtelier et la restauration, l'éducation, les soins de santé, le travail social et les prestations de service
- Le troisième groupe inclut quant à lui les services modernes comme les banques, les services informatiques, la communication, les services juridiques et services techniques (McCullough, 2017)

Actuellement, nous pouvons observer que le premier groupe du service représente de plus en plus la première source de revenus pour les pays en voie de développement.

De plus, avec les effets d'urbanisation et de manque d'industrie manufacturière, les ruraux qui viennent s'installer dans les zones urbaines se dirigent naturellement vers ces secteurs. Ce qui explique pourquoi la part de travailleurs dans le secteur de l'emploi agricole diminue en faveur de l'emploi dans le service. En absence d'industrie, c'est le secteur du service qui absorbe la main-d'œuvre.

Le secteur du service est en connexion avec d'autres secteurs. En effet, une fois qu'un produit passe par le secteur primaire, il est transformé grâce au secteur secondaire puis transporté et finalement vendu dans le secteur tertiaire. L'exode rural provoquant une augmentation de la consommation dans les villes, les activités de ventes permettent donc de répondre à cette nouvelle demande.

Selon l'auteur Zelalem Ejigu (2017), le processus de transformation structurelle varie d'un pays à un autre et dépend :

- De l'implication étatique (Zelalem Ejigu, 2017).
- Des progrès dans les divers types d'infrastructures
- Des entrées des capitaux étrangers,
- De la dotation en facteur que le pays possède
- Des avantages comparatifs,
- Des décisions politiques sur les échanges internationaux,
- Du mécanisme d'innovation technologique continue de la diversification industrielle

Dans les points à venir, nous allons développer l'importance des cinq points cités précédemment pour atteindre l'objectif de transformation structurelle.

Ce sous-chapitre nous a permis de comprendre les raisons pour lesquelles le secteur agricole est faible et qu'il est préférable d'investir dans le secteur industriel et dans celui du service. Nous avons également mentionné les secteurs les plus favorables pour la création d'emploi.

Indicateurs économiques et sociaux

- Valeur ajoutée sectorielle et sous-sectorielle (% du PIB ou dollars constants)
- Emploi par secteur (% de l'emploi total)
- Croissance annuelle des secteurs ou de l'emploi par secteur (% annuel)
- Répartition sectorielle et sous-sectorielle de la main-d'œuvre (% sur l'emploi total)
- Productivité par travailleur : Valeur ajoutée sectorielle (dollars constants) / nombre de personnes employées dans le secteur.

5.2 La diversification et la sophistication des exportations

C'est dans un contexte où beaucoup de pays africains (exemple : la Guinée Équatoriale, l'Angola) dépendant des ressources naturelles, la diversification et la sophistication des exportations se sont imposées comme des indicateurs permettant d'observer le processus de transformation structurelle (Lectard, 2017).

Selon les travaux de Margaret S. McMillan, Dani Rodrik (2011), sur « La globalisation, les changements structurels et la croissance de la productivité », les pays qui parviennent à réussir leur transformation structurelle sont ceux qui sont capables de se diversifier loin de l'agriculture et d'autres produits traditionnels.

Hesse Heiko (2008), économiste au département des marchés monétaires et des capitaux au FMI, rejoint leur avis. La diversification économique rend possible la fin de la dépendance aux ressources naturelles et au secteur traditionnel. Prenons le cas de l'Angola, dont le pétrole représente actuellement 89 % des exportations et dont le taux de croissance atteint 24 % en 2007 ; la chute du prix du pétrole en 2014 avait alors causé une forte diminution de ses exportations. De plus, 70% des revenus de l'État dépendaient de la rente pétrolière. En conséquence, entre 2014 et 2017, les recettes de l'État ont chuté de 51%, le gouvernement a été forcé d'appliquer des mesures d'austérité, comme la réduction des dépenses et le gel de l'embauche dans le secteur public (Banque Africaine de Développement, 2015). Toutes ces

conséquences justifient le fait qu'il est préférable qu'un pays investisse dans la diversification de son économie.

Par exemple, les réformes menées par les politiciens vietnamiens ont permis à l'économie asiatique de réaliser une transformation structurelle. La politique industrielle s'est basée sur la promotion des exportations. Ce pays est un exemple pour la croissance de son secteur manufacturier (Nations Unies , Politique industrielle transformatrice pour l'Afrique, 2016). En 2013, la part du secteur manufacturier dans le total de ses exportations est passée de 46 % à 70 % (World Trade Organization, 2015). Jusqu'en 1980, les entreprises locales n'avaient pas les capacités de pouvoir commercialiser à l'échelle internationale. La fin de l'embargo prononcé par tous les pays a permis à ce pays de s'industrialiser avec l'aide des IDEs (donne la définition) qui ont été volontairement orientés vers le secteur manufacturier, tel que le textile, l'agroalimentaire et l'électronique (Nations Unies , Politique industrielle transformatrice pour l'Afrique, 2016).

Pour les exportations, le secteur manufacturier semblerait être plus promoteur en ce qui concerne l'élasticité de la demande d'exportation de produits manufacturiers. Cependant, pour les produits agricoles, cela semblerait être plus compliqué. Selon la thèse de Prebisch-Singer, analysé par David Sapsford et John-rem Chen (1998), à long terme, les prix des biens primaires exportés baissent et tendent à se dégrader quand on les compare à ceux des biens manufacturés, ce qui crée une dégradation des termes d'échanges. Ils ont constaté que les termes de l'échange se sont dégradés pour les pays exportateurs de matières premières depuis 1876, au profit des pays exportateurs de produits manufacturiers (Wikipédia, 2017)^[1]. Quand les revenus augmentent, la demande pour les biens manufacturés augmente plus que pour les produits primaires. Ils en ont déduit que les pays moins avancés devraient diversifier leurs économies et diminuer leurs dépendances aux exportations en développant leurs propres industries manufacturières (Toye & Richard, 2003)^[2]. La loi d'Engel vient appuyer cette théorie. La loi d'Engel est une loi empirique avancée en 1857 par le statisticien allemand Ernst Engel.

Nous pouvons conclure en disant que les exportations et leurs paniers semblent jouer un rôle important pour la transformation structurelle, car elles reflètent ce que le pays produit. Ce que le pays produit reflète le type de structures qu'il possède. Les pays dépendant des ressources naturelles nous ont montré que ce type de structure est instable et ne profite pas à toute la population.

Indicateurs économiques

- Évolution de la balance commerciale (valeur des exportations de biens et de services – valeur des importations de biens et de services, dollars constants)
- Évolutions du panier des biens et des services exportés (en dollars constants)
- Répartitions des exportations par produits exportés (% du total des exportations)

6 Les éléments pouvant influencer le processus de transformation structurelle

6.1 Le rôle et les stratégies de l'état

L'État joue un rôle prépondérant dans la transformation structurelle. En effet, selon, Carlos Lopes (2013), ancien secrétaire de la commission économique pour l'Afrique, *le processus de la transformation structurelle est fait de changements intervenus au niveau des fondamentaux et des politiques économiques* » (Nations Unies). L (UNECA, 2014).

D'après la Réunion de la Commission économique pour l'Afrique, qui s'est tenue en 2013 à Washington, l'État Développementiste (de l'anglais « Developmental State ») serait nécessaire pour le processus de croissance économique et de transformation accélérée de tout pays en voie de développement (Nations Unies, 2013). La Corée du Sud et la Chine sont des exemples d'États qui ont réussi à s'industrialiser avec l'aide du gouvernement (Nations Unies, 2013).

Dans les pays en développement qui réussissent, la transformation structurelle est mise en œuvre par un État développementiste efficace. Un État de ce type est un État qui fait de la croissance à long terme et de la transformation structurelle son principal objectif et qui cherche à élaborer des politiques et à mettre en place des institutions dont le but est de faciliter l'évolution du système économique, de manière à atteindre les objectifs du développement économique.

Le concept d'« État développementaliste », qu'on appelle aussi, « État-promoteur », État développeur» a vu le jour grâce aux nombreux travaux de Chalmers Johnson (1982). Selon lui, ce concept se définit par le fait que l'État, plus précisément les décideurs publics, a pour priorité absolue et inébranlable la volonté de croissance économique. Pour se faire, l'État met en place des politiques pour transformer la structure industrielle de la nation en vue d'élever sa compétitivité internationale.

Les politiques peuvent avoir plusieurs natures (Yifu Lin, 2009) :

- Politique économique avec des plans de relance, pour augmenter la productivité d'un secteur ;
- Politique fiscale, diminution, exonération ou augmentation d'impôts ;
- Politique monétaire afin de pouvoir contrôler l'inflation ;

- Politique budgétaire, augmentation du budget pour investir dans les infrastructures, l'éducation, etc. ;
- Politique d'incitation aux investissements locaux ou étrangers ;
- Politique de taux de change ;
- Politique de planification. (Les pays d'Asie de l'Est industrialisés, tels que Singapour, le Japon, la Corée et la Malaisie, ont réussi à transformer leurs économies en moins de 30 ans grâce à une approche de planification disciplinée).

Les actions de l'état ont un impact significatif sur l'évolution des pôles de compétitivité (Porter, 2007) (Ketels, 2011) (Yifu Lin, 2009).

Chaque état doit identifier avec soin les industries qui possèdent un avantage comparatif ainsi que de nouvelles sources de croissance économique pour l'industrialisation, identifier leurs contraintes (infrastructures, ressources humaines, etc.) et mettre au point des mesures pour supprimer ces contraintes et réaliser les investissements nécessaires pour soutenir les industries. C'est pour cette raison qu'il est indispensable que l'état investisse dans les capitaux humains, dans les technologies et également dans les infrastructures afin de procéder à un changement structurel.

Les infrastructures d'une manière générale sont indispensables à la transformation structurelle des pays d'Afrique (Commission économique pour l'Afrique, 2005). L'investissement public dans les infrastructures telles que les routes, les barrages, les centrales électriques, la fibre optique est un élément catalyseur de la croissance économique, car ces infrastructures stimulent les activités du secteur privé tout en réduisant les coûts de production et en ouvrant de nouveaux marchés. Ce qui favorise alors l'apparition de nouvelles possibilités de production, une amélioration de la compétitivité et l'accès aux échanges commerciaux (Commission de l'UA & Agence du NEPAD, 2011). Cette réalité sur l'importance des infrastructures a toujours eu une forte influence sur les décideurs politiques des pays en développement, car ils comprennent que le manque d'infrastructures est un frein au développement économique (Estache, 2007).

De plus, une région mieux desservie grâce à un nouveau tronçon d'autoroute ou un nouveau tunnel ferroviaire peut mobiliser la main-d'œuvre et les contribuables, ce qui se traduit par une croissance de l'activité, qui ne se serait pas manifestée autrement (Weber, 2011).

Cependant, les infrastructures sont une condition nécessaire, mais non suffisante pour le développement économique. (Blanquart, Joignaux, & Vaillant, 2010).

Nous pouvons conclure en disant que la transformation structurelle ne peut pas se faire sans l'aide de l'État. Nous pouvons prendre l'exemple des pays asiatiques qui se sont développés et qui ont pris une structure industrielle grâce aux politiques étatiques. Les pays africains ont beaucoup de retard comparé aux pays européens. Seuls les gouvernements peuvent prendre les décisions pour l'avenir de ces pays.

Indicateurs économiques

- Dépenses publiques (% du PIB ou dollars constant)
- Évolution des dépenses en éducation, infrastructure, etc. (% Total des dépenses)
- Pour les pays en voie de développement, il y a un manque de données disponibles.
Exemple ; pour l'investissement routier, l'évolution des lignes de chemin de fer en Km. Cet indicateur nous permettrait de voir si les politiques ont amélioré cet indicateur.

6.2 Le niveau de formation de la main-d'œuvre

La transformation structurelle n'est pas uniquement la réallocation d'un secteur vers un autre. C'est également un mouvement de la main d'œuvre, qui représente le capital humain, d'un secteur vers un autre. Le facteur « humain » a donc une place importante dans ce processus. En effet, le travail qu'il réalise permet à une entreprise de tirer des bénéfices, ce qui de surcroît crée de la richesse pour une nation. Nous allons donc essayer de comprendre en quoi il est déterminant.

L'hypothèse fondamentale qui constitue le centre de la théorie du capital humain est que l'éducation est un investissement pour les individus et la société et que cet investissement accroît la productivité de ceux qui la reçoivent (Logossah Kinvi D.A, 1994). En effet, l'étude de Jamison et Lau (1980) permet de confirmer cela. Ils ont réalisé une étude sur les exploitations agricoles en Asie (Malaise, Thaïlande, Corée) et ont conclu que l'éducation exerce un effet significatif sur la production physique des paysans. Il faudrait donc une hausse du taux de croissance du capital humain pour améliorer la productivité des secteurs.

La main-d'œuvre peu qualifiée est également synonyme de salaire bas. Cela attire les entreprises qui cherchent à diminuer leurs coûts de production en matière de salaire. En effet, en délocalisant leurs entreprises dans les pays à main-d'œuvre peu qualifiée, ils savent qu'ils pourront faire des économies en coût de production.

Toutefois, la qualité de la main-d'œuvre n'étant pas la même, le coût de la main-d'œuvre peut être plus élevé à l'arrivée, car la productivité est plus faible (Gelb, Vijaya Ramachandran, & Ramachandra, 2016). C'est d'ailleurs pour ça que l'on encourage les pays en voie de développement à améliorer le niveau d'éducation de la main-d'œuvre pour améliorer la qualité.

En moyenne, une année d'éducation en primaire augmente le salaire de 12%. (Montenegro & Patrinos, 2014). Pour le continent africain, cette moyenne est de 14% (Montenegro & Patrinos, 2014). Comme nous montre la différence entre les pourcentages, les retours sur investissement de l'éducation sont un peu plus élevés dans les pays en voie de développement.

La relation entre éducation et progrès technique n'a pas le même rôle dans les différents cycles de l'enseignement (Algan, 2012). L'enseignement primaire et secondaire permet en général d'imiter et d'adopter les technologies existantes en donnant aux individus l'accès à de bonnes compétences professionnelles et techniques (Algan, 2012), alors que l'enseignement supérieur trouve un rôle plus important dans le développement des capacités d'innovation. Cela traduit le fait qu'un pays qui est loin des frontières technologiques a plus tendance à copier les technologies des pays les plus avancées, et par conséquent à investir dans le primaire et le secondaire. Pour les pays très proches de la frontière technologique, il ne sert à rien de copier ce qu'ils ont eux-mêmes (Acemoglu, Aghion, & Zilibotti Fabrizio, 2006)^[OBJ]. Cependant, il est important d'encourager les États africains à investir dans les universités, les laboratoires et les centres de recherches. Effectivement, les résultats de cet investissement en technologie et innovation permettent de diminuer les coûts de production, d'être plus productifs, d'être plus compétitifs et de peser à l'échelle internationale. De plus, les jeunes Africains qui se déplacent des zones agricoles vers les zones urbaines modernes doivent développer les compétences qui pourront augmenter leur employabilité et leurs capacités entrepreneuriales. L'amélioration de l'employabilité exige un renforcement ciblé des compétences techniques clés et une formation professionnelle en vue d'emplois (Fonds international de développement agricole, 2016).

Le processus de transformation structurelle ne pourra donc voir le jour sans un investissement dans le capital humain. Pour financer l'éducation, les États africains doivent accorder un budget pour permettre à chaque citoyen de développer ses compétences afin qu'il puisse servir à la

nation. De cette manière, cela permettra à la main-d'œuvre d'être plus compétitive. Ceci augmentera donc les revenus, et permettra d'opérer à une transformation. Toutefois, tout ne doit pas être fait par l'État, les entreprises ont également la capacité de former la main-d'œuvre et les citoyens doivent également montrer l'envie de s'instruire.

Indicateurs sociaux et économiques

- Dépenses consacrées à l'éducation (% du total des dépenses ou % du PIB)
- Le taux d'alphabétisation (% de la population totale)
- Dépenses pour l'éducation par habitant (dollars constants)
- Pour les pays en voie de développement, il y a un manque de donnée disponible.

6.3 La technologie et l'innovation

La transformation structurelle est un processus d'innovation qui, par une offre élastique de facteurs, modifie la structure économique et favorise la création d'une série de complémentarités entre l'offre et la demande (Jacques & Yeo, 2014). Comme l'a mentionné Kuznet, l'innovation permet aux entreprises de créer des secteurs à forte productivité et d'être plus compétitives. Rappelons-nous de la phrase citée précédemment « *Avec l'utilisation plus intense du facteur capital et l'apparition de nouvelles technologies, le secteur agricole est le premier à en bénéficier, ce qui permet d'augmenter la productivité au niveau de ce secteur et libérer une offre de travail important pour le secteur industriel (pushing strategy)* ».

Nous ne pouvons aborder le sujet de transformation structurelle par le biais de la technologie et l'innovation sans aborder le modèle Schumpétérien. Ce dernier est inspiré par l'économiste autrichien Joseph Schumpeter et est développé par Philippe Aghion et Peter Howitt (2017) : ce modèle repose sur quatre idées :

- La croissance économique à long terme ne peut être réalisée sans innovation.
- L'innovation est un processus qui ne peut être accompli sans investissement de la part des entreprises et de l'État (qui lance des politiques publiques) comme le soulignent Gerschenkron (1966) et Lin et Monga (2010), toutes les économies

européennes ont bénéficié d'un soutien gouvernemental dans l'acquisition technologique de technologies étrangères afin de rattraper leur retard sur la Grande-Bretagne.

- Les innovations les plus récentes peuvent renverser les anciennes. C'est donc une course permanente où chaque entreprise, qui veut rester compétitive, doit chercher à innover toujours plus.
- La croissance de la productivité peut être créée soit par l'innovation, soit par l'imitation de technologie avancée.

En ce qui concerne le dernier point cité précédemment, il est vrai que les pays en voie de développement n'ont pas toujours les capitaux (entreprises) et les budgets (État) pour investir dans le domaine de l'innovation afin d'améliorer la productivité. De ce fait, recopier les innovations déjà réalisées pourrait leur permettre de faire des économies, afin de diminuer leur coût et de devenir plus compétitives.

Alexander Gerschenkron (1966) avance l'idée d'un « avantage des retardataires » dont pourraient tirer parti les pays en développement : le faible développement (ou de l'inexistence) de leur secteur industriel pourrait être comblé grâce aux transferts de technologies et d'expériences des pays industrialisés. Il prend l'exemple des nouveaux pays industrialisés notamment ceux qu'on appelle les 4 dragons de l'Asie du Sud-est, le Brésil et la Chine pour illustrer l'avantage des retardataires.

Les investissements directs étrangers semblent également être un bon moyen pour changer la structure économique d'un pays. La présence d'entreprises étrangères permet qu'il y ait une augmentation de la valeur ajoutée dans les entreprises manufacturières et un transfert de nouvelles technologies et d'innovations. En effet selon Shumpeter, la croissance de la productivité peut être créée soit par l'innovation, soit par l'imitation de technologie avancée.

Toutefois, la contribution de l'IDE à l'économie d'un pays sera efficace si et seulement s'il y a une capacité locale à absorber la technologie appartenant à l'entreprise étrangère (Yared, Kitaw, & Gatew, 2014). Nous allons aborder plus en détail le point des IDE dans un autre chapitre de ce travail.

Pour conclure, nous pouvons dire que l'innovation a sa place dans le débat sur la transformation structurelle. En effet, l'innovation et les technologies vont permettre d'améliorer la productivité

des secteurs. Le secteur agricole pourra être plus productif, afin de libérer la main-d'œuvre et la laisser se répandre dans les secteurs modernes

indicateurs économiques.

- Les dépenses consacrées pour la recherche et le développement (% du total des dépenses, % du PIB)
- Pour les pays en voie de développement, soit il y a un manque de donnée disponible ou soit ces dernières sont trop anciennes.

6.4 Les moyens financiers (crédit bancaire, investissement direct étranger)

Pour développer la productivité des secteurs, il est indispensable de pouvoir attirer des investissements. Les besoins de financement pour le développement durable en Afrique sont élevés. Les investissements peuvent être privés, venir de l'État ou provenir d'IDE (Investissement Direct Étranger).

Pour qu'il soit national et privé, il est important qu'il y ait des mesures pour permettre le financement de ces activités. Le marché bancaire est une source traditionnelle de financement des entreprises en Afrique, mais les taux d'intérêt élevés freinent l'investissement et les produits de financement sont peu variés (Deloitte, s.d.). L'accès au crédit permettrait aux entreprises de pouvoir s'agrandir, d'innover et d'être plus compétitives. Les ressources du secteur privé peuvent également venir de leur épargne. Cependant le CEA indique que l'épargne intérieure de l'Afrique reste faible par rapport à celle d'autres régions en développement, notamment en raison du nombre important de personnes non bancarisées (Tonderayi, 2015). Pour encourager au développement de secteurs clefs par les entreprises privées, il faut améliorer l'accès au crédit et aux services financiers (Berr, 2007).

Pour qu'ils viennent de l'État, ce dernier doit pouvoir mobiliser les ressources nécessaires à l'augmentation des activités à forte productivité et créatrices d'emplois. La mobilisation des ressources peut se faire grâce aux régimes fiscaux efficaces, sous forme de prêt aux banques intérieures ou étrangères, grâce à l'aide au développement (Berr, 2007), mais également, grâce aux fonds souverains, aux fonds de pension, aux réserves de change, aux transferts de fonds

(Tonderayi, 2015), aux revenus qu'il aura pu obtenir grâce aux entreprises étatiques ou à la rente des ressources naturelles que l'État possède (International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015). Cependant, toutes ces possibilités doivent bien être analysées, car elles ne sont pas sans risque. (Berr, 2007).

Les investissements privés peuvent également être réalisés par des capitaux étrangers. Les IDE s'opèrent à destination des entreprises locales qui peuvent être rachetées ou intégrées dans la chaîne de production. Tous ces éléments permettent d'améliorer les capacités des pays bénéficiaires des IDE pour soutenir leurs industries (Alaya, Nicet-Chenaf, & Rougier, 2009).

Néanmoins, les IDE, n'apportent pas uniquement des capitaux étrangers, ils permettent aussi de créer de l'emploi et d'effectuer un transfert des technologies vers les pays en voie de développement. Plus loin dans le mémoire, nous allons développer ce point.

Ce point nous a permis de voir de quels moyens financiers pouvait venir la transformation structurelle. En effet, cette dernière ne pourra pas se réaliser seule et sans la volonté des trois acteurs cités précédemment. Toutes les mesures pour financer la transformation structurelle devront être mûrement réfléchies. Pour les entreprises privées, le financement dépendra des politiques de l'État dans la mesure où celui-ci a un rôle important dans l'accès au crédit. Pour les investissements étrangers, il dépendra des incitations de l'État et de la situation du pays. Et pour finir, le financement de la transformation structurelle de l'État dépendra des choix réalisés par les personnes au pouvoir. Ses choix auront des impacts sur le niveau de transformation structurelle.

Comme dit précédemment, la présence d'entreprises étrangères permet à un pays d'avoir les fonds financiers nécessaires à sa transformation structurelle. Il permet également le transfert de nouvelles technologies/d'innovations et de créer de l'emploi. Marouane Alaya, Dalila Nicet-Cehnaf et Eric Rougier (2009) confirment cette étude en disant que le transfert de technologies permet une contribution à la valeur ajoutée et des gains de productivité. Ils offrent un transfert de connaissance au capital humain par l'intermédiaire du personnel expatrié s'impliquant dans la fabrication. (Alaya, Nicet-Chenaf, & Rougier, 2009). Ils apportent leurs savoir-faire, et permettent aux entreprises d'améliorer leur management, ce qui permet aux pays receveurs d'IDE de sauter les lourdes étapes de recherche et développement (Alaya, Nicet-Chenaf, & Rougier, 2009). Comme dit précédemment, l'apprentissage permet l'innovation et de surcroît l'amélioration de la productivité d'un secteur. En prime, les IDE permettent des transferts de

fonds financier et réduisent les coûts d'information et de transaction, ce qui facilite l'accès aux marchés mondiaux pour les firmes locales (Alaya, Nicet-Chenaf, & Rougier, 2009)

Pour qu'un pays puisse bénéficier de tous les avantages que les IDE proposent, il faut qu'il puisse avoir un environnement propice et politiquement stable pour accueillir et attirer les investissements. Par exemple, les guerres civiles en Côte d'Ivoire avaient ralenti les IDE, le retour à la paix a permis de relancer la production. Le renforcement de la paix demeure ici la condition primordiale pour une contribution des IDE à la transformation industrielle (Ongo Nkoa, 2016, p. 192).

Les IDE sont à la recherche d'un marché attractif, de ressources et actifs tels que les matières premières et les mains-d'œuvre bon marché. De ce fait, ils permettent de créer de l'emploi pour de nombreux pays en voie de développement, sachant que les salaires y sont bas. Effectivement, le fait que les pays africains soient dotés de main-d'œuvre bon marché leur permet d'attirer des investisseurs.

Des mesures incitatives telles que des mesures d'exonération fiscale ou la mise en place de zones franches sont aussi importantes (Alaya, Nicet-Chenaf, & Rougier, 2009).

« Le concept de zone franche (Free Zone) renvoie à un principe juridique universel, à savoir la possibilité pour une entreprise implantée dans un périmètre donné de se soustraire plus ou moins durablement au régime commun en vigueur dans le pays d'accueil, principalement dans les domaines douaniers et fiscaux, également en matière de droit de travail » (Bost, 2007, p. 564). L'objectif des zones franches est d'attirer des investisseurs pour développer l'activité économique d'une région jugée prioritaire par les dirigeants. Les différents types de zones franches sont adaptés en fonction de leurs stratégies de développement respectives, ce qui explique la très grande variété des situations observées de par le monde.

Il existe les « zones franches commerciales » et les « zones franches d'exportation ». Les « zones franches commerciales » sont localisées dans les périmètres portuaires (ports francs) et aéroportuaires (zones franches aéroportuaires), à l'entrée ou le long des grands axes de communication (maritimes, ferroviaires et routiers), mais encore dans les régions transfrontalières. Les « zones franches d'exportation » sont dédiées à la production manufacturière et, de plus en plus, à la fourniture de services. (Bost, 2007).

Indicateurs économiques et sociaux

- Accès au crédit bancaire par secteur (% du total des secteurs)
- Évolution des IDE (dollars constants ou % du PIB)
- Répartition des IDE par secteur
- Répartitions des IDE par ville
- Origine des IDE
- Emploi crée par les IDE

7 Conclusion de la revue de la littérature

Tout au long de cette revue de la littérature, nous avons pu analyser les éléments qui permettent à un pays et à son économie de procéder à une transformation structurelle. Il nous a été utile de décrire tous les facteurs qui permettent d'influencer la productivité sectorielle et par conséquent le processus de transformation. « *L'amélioration des compétences de la main d'œuvre, l'utilisation des technologies et des innovations, les politiques de l'état pour stimuler l'économie et les investissements, qu'ils soient publics, privés ou étrangers* ». Une fois que tous ces aspects ont été appliqués, la productivité commence à augmenter. La réallocation de la main-d'œuvre se fait de manière très naturelle, et cela, une fois qu'un secteur devient plus productif qu'un autre.

1 Méthodologie

Pour répondre à notre problématique citée dans l'introduction, « Est-ce que l'Éthiopie est en train de réaliser une transformation structurelle ? », nous utiliserons une démarche méthodologique en deux parties. Tout d'abord, nous allons réaliser une revue de la littérature qui regroupera des articles qui traitent de la question de la transformation structurelle. Ensuite, nous allons faire une analyse descriptive de la transformation structurelle de l'Éthiopie en nous basant principalement sur les indicateurs suivants :

- Le produit intérieur brut (PIB)
- Taux de croissance du PIB
- Taux de croissance sectoriel
- La répartition sectorielle en matière de valeur ajoutée du PIB
 - o Agriculture, valeur ajoutée en % du PIB
 - o Services, valeur ajoutée en % du PIB
 - o Industrie, valeur ajoutée en % du PIB
- La répartition et la variation sectorielle de l'emploi en % du total emploi
 - o Emploi dans l'agriculture (% du total emploi)
 - o Emploi dans le service (% du total emploi)
 - o Emploi dans l'industrie (% du total emploi)
- Le nombre de travailleurs dans chaque sous-secteur
- Les exportations
- Les importations
- La balance commerciale
- Le changement de la structure des exportations
- Les investissements directs étrangers
- Le taux d'urbanisation
- Le chômage
- L'accès à l'électricité

Pour calculer l'évolution d'un indicateur dans le temps, nous ne prendrons pas en compte les tendances inflationnistes. Pour se faire, il suffit de prendre les indicateurs en prix constant à l'égard d'une année précise. Cependant, quand il s'agit de calculer deux indicateurs différents dans la même période nous pouvons le faire avec le prix en dollars courant.

Notre méthodologie consistera à collecter des indicateurs de développement que nous jugerons les plus pertinents. Ils seront collectés sur les bases de données officielles telles que la Banque Mondiale, l'UNCTAD, l'Organisation internationale du Travail enquête réalisé par le ministère éthiopien, afin de pouvoir les analyser. Nous allons également analyser les enquêtes réalisées par d'autres chercheurs afin d'y récupérer leurs analyses les plus pertinentes, car notre étude est plus descriptive et ne fait pas appel à des calculs économétriques.

Les périodes analysées s'étendent de 2005 à aujourd'hui.

Les limites rencontrées lors de la réalisation de ce mémoire sont les suivantes :

- Le fait de se baser sur les travaux/chiffres réalisés/analysés par d'autres chercheurs. Prenons l'exemple d'une étude réalisée dans une usine éthiopienne auprès des ouvriers. Il est possible que le jour de l'enquête, des éléments extérieurs aient influencé les réponses. En choisissant d'en faire part dans notre étude, nous ne pouvons pas nous assurer à 100% de la fiabilité.
- Le manque d'information récente ou l'inexistence d'informations. Nous nous sommes trouvés dans des situations où la dernière information datait de 2008.
- Les restrictions en matière de pages nous obligent à sélectionner certains sujets/facteurs à traiter. Dans le cas de la transformation structurelle éthiopienne, les éléments mis en avant sont économiques. Les aspects environnementaux, politiques monétaires, et politiques internes (gouvernement au pouvoir, élections présidentielles) n'ont pas été traités.
- Bien que l'analyse comparative soit une bonne manière de mesurer un indicateur. Les comparaisons de l'Éthiopie avec d'autres économies africaines peuvent être remises en cause, car les contextes historiques, économiques et climatiques (dans le cas où on compare la productivité agricole) divergent.
- La barrière de la langue a été une limite dans la mesure où, il nous a été impossible de traduire certain document.
- Le fait de n'avoir pas pris en compte la conjoncturelle économique mondiale. Nous nous sommes fixés uniquement sur l'Éthiopie.

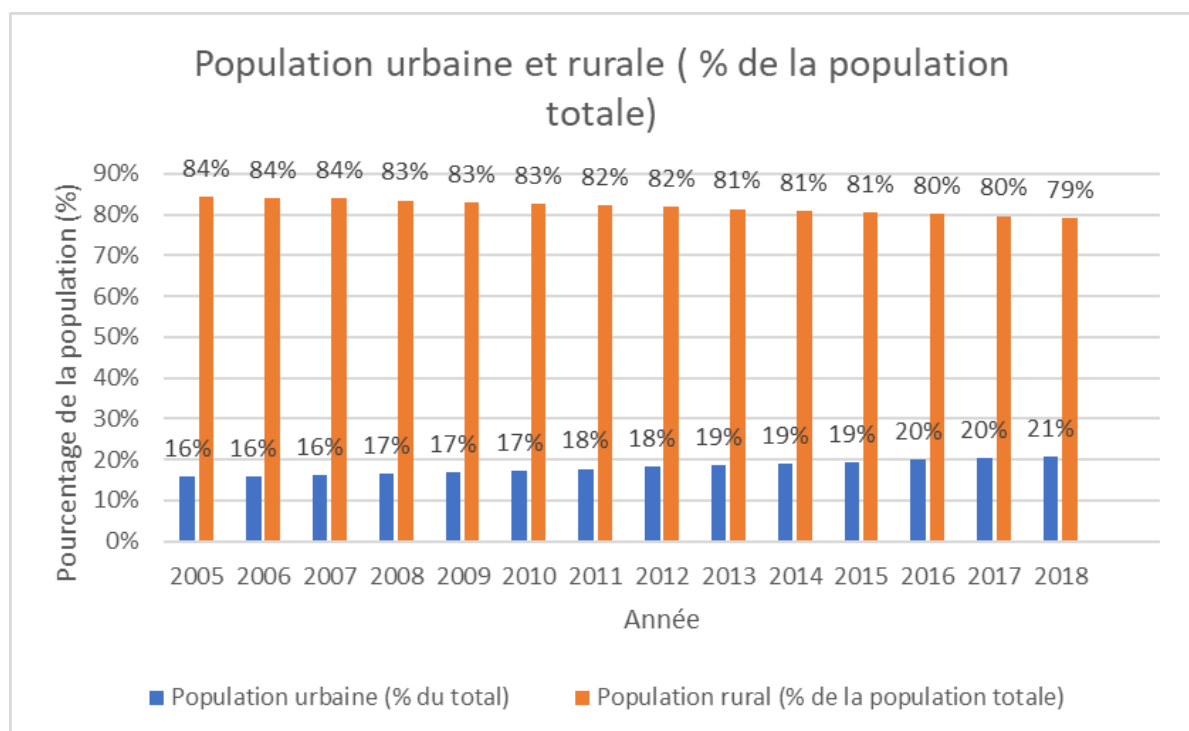
Ce travail est purement descriptif. Il n'y a pas d'étude économétrique qui a été réalisée. L'objectif est vraiment de mettre en parallèle la théorie avec ce qu'il se passe en Éthiopie.

1 L'Éthiopie, Mise en contexte

L'Éthiopie est un pays africain enclavé dans la Corne de l'Afrique par l'Érythrée, la Somalie, le Djibouti, le Kenya, le Soudan du Sud et le Soudan. Il est le deuxième pays le plus peuplé, juste derrière le Nigeria avec une population de plus de 100 millions d'habitants. Son économie enregistre des taux de croissance record depuis 2004. En effet, l'Éthiopie a été une des économies les plus dynamiques du monde avec un taux de croissance moyen de 10,6% entre 2004 et 2017 (Banque Mondiale, Croissance du PIB (% annuel), 2018).

Toutefois, même si le taux de croissance a été remarquable, la structure de l'économie éthiopienne lui concède un statut de pays moins avancé. En effet, l'Éthiopie est le 22e pays le plus « pauvre » du monde en 2018, avec un PIB par habitant qui s'élève à 772 dollars (La Banque Mondiale, 2018). Il est donc classé dans les pays à faible revenu. De même, l'Éthiopie est le 14e pays avec l'indice de développement humain le plus bas au monde. Il est estimé à 0,46 en 2017, par l'« Human Development Reports ». L'Éthiopie fait également partie des pays les moins urbanisés au monde avec une population rurale qui représente 79% de la population totale en 2018 (Banque Mondiale, 2018) (voir Graphique 3).

Graphique 3: Population urbaine et rurale (% de la population totale). Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiales



De cette répartition de la population, il résulte que 66,20% de l'emploi se situe dans le secteur agricole en 2018 (Banque Mondiale, Croissance du PIB (% annuel), 2018). La population et l'économie du pays restent donc dépendantes de façon considérable à l'agriculture. Tout en sachant que le pays est exposé aux chocs climatiques, comme la sécheresse, les inondations qui affectent directement les moyens de subsistance de la population et contribuent à l'insécurité alimentaire. L'agriculture en Éthiopie est faiblement productive et offre des emplois avec un salaire très bas, puisque ces derniers dépendent de facteurs extérieurs. Le changement climatique qui a lieu actuellement est susceptible d'empirer la situation dans les années à venir.

Sa situation actuelle s'explique également par le fait que l'Éthiopie est un pays avec une riche histoire tant sociale qu'économique. En effet, entre l'occupation italienne dont elle a été victime de 1936 à 1941, la forte période de sécheresse qui stagnera les activités économiques entre 1973 à 1974, la nationalisation des entreprises en 1975, et les nombreux coups d'État, le pays va traverser une longue période d'instabilité économique et politique. Ce qui engendrera des retards par rapport aux autres pays du monde.

En observant les faibles indicateurs économiques cités précédemment, nous comprenons qu'il est nécessaire que l'Éthiopie réalise une transformation structurelle. En effet, cela lui permettrait d'augmenter sa productivité, afin que son économie passe du secteur traditionnel agricole, aux secteurs plus modernes qui sont, le secteur industriel et du service. Cette transition pourrait être également suivie par le mouvement de la main-d'œuvre qui est pour le moment bloqué dans l'emploi agricole.

Avec cette petite mise en contexte, nous observons que l'Éthiopie n'a pas encore eu de véritable transformation structurelle. L'Éthiopie a beaucoup de défi à traverser afin de rattraper son retard causé par les multiples événements cités précédemment. Cela ne pourra se faire sans ce que l'état agisse de manière conséquente. Dans le point suivant, nous allons développer le rôle et la stratégie de l'état éthiopien afin de mener à mieux la transformation structurelle.

1.1 Le rôle et les stratégies de l'État éthiopien

Pour opérer à une transformation de l'économie éthiopienne, l'état a adopté la structure d'« État développementaliste ». Comme mentionné dans la revue de la littérature, cette structure d'état a pour caractéristique de s'impliquer dans l'économie d'un pays à travers l'implémentation de divers politiques. L'État développementaliste éthiopien incite donc les entreprises, les acteurs économiques, à agir d'une certaine manière, et cela dans un objectif de transformation.

De 2000 à 2005, l'Éthiopie a mis en place le "*Plan de stratégie pour la réduction de la pauvreté*" (*Sustainable Development and Poverty Reduction Program, SDPR*). L'objectif de ce plan fut de venir en aide aux petits exploitants agricoles en développant les zones rurales.

À la suite du premier SDPR, l'Éthiopie a mis en place une deuxième stratégie. Celle-ci s'étend de 2005 à 2010 et se nomme le "*Plan de développement accéléré et durable pour mettre fin à la pauvreté*" (*Plan for Accelerated and sustained Development to End Poverty*). Ce qui différencie ce second plan au premier, c'est l'accent sur la commercialisation de l'agriculture.

Comme leur nom l'indique, l'objectif est la réduction de la pauvreté. Cela grâce à l'amélioration des conditions humaines, du développement les zones rurales, de lutter contre l'insécurité alimentaire.

Par la suite, l'État éthiopien a changé sa stratégie d'approche en mettant en place deux plans de transformation structurelle. Et cela, en misant tout d'abord sur des secteurs orientés vers l'industrialisation, et par la suite vers l'exportation. Également en privilégiant les industries fortement demandeuses de mains-d'œuvre afin d'en faire bénéficier la population.

C'est dans cette optique qu'est né le premier plan de croissance et de transformation. Ce plan qu'on appelle GTP « *Ethiopia Growth and Transformation Plan* » a vu le jour en 2010. L'un des objectifs a été d'atteindre un taux de croissance annuel moyen de 11 %. Cet objectif a d'ailleurs été atteint. Cependant, bien que les chiffres aient montré la présence d'une croissance économique, cela n'a pas permis que le pays opère une réelle transformation structurelle, c'est-à-dire un passage d'une économie traditionnelle à une économie moderne.

L'état éthiopien a donc décidé de mettre en place le GTP II qui est la suite du GTP I. Son but fut d'assurer une croissance économique durable, rapide et inclusive. L'objectif étant d'atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici 2025 et de devenir l'Usine géante

africaine. Ce plan a axé ses stratégies sur l'agriculture, l'industrie et les exportations. Les secteurs clefs ont été l'industrie agroalimentaire, les produits en cuir, le textile, les vêtements, etc. Les stratégies mises en place ont été les suivantes :

- Soutenir la croissance et le développement économiques rapides
- Accroître la capacité de production et l'efficacité pour atteindre les possibilités productives de l'économie à travers l'amélioration rapide de la qualité, de la productivité et de la compétitivité des secteurs productifs (agriculture et industries manufacturières)
- Renforcer la transformation du secteur privé national
- Améliorer les infrastructures
- Gérer de manière proactive
- L'urbanisation rapide en cours
- Accélérer le développement humain et le renforcement des capacités technologiques et assurer sa durabilité
- Construire une bonne gouvernance démocratique et développementale en améliorant la mise en œuvre des capacités de l'institution publique et l'implication active des citoyens
- Promouvoir l'autonomie des femmes et des jeunes pour assurer leur participation effective au développement et au processus de démocratisation ;
- Bâtir une économie verte résiliente au climat.

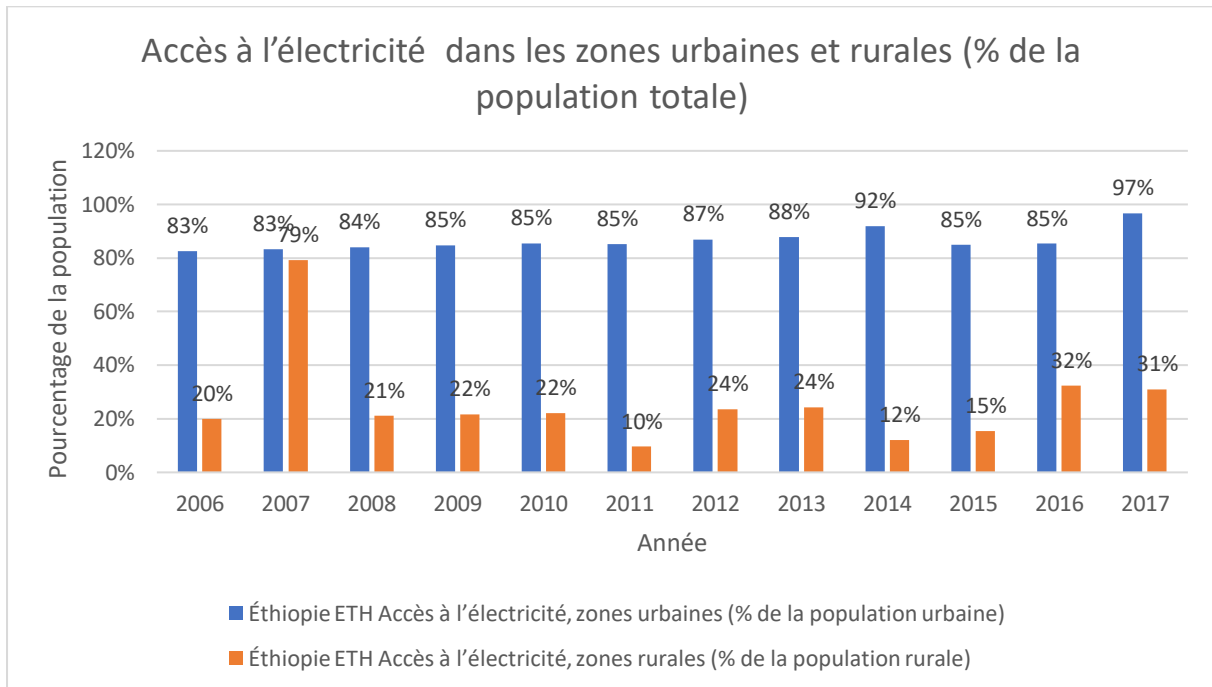
La mise en place d'un cadre macroéconomique sain constitue une base solide pour accélérer la transformation structurelle. C'est pour cette raison que le gouvernement éthiopien a adopté des politiques macroéconomiques vigilantes en mettant la tonalité sur les investissements publics, une faible inflation et un taux de change stable.

L'une des principales décisions politiques fut d'augmenter les investissements dans les infrastructures économiques et sociales, comme les zones franches (voir point 2.1.2), l'énergie, la santé et l'éducation.

Sur le graphique 4, nous pouvons analyser l'accès à l'électricité. Nous pouvons voir que l'accès à l'électricité dans les zones rurales était de 85% au début du GTP 1, et qu'aujourd'hui il est de 97%. Ces chiffres illustrent l'effort réalisé par l'état, dans les zones rurales.

Pour les zones rurales, on a constaté qu'au cours des deux premières années du GTP, l'accès est passé de 22% à 10% entre 2010 et 2011. Pour ensuite remonter à 24% en 2012. Aujourd'hui, il est de 31%. Ce chiffre est très faible. Il est trois fois plus faible que les zones urbaines. L'État

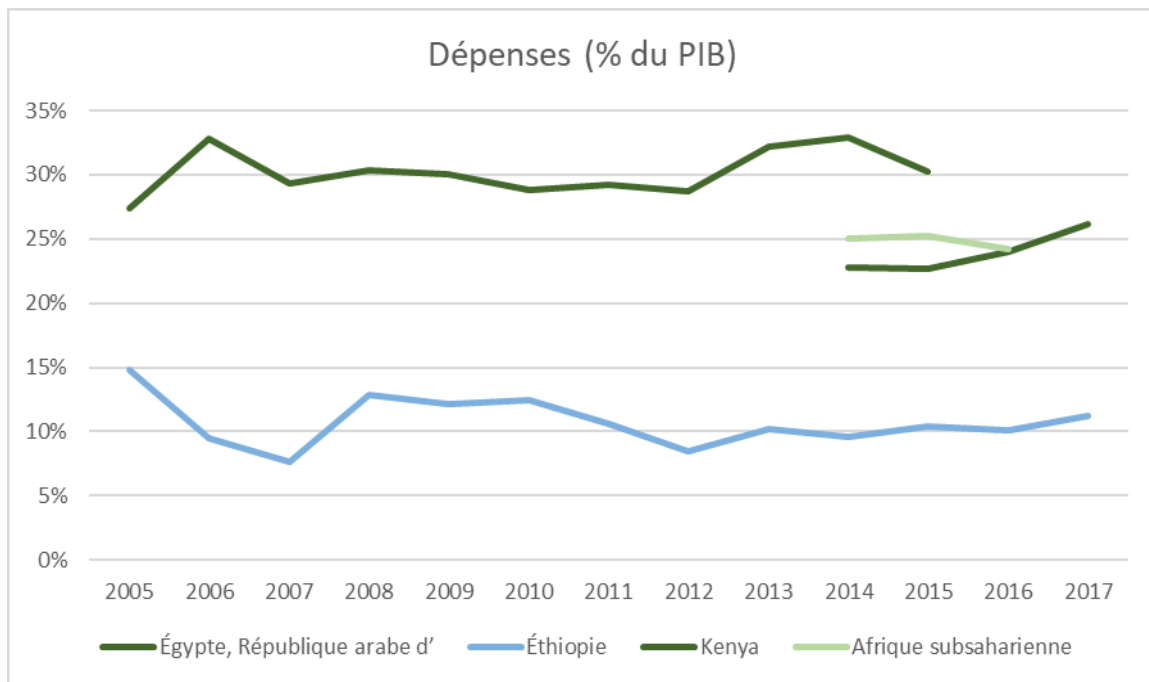
a donc encore de nombreux efforts à réaliser afin d'améliorer cet accès. En fait, à la mise en place des GTP I et GTP II, ce sont surtout les zones urbaines qui ont été ciblées. Mettant de côté tout le potentiel que représentent les zones rurales, là où vivent la plupart des Éthiopiens.



Graphique 4: Accès à l'électricité dans les zones urbaines et rurales (% de la population zonale). Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale

Bien que le gouvernement éthiopien ait réalisé de nombreux investissements financiers, le déficit budgétaire des administrations publiques a été maintenu à un niveau bas, généralement autour de 2-3 pour cent du PIB. Ce niveau a été maîtrisé grâce à l'augmentation des recettes du gouvernement (United Nations Economic Commission for Africa, 2018).

Le graphique 5 nous montre comment les dépenses (en termes de pourcentage du PIB) ont été faibles par comparaison aux autres régions. L'Éthiopie a un taux de dépense inférieur à la moyenne des pays d'Afrique Subsaharienne.



Graphique 5 : Dépenses de l'état (% du PIB). Source: Auteur sur base des données de la Banque Mondiale

On peut alors se demander comment l'état a financé les projets de transformations structurelles, sans augmenter ses dépenses. La réponse est simple, l'état éthiopien a mis en place différentes stratégies afin d'augmenter ses recettes comme :

- Le partenariat public-privé
- L'émission d'obligations souveraines internationales
- L'encouragement aux investissements directs étrangers (ce point va être abordé en profondeur dans le chapitre 5)

En prenant la casquette d'état développementiste, l'état éthiopien a décidé de se positionner en acteur principal dans le processus de transformation structurelle. Les politiques mises en place, à travers le GTP I et le GTP II en sont témoins. L'État éthiopien a compris que l'investissement dans les infrastructures pourrait être un élément déclencheur de sa transformation structurelle. De plus, les politiques fiscales allégées ne font qu'attirer les investisseurs, ce qui permet d'encore plus augmenter les recettes.

Toutefois, il reste de nombreux efforts pour améliorer les infrastructures, et surtout les rendre accessibles à tous, y compris les zones rurales. Le chapitre suivant va aborder le sujet de la productivité et de l'emploi en Éthiopie.

2 La production

Ce chapitre va nous permettre d'analyser la répartition sectorielle en Éthiopie. De cette manière, nous pourrions voir dans quelles activités sont concentrées les richesses éthiopiennes, vers où elles se dirigent, et comment ces dernières évoluent. Cela nous permettra de voir s'il existe réellement une transformation structurelle. Rappelons que la transformation structurelle est le passage d'économie traditionnelle vers une économie moderne. C'est également le passage d'économie à faible productivité vers une économie à plus forte productivité.

2.1 La répartition sectorielle

Le tableau 1 nous présente les données sur la valeur ajoutée totale et sectorielle et leur « Croissance annuelle Moyenne ». Les années 2005, 2010, 2015 ont été choisies, car elles représentent l'économie éthiopienne, avant et pendant le GTP «EthiopiaGrowth and Transformation Plan I/II». Rappelons que lors du GTP I et II, des actions politiques ont été volontairement menées afin de transformer l'économie éthiopienne.

Tableau 1 : Croissance annuelle moyenne (%) de la valeur ajoutée sectorielle en Éthiopie. Source : Auteur sur base des données de UNCTAD

	Valeur ajoutée en millions de dollars constant (2010)			Croissance Annuelle Moyenne (%)	Croissance Annuelle Moyenne (%)
	2005	2010	2015	2005-2010	2010-2015
Valeur ajoutée Totale	14.599,40	24.501,61	40.368,93	11%	11%
Agriculture, Chasse, Silviculture, pêche	7.433,41	11.105,04	15.251,49	8%	7%
Industrie	1.060,28	2.544,35	6.322,22	10%	20%
Activités extractives, de fabrication et de production d'électricité, de gaz et d'eau	938,83	1.419,35	2.802,23	10%	13%
Activités de fabrication	637,43	1.025,57	2.180,09	10%	16%
Construction	621,44	1.050,00	3.519,99	11%	27%
Services	5.567,16	10.852,22	18.954,00	14%	12%
Commerce de gros, commerce de détail, restaurant et hotels	2.305,63	4.742,05	8.981,30	16%	14%
Transport, entpresosage et communicaiton	555,46	891,75	1.638,53	10%	13%
Autres services	2.706,07	5.218,43	8.334,17	14%	10%

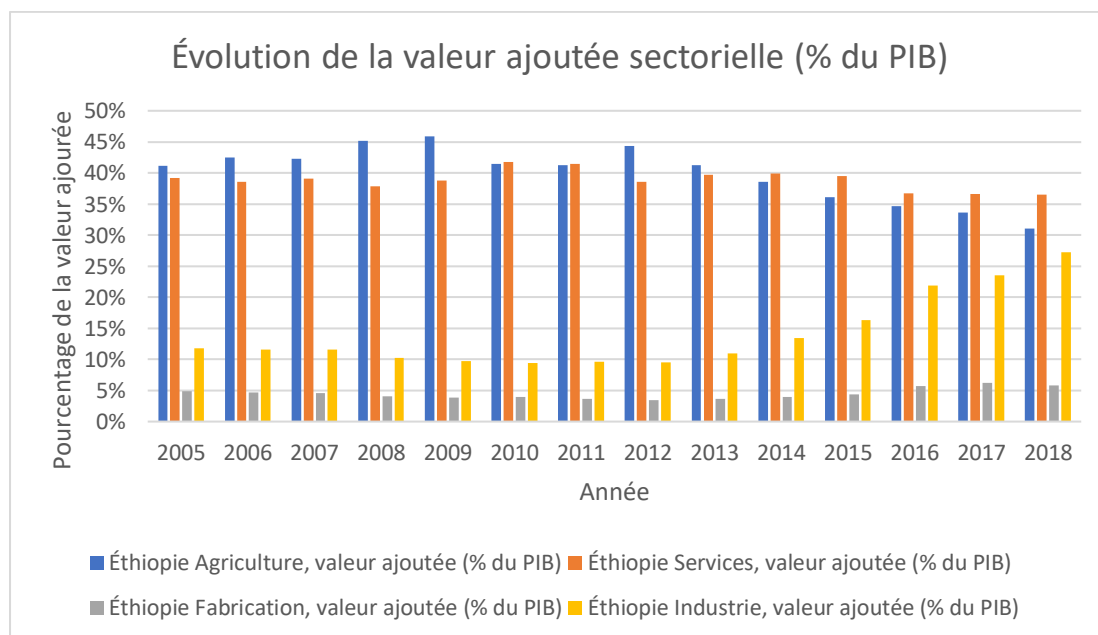
Premièrement, dans le tableau I ci-dessus, nous pouvons constater que la valeur ajoutée totale (PIB) de l'Éthiopie a plus que doublé en une décennie. Elle est passée de 1 459 940 000 dollars à 4 036 893 000 dollars (en dollars constants). Sa croissance annuelle moyenne a été de 11% pendant les cinq ans avant le GTP, et les cinq ans du GTP.

Deuxièmement, la valeur ajoutée dans l'industrie a eu le plus haut niveau de croissance annuelle moyen. En effet, dans la deuxième période analysée, le taux de croissance annuel moyen sur cinq ans a été de 20% alors que 5 ans avant, il était de 10%. Ce dernier a donc doublé.

Troisièmement, le taux de croissance annuel moyen du secteur des services a faiblement varié lors de nos deux périodes étudiées. En effet, il est passé de 14% pour la période de 2005-2010 à de 12% pour la période de 2010-2015. Toutefois, le secteur du service reste un secteur en croissance pour l'Éthiopie.

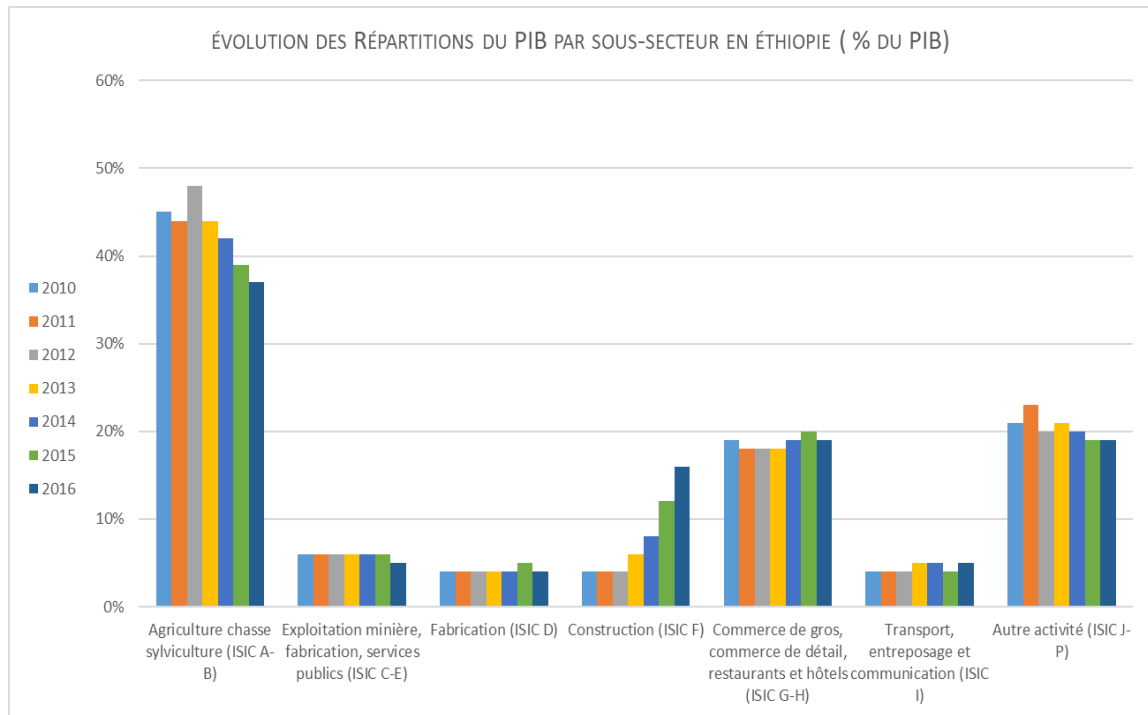
Et pour finir, l'agriculture a enregistré la plus faible expansion. Nous pouvons constater que le taux de croissance moyen annuel a même diminué entre 2010-2015. Il était de 8%, les 5 années précédant la mise en place du GTP, alors que les cinq années du GTP, il est descendu à 7%. Le graphique 6 nous permet de visualiser l'évolution des trois secteurs. Nous pouvons voir que le secteur de l'agriculture tend en effet à diminuer dans la part du PIB. Le graphique 6, nous montre que depuis 2013, le secteur du service a remplacé le secteur agricole comme étant la part la plus importante du PIB. Selon les dernières données de la Banque Mondiale, en 2018 le secteur du service représente 37% du PIB, alors que le secteur agricole représente 34% (Banque Mondiale, Croissance du PIB (% annuel), 2018).

Comme dit précédemment, le secteur industriel est celui qui a le taux de croissance le plus élevé. Toutefois, sa croissance a tiré la production intérieure brute de l'Éthiopie. En 2010, il représentait 9%. En 2015, il s'élève à 16%. Et dernièrement (2018), il est estimé à 23%.



Graphique 6 : Évolution du PIB par secteur en Éthiopie. Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale

Sur le graphique 7, nous pouvons voir la variation sous-sectorielle. Nous observons qu'en effet, le secteur agricole a diminué. Le secteur de la construction est celui qui a eu le plus haut taux de croissance sur la période de 2010 à 2015. Sa croissance annuelle moyenne était de 27%, alors qu'à la période précédente, sa croissance était de 11% (voir tableau 1).



Graphique 7: Évolution des répartitions du PIB par sous-secteur en Éthiopie. Source : Auteur sur base des données de l'UNCTAD

2.1.1 L'évolution du secteur agricole

Si le secteur agricole voit sa part se réduire dans le PIB, c'est en partie parce qu'il est remplacé par les activités de services et des industrielles. En effet, les autres activités se développent en termes de productivité alors que les investissements dans le secteur agricole restent stables et peu productifs. L'agriculture en Éthiopie reste traditionnelle, telle que la culture pluviale et l'utilisation limitée d'engrais et de petites exploitations fragmentées (Melese Worku, 2018). Cette réduction de la part agricole semble être positive pour l'économie éthiopienne, car ça voudrait dire que le secteur moderne est en train d'absorber le secteur agricole.

De plus, l'exploitation dépend également de la météo. L'Éthiopie est un pays victime de sécheresse climatique. La plus marquante et médiatisée a été celle de 1983. Des millions de personnes ont été dans l'incapacité de se nourrir, ce qui créa la mort de milliers d'Éthiopiens

(Morris & Boudreaux, 2009). En 2015, l'Éthiopie a encore traversé une sécheresse, liée au phénomène climatique « El Niño » (Melese Worku, 2018).

Cette instabilité climatique, traduit le fait que l'agriculture est davantage un moyen de subsistance et non de commercialisation. Le climat est tellement incertain qu'il serait dangereux pour l'Éthiopie de se concentrer uniquement sur ce secteur dans la mesure où l'on sait que sa productivité dépend de celui-ci.

Toutefois, le gouvernement éthiopien essaye d'améliorer la productivité de ce secteur en permettant à certains agriculteurs d'acheter des engrais à crédit. Ces engrais proviennent d'entreprises locales. Cela permet à l'état de gérer et de planifier la production d'engrais. Les crédits accordés pour les engrais sont générés par des microfinances. Les microcrédits sont accordés pour les engrais, mais pas pour innover dans ce secteur.

2.1.2 L'évolution du secteur industriel

Comme nous pouvons le constater, le secteur industriel a eu un impact significatif sur la croissance du PIB de 2010 à 2015. En effet même si actuellement, il représente la plus petite part en matière de revenu du PIB. Son taux de croissance de 20% est supérieur aux autres secteurs entre 2010 et 2015.

2.1.2.1 Secteur de la construction

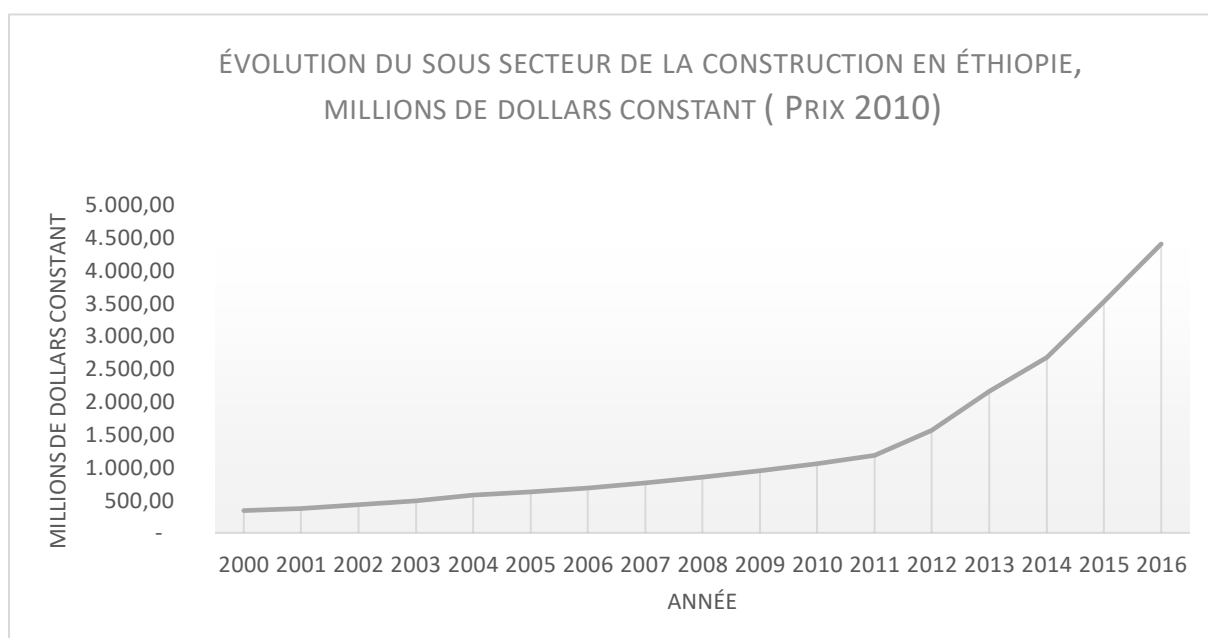
La croissance du secteur industriel a été majoritairement portée par le sous-secteur de la construction. En effet, la valeur ajoutée de la construction a considérablement augmenté entre 2005 et 2015 (*voir graphique 8*). La raison de cette forte croissance est que l'État éthiopien avec le GTP 1 a réalisé de nombreux investissements publics et a incité les entreprises à investir dans la construction (The federal democratic republic of Ethiopia, 2014). Quand nous observons le *Graphique 8*, nous pouvons voir qu'à partir de 2010, le nombre de constructions a fortement augmenté, et c'est à cette année que le GTP 1 a commencé.

En effet, durant des années, l'Éthiopie a fortement souffert d'un manque d'infrastructure. L'État a investi dans la construction d'établissements de santé, des logements sociaux pour les habitants, de parcs industriels, des lignes de chemin de fer afin de pouvoir interconnecter plusieurs régions de l'Éthiopie, comme celle qui relie Addis-Abeba et Djibouti.

La centrale hydroélectrique avec le barrage de la renaissance a été la plus grande construction. Pendant la période du plan, 40 929 km de lignes de distribution d'électricité ont été construits. En conséquence, la longueur totale des lignes de distribution d'électricité est passée de 126 038 km en 2009/10 à 166 967 km en 2014/1) (The federal democratic republic of Ethiopia, 2014). D'ici peu, l'Éthiopie sera un pôle énergétique capable de satisfaire ses propres besoins et d'exporter de l'électricité vers d'autres pays (Tafirenyika, 2015).

Pour réaliser tous ces travaux, l'État a fait appel à des entreprises privées locales, ce qui a permis de créer de la richesse dans le pays. L'engouement pour le secteur de la construction a eu un impact sur d'autres secteurs comme celui des services : les entreprises de conseils et les industries manufacturières liées au secteur de la construction comme l'industrie du ciment et d'autres matériaux de construction ont également connu une croissance rapide (The federal democratic republic of Ethiopia, 2014).

L'industrie du ciment a bénéficié du boom de la construction, avec l'appui du gouvernement sous forme de tarifs d'électricité favorable, un financement abordable et l'accès aux terres et aux carrières



Graphique 8 : Évolution du sous-secteur de la construction en Éthiopie. Source : Auteur source : basé sur les données de UNCTAD

Conformément à cette analyse, nous pouvons constater que le secteur industriel est fortement tiré par le secteur de la construction qui a été elle-même tirée par la volonté de l'État de développer les infrastructures afin d'attirer les investissements.

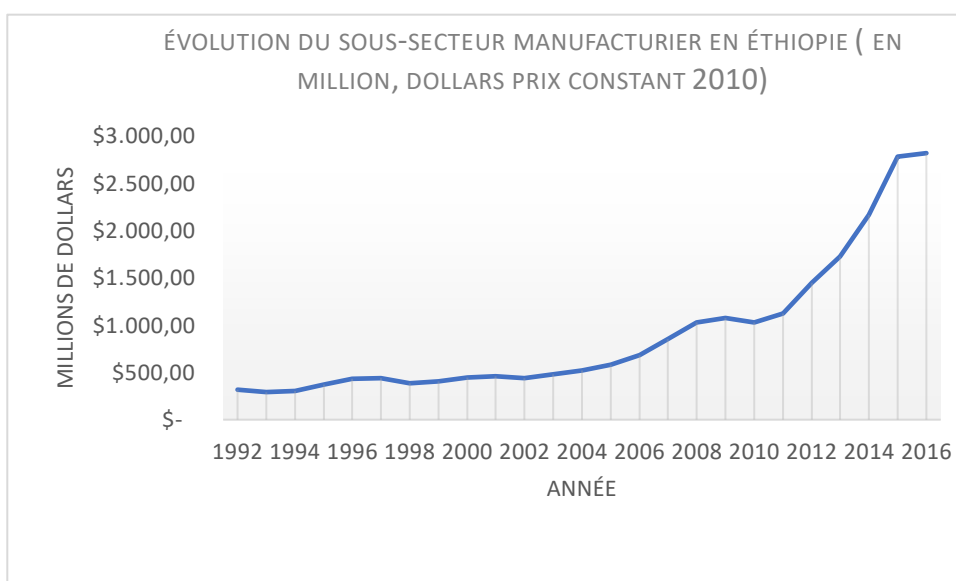
2.1.2.2 Secteur manufacturier

Comme mentionné dans la revue de la littérature, le développement des activités industrielles, plus précisément de fabrication est l'élément déclencheur de la transformation structurelle. Cela vient du fait que ce secteur nécessite une main-d'œuvre abondante et offre de l'emploi.

Nous pouvons constater sur le graphique 9 qu'à partir de 2010 également, la valeur ajoutée du secteur manufacturier a considérablement augmenté. En effet, le GTP a eu également des effets sur ce secteur. Les éléments qui dominent ces secteurs sont les aliments et les boissons. Toutefois, les produits minéraux non métalliques, tels que le ciment, les produits chimiques et de cuire ont considérablement augmenté ces dernières années. Cette augmentation de la production des produits minéraux vient du fait que l'Éthiopie est dans une phase de construction (United Nations Economic Commission for Africa, 2018). Ces matières sont donc indispensables.

Malheureusement, depuis ces dix dernières années le secteur manufacturier stagne à 5% du PIB même si son taux de croissance annuel est supérieur à 16% chaque année.

Graphique 9 Évolution du sous-secteur manufacturier en Éthiopie Source: sur base des données de l'UNCTAD



Le fait que la part du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée totale ait été constante au cours de la dernière décennie implique que la production manufacturière a augmenté au même rythme que le secteur de la construction ; ce qui ne lui permet pas de sortir du lot (UNDP, 2016). De plus, en valeur absolue, le nombre d'entreprises manufacturières reste très faible, même si le secteur s'accroît. Le secteur manufacturier éthiopien est majoritairement composé par des petites entreprises qui ont du mal à s'accroître (Oqubay, 2018). Elles restent petites, car l'accès au crédit est très limité en Éthiopie, et pas seulement dans le secteur manufacturier. Ce qui explique pourquoi sa contribution dans le secteur manufacturier reste limitée. Selon l'étude de Shiferaw (2017), environ 60% des entreprises manufacturières privées ne disposent pas de liens avec les banques commerciales. Le manque d'accès au crédit des PME éthiopiennes les empêche de pouvoir accéder aux nouvelles technologies, et de surcroît d'améliorer la productivité (Shiferaw, 2017). Si les banques refusent de prêter aux petites entreprises, c'est en fonction du taux directeur de la banque centrale éthiopienne. Elles préfèrent donc favoriser de grandes entreprises locales ou des investissements directs étrangers, car elles ont plus de garantie d'être payées (Oqubay, 2018).

En outre, d'après une étude de la Banque Mondiale sur les difficultés auxquelles les entreprises sont confrontées, portant sur un échantillon de 55 manufacturières privées et publiques qui ont été sélectionnées parmi sept groupes d'industries : aliments et boissons, textiles, vêtements, cuir, plastique, chimie et métaux (UNDP, 2016, p. 39). Ces 55 entreprises devaient choisir parmi 42 contraintes potentielles. L'interruption d'électricité et les taux de changes sont classés comme étant les premières contraintes pour les entreprises de fabrication. Elles ont été suivies par :

- Un accès limité à l'électricité ;
- La pénurie de matières premières nationales ;
- La mauvaise qualité des services Internet.

Avec des scores allant de 3,82/5 dans le cas de l'accès à l'énergie électrique à 3,67/5 dans le cas des services Internet, les contraintes classées comme moyennes et supérieures incluent :

- L'accès au crédit, en particulier le prêt opérationnel ;
- La faible demande du marché ;
- Le prix élevé du loyer des terres ;
- Un contrôle excessif par les institutions de régulation ;
- Une fiscalité excessive ;
- L'absence de conditions de concurrence équitables ;
- La complexité des démarches administratives ;

- La durée pour obtenir des terres, des matières premières chères de l'étranger et qualité des matières premières domestiques.

L'Étude de Cadot, Melo, Plane, Wagner et Tesfaye, au sujet de l'importance des usines pour la transformation structurelle, rajoute également comme problème rencontré par les entreprises : les taux de mise en rebut très élevés. Le transport, la logistique et l'ensemble des services d'assistance qui entourent l'industrie manufacturière restent déficients malgré de récentes améliorations. Le fret routier entre Djibouti et Addis-Abeba étant naturellement coûteux (Cadot, Melo, Plane, Wagner, & Tesfaye, 2016).

2.1.2.3 Les zones franches

Afin d'offrir un cadre agréable aux IDE, l'Éthiopie a développé des zones économiques spéciales. L'objectif de ces zones qu'on appelle également « Industrial Park » est d'inviter les investisseurs du monde entier afin qu'ils créent des usines dans le secteur manufacturier. Toutefois, les entreprises nationales sont autorisées à opérer dans ces parcs principalement pour faciliter le transfert de connaissances et de compétences (UNDP, 2016).

Tableau 2: Parc industriel d'Éthiopie (2016). Source : L'Ethiopian Industrial Parks Development Corporation

Name	Area (ha)	Eligible industries	Status
Bole Lemi I	156	Apparel	Operational
Hawassa	300	Textiles and apparel, shoes	Operational
Kombolcha	700	Textiles and apparel, food processing	Operational
Mekelle	1000	Textiles and apparel, food processing	Operational
Bole Lemi II	186	Textiles and apparel	Under construction
Kilinto	337	Food processing, pharmaceuticals, furniture, household appliances, electronic and electrical	Under construction
Dire Dawa	1500	Textiles and apparel, vehicles assembly, food processing	Under construction
Adama	2000	Textiles and apparel, vehicles assembly, food processing	Under construction
Bahir Dar	1000	Textiles and apparel, food processing	Construction contract signed, June 2017
Jimma	500	Textiles and apparel, food processing	Under construction

Cette augmentation des activités manufacturières permettrait aux Éthiopiens de quitter les activités agricoles pour se diriger vers le secteur manufacturier qui est plus productif et qui crée

plus d'emploi. Sur 10 entreprises présentes dans les parcs industriels 9 sont dédiés aux exportations.

Pour concrétiser cette volonté d'industrialisation, en 2014, les dirigeants éthiopiens ont créé « L'Ethiopian Industrial Parks Development Corporation (IDPC) ». Cette société publique supervisée par le gouvernement se charge de l'élaboration des plans de création des zones industrielles (Industrial Parks Development Corporation, 2015).

À ce jour, il existe quatre zones industrielles (Tableau 6) : Bole Lemi, Hawassa, Kombolcha et Mekelle (Industrial Parks Development Corporation, 2015). Les activités favorisées dans ces domaines industriels sont : le textile, les productions manufacturières, l'électronique, le cuir, l'agroalimentaire, le secteur chimique, les produits pharmaceutiques, etc. (Kéfi, 2018)

Pour accueillir ces entreprises, le gouvernement a dépensé 650 millions d'euros en construction d'infrastructures. Les ZES ont été financés en majeure partie par l'Exim Bank of China. Ce sont également les entreprises chinoises qui ont procédé à la construction de ces zones industrielles répandues dans tout le pays.

IDPC fournit un service de guichet unique pour ceux qui investissent dans les parcs industriels. Sur leur site Internet, nous avons pu trouver les incitations qui ont été mises en place pour attirer les investisseurs (Industrial Parks Development Corporation, 2015).

- Exemption de l'impôt sur le revenu jusqu'à 8-10 ans
- Exemption de droits et autres taxes sur les importations de biens d'équipement, de matériaux de construction, de pièces de rechange d'une valeur de 15% du bien d'équipement après licence commerciale, de matières premières pour la production de produits d'exportation et de véhicules
- Services gouvernementaux à guichet unique dans les locaux des parcs
- Perte reportée (pour moitié sur l'exonération de l'impôt sur le revenu de la période accordée)
- Durée du bail: 60-80 ans au taux nominal pour les usines et les quartiers résidentiels
- Procédure accélérée d'obtention de l'entrée, du permis de travail et du certificat de résidence pour le personnel expatrié travaillant dans les parcs industriels et les personnes à leur charge
- Facilitation des douanes - transport de matières premières importées directement de la douane à l'usine par le biais d'un régime d'usine d'exportation sous douane

- Aucune taxe sur les exportations pour les investisseurs
- Pas de restriction d'actions coentreprises avec des investisseurs nationaux

La majorité des entreprises qui s'installent dans ces zones économiques spéciales sont attirées par la main d'œuvre, jeune, abondante et de bon marché. L'Éthiopie fait partie des 15 pays qui offrent les salaires les plus bas à leur population.

En conclusion pour que le secteur manufacturier ait une part plus importante dans le PIB, il faudra que le nombre d'entreprises augmente. Pour que ces dernières augmentent, il faudrait que toutes les contraintes soient supprimées afin que les entrepreneurs n'aient plus peur d'investir. Il faudrait également que l'accès au crédit soit plus ouvert à tous. Le fait que l'État investisse dans la construction est un bon début. En effet, faibles sont les chances de voir des investissements arriver sans infrastructure pour les accueillir.

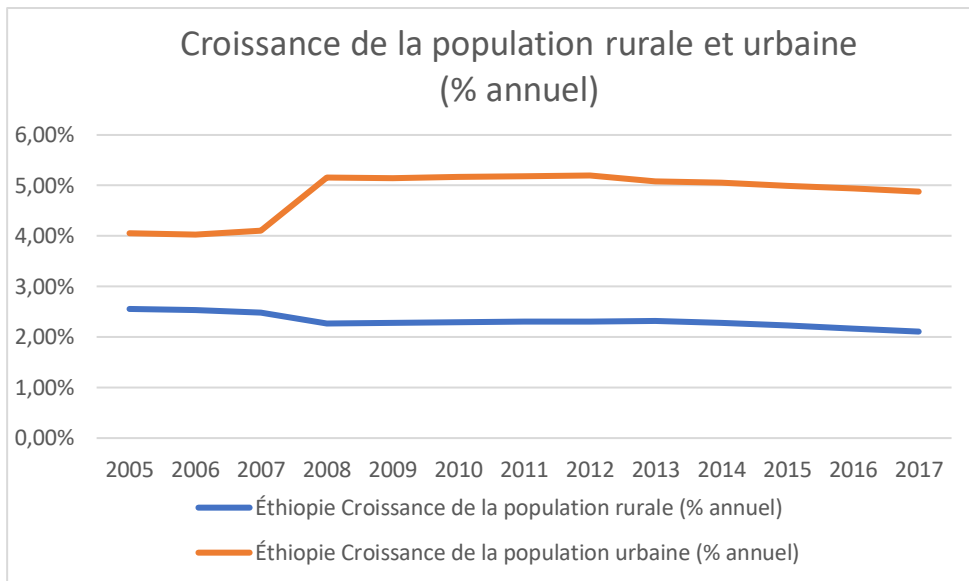
2.1.3 L'évolution du secteur des services

Comme indiqué dans le tableau précédent, le secteur du service est devenu la première source de revenus pour l'économie éthiopienne. Cette croissance a été fortement stimulée par les sous-secteurs du commerce de gros et de détail et les transports.

La croissance des services est alimentée par la croissance économique générale et l'accroissement démographique. Une hausse des revenus disponibles et l'urbanisation croissante entraînent une augmentation de la demande de services d'infrastructure (CNUCED, 2016).

En effet, le taux d'urbanisation a un lien direct avec l'augmentation de la valeur ajoutée dans ce secteur (La Banque Mondiale, *Why so idle? Wages and employment in crowded labor market*, 2016). L'augmentation du nombre d'habitants dans les grandes villes éthiopiennes (voir graphique 10¹) a également fait croître la demande pour les produits de vente en gros et en détail.

¹ Ce graphique nous permet de voir que le taux de croissance dans les zones rurales est supérieur aux taux de croissance dans les zones urbaines.



Graphique 10: Croissance de la population rurale et urbaine (% annuel) Source : Auteur, sur base des données de la Banque Mondiale

Cette augmentation de la demande de produits a été également provoquée par l'accroissement du nombre de touristes en Éthiopie (Sahle, 2015) . Selon le ministre éthiopien de la Culture et du Tourisme, plus de 863 742 touristes ont visité la nation dépensant plus de 128 Milliards de Birrs en 2016 (Tsegay, 2017). Selon l'Organisation éthiopienne du tourisme (ETO), le secteur du tourisme éthiopien a connu un énorme succès au cours des dernières années. La contribution directe du tourisme et de l'accueil au PIB était de 51,3 milliards de birrs (2,26 milliards de dollars), soit 4,1% du PIB total en 2015 (Tsegay, 2017). Selon « le business monitor international (2017) », le capital d'Addis-Abeba est l'une des villes les plus achalandées d'Afrique et est considéré comme la plaque tournante la plus fréquentée d'Afrique de l'Est (Tsegay, 2017).

Les activités que regroupe ce secteur sont les suivantes : la réparation de véhicule, la vente en détail et en gros, les activités de restauration, l'hôtellerie, le transport, le Storage et la communication, l'éducation, la santé, la finance, etc. Les activités "de vente en gros et en détail" et d'hôtellerie et de restauration sont celles qui représentent la principale source de revenus dans le secteur du service.

2.2 Conclusion

Ce chapitre nous a permis de comprendre la répartition sectorielle de l'Éthiopie, son origine et son évolution.

Nous avons constaté que le secteur agricole tend à diminuer en Valeur ajoutée du PIB. S'il diminue, c'est parce que les activités industrielles et du service augmentent. Ce qui est une bonne nouvelle pour le processus de transformation structurelle.

C'est le secteur industriel qui a eu la plus forte productivité et la plus grande croissance. Cette augmentation a été portée par le sous-secteur de la construction. Comme nous l'avons mentionné plusieurs fois, l'Éthiopie est dans une phase de construction. C'est cette phase de construction qui augmente la part du marché du secteur industriel et de surcroît augmente le PIB total de l'Éthiopie.

Nous avons également observé le secteur manufacturier a eu une forte croissance annuelle. Ce secteur représente une faible couche dans l'économie totale. Le fait que durant le GTP, il soit stimulé par la création de nouvelles usines, cela a permis de créer une forte croissance annuelle. Le secteur manufacturier a beaucoup de potentiel pour l'Éthiopie, surtout que le gouvernement met tout en place pour le développer (la création des zones franches, politiques fiscales allégées, les IDES, etc.).

Pour ce qui est du secteur du service, ils représentent aujourd'hui la plus grande part du PIB. Cela vient du fait qu'il y a un phénomène d'urbanisation. Certains sous-secteurs du service demandent très peu de capitaux, par conséquent il se développe facilement.

Les défis pour l'aspect production de la transformation structurelle sont de continuer d'augmenter les parts des secteurs modernes (l'industriel et le service). D'augmenter la part du secteur manufacturier qui est très productif. Cela en améliorant les infrastructures comme l'accès à l'énergie, etc. D'améliorer le secteur du service qui est directement impacté par l'urbanisation et de trouver des solutions pour le secteur agricole qui représente quand même une grande part du PIB, mais qui est malheureusement peu productif.

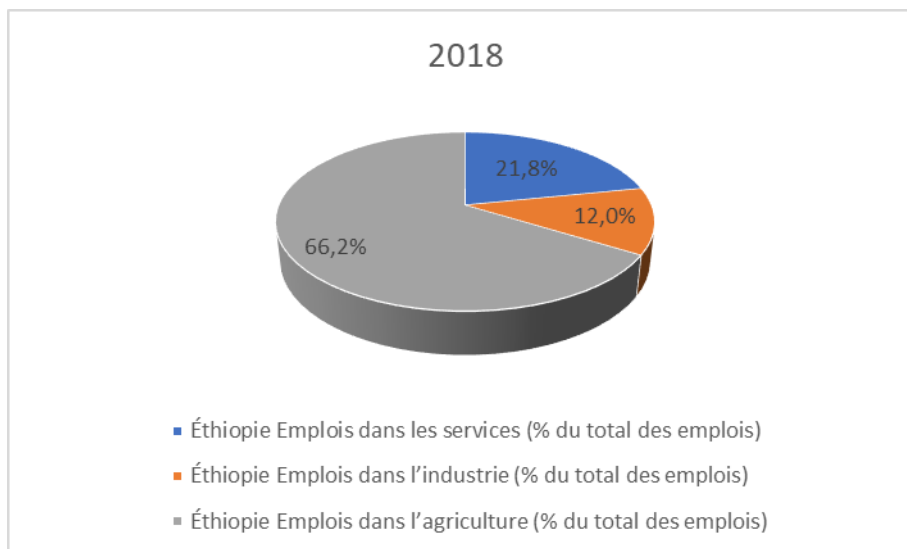
3 Les tendances de l'emploi et sa productivité

Dans le chapitre précédent, nous avons pu observer les variations de la valeur ajoutée par secteur. Nous avons constaté que l'économie de l'Éthiopie est en train de changer de structure. La part du secteur agricole diminue dans l'économie, pendant que l'industrie et les services croissent. Ce phénomène est une des caractéristiques de la transformation structurelle. Cependant, la main-d'œuvre doit également suivre le même mouvement. Elle doit quitter les emplois traditionnels comme l'agriculture pour se diriger vers des emplois modernes. Nous allons donc analyser la répartition sectorielle en Éthiopie.

Dans le graphique 11, nous voyons que le secteur agricole représente 66,2 % de l'emploi. Le secteur du service emploie, quant à lui, 21,8 % de la population active. En bas du podium, nous retrouvons le secteur de l'industrie avec 12% de la population active.

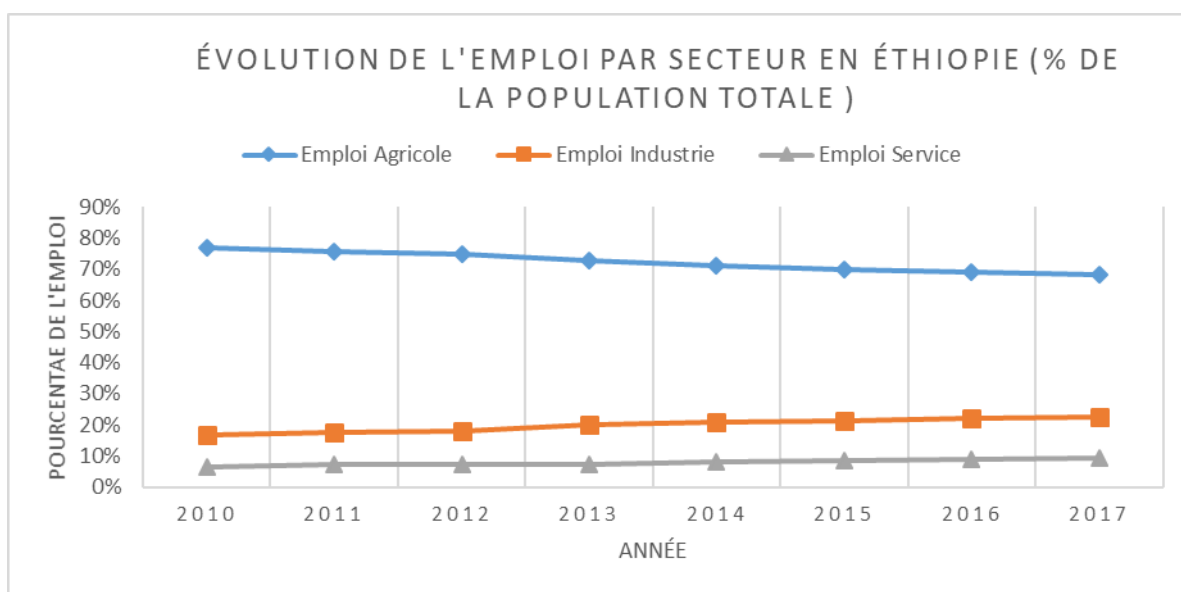
La main-d'œuvre éthiopienne se situe donc dans le secteur agricole. Le taux d'emploi moyen de l'emploi dans le secteur agricole africain est de 59% en 2017 (Banque Mondiale, Emplois dans l'agriculture (% du total de l'emploi), 2018). Avec cette simple analyse, nous pouvons facilement en déduire que le processus de transformation structurelle est loin d'être fini.

Graphique 11: Emploi par secteur en Éthiopie (% de l'emploi total), 2016. Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale



Cependant quand nous analysons la manière dont la main-d'œuvre évolue dans les différents secteurs grâce aux estimations de l'Organisation internationale du Travail, nous constatons que le nombre de travailleurs (en valeur absolue) est de moins en moins croissant, ce qui réduit la part de l'emploi agricole (voir graphique 12).

Graphique 12: Évolution de l'emploi par secteur en Éthiopie (% de la population totale). Source : Auteur basée sur les données de la Banque Mondiale



Selon l'OIT, le nombre d'emplois dans le secteur agricole a un taux de croissance moyen sur les 6 dernières années, de 1,4%. Alors que pour le secteur du service et de l'industrie il a été de 8,4% et 9,73%. Ceci traduit le fait que l'emploi suit la même tendance la valeur ajoutée du PIB. Ce faible taux de croissance du nombre d'emplois dans le secteur agricole va provoquer une baisse de sa part de l'emploi total (voir tableau 3).

Tableau 3: Taux de croissance de l'emploi sectoriel (%) en Éthiopie. Source : Auteur sur base des données de l'UNCTAD

Emploi sectoriel	Taux de croissance de l'emploi sectoriel (%)						Croissance moyenne annuelle (%)
	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	
Agriculture (Broad sector)	1,29%	2,74%	0,51%	1,41%	1,07%	1,63%	1,4%
Services (Broad sector)	8,53%	5,86%	16,21%	7,07%	7,28%	5,62%	8,4%
Industry (Broad sector)	17,24%	6,02%	0,0534351	11,12%	12,02%	0,07112124	9,73%

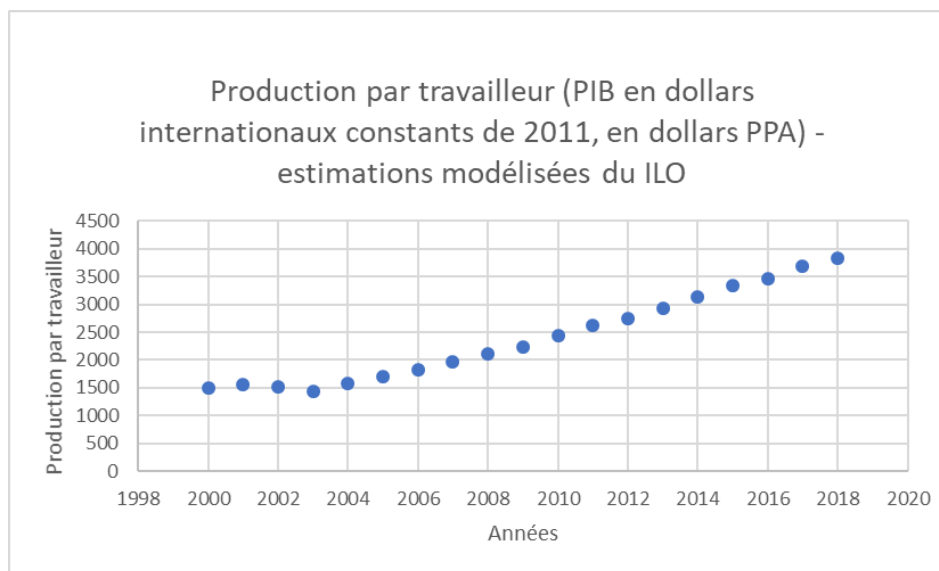
C'est également l'emploi dans le secteur industriel qui a le plus haut taux de croissance. Nous pouvons constater que la variation dans l'emploi évolue comme celle de l'agriculture. Le secteur de la construction a une plus forte valeur ajoutée dans le PIB. Sa valeur ajoutée est supérieure à celle du secteur manufacturier. Cependant, en termes d'emploi, il engage moins que le secteur manufacturier. La raison pour laquelle le secteur de la construction engage moins de main-d'œuvre est qu'il est plus capitalistique que le secteur manufacturier.

Tableau 4: Répartitions de l'emploi par secteur d'activité (% de la population totale)

Country	Activité économique	2010	2015	2016
Ethiopie	Agriculture; foresterie et pêche ~ISIC rev.4 A	77,2%	69,9%	69,0%
Ethiopie	Mines et carrière ~ISIC rev.4 B	0,2%	0,4%	0,4%
Ethiopie	Fabrication ~ISIC rev.4 C	4,1%	4,7%	4,6%
Ethiopie	Utilitaires ~ISIC rev.4 D; E	0,4%	0,6%	0,6%
Ethiopie	Construction ~ISIC rev.4 F	1,6%	2,9%	3,3%
Ethiopie	Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules automobiles et de motocycles ~ISIC rev.4 G	4,1%	5,2%	5,3%
Ethiopie	Transport; stockage et communication ~ISIC rev.4 H; J	1,0%	1,5%	1,5%
Ethiopie	Activités d'hébergement et de restauration ~ISIC rev.4 I	1,7%	1,4%	1,4%
Ethiopie	Finance et activités d'assurance ~ISIC rev.4 K	0,4%	0,6%	0,7%
Ethiopie	Immobilier; activités commerciales et administratives ~ CITI Rev.4 L; M; N	1,7%	0,8%	0,8%
Ethiopie	Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire ~ISIC rev.4 O	0,7%	1,7%	1,7%
Ethiopie	éducation ~ISIC rev.4 P	2,2%	2,5%	2,6%
Ethiopie	Santé et activités sociales ~ISIC rev.4 Q	1,0%	1,1%	1,2%
Ethiopie	Autres services ~ISIC rev.4 R; S.; T; U	3,8%	6,6%	6,8%

3.1 La concentration de l'emploi dans le secteur traditionnel

Précédemment, nous avons pu observer qu'il y a une relocalisation de la main-d'œuvre du secteur agricole vers le secteur industriel, ce qui est positif. Effectivement, en matière de productivité par tête, l'Éthiopie a bel et bien augmenté sa productivité générale.



Graphique 13: Production par travailleur (PIB en dollars internationaux constants de 2011) Source : Auteur sur base des données de l'Organisation Internationale du travail

Toutefois, le secteur agricole éthiopien garde une productivité très faible, qui est inférieure aux deux autres secteurs (voir tableau 5). Il existe de nombreuses justifications à cette différence de productivité. La première est le fait que ces différents secteurs nécessitent des facteurs de productions (capitaux, capital humain, technologie) différentes. Par exemple, le secteur industriel, plus précisément, le sous-secteur de la construction, ne nécessite pas le même niveau de main-d'œuvre que le secteur agricole. Lui nécessite davantage de capitaux financiers, et

Année 2016.	Nombre de travailleurs	Valeur ajoutée sectorielle	Valeur ajoutée par tête = Valeur ajoutée sectorielle/ Nombre de travailleurs.
Agriculture	32.514.000,00	25.437.302.990,31	845,5
Industrie	4.232.000,00	18.450.530.505,04	4.359,8
Service	10.386.000,00	29.744.972.799,19	2.863,9

Tableau 5: Valeurs ajoutées par tête dans l'agriculture en Éthiopie (prix courant en dollars). Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale

d'outillage important que de main d'œuvre. En fait, il est peu probable que les secteurs ayant les niveaux de productivité les plus élevés soient en mesure d'absorber une quantité importante de main - d'œuvre , en raison de leur forte intensité capitaliste intrinsèque (Dorosh, Thurlow, Frehiwot Worku, & Alemayehu Seyoum, 2018).

Il est judicieux de comparer l'agriculture éthiopienne avec d'autres pays. Nous avons donc choisi ; l'Égypte, le Brésil, le Vietnam et le Kenya. L'Égypte, le Brésil et le Vietnam sont des pays qui ont plus ou moins les mêmes caractéristiques que l'Éthiopie (tableau 6). En observant les résultats de notre analyse, nous constatons que la productivité du secteur agricole éthiopien est la plus faible d'entre les 4 économies.

Tableau 6: Comparaison entre l'Égypte, le Vietnam, le Brésil et l'Éthiopie des valeurs ajoutées (dollars prix courant) par tête dans l'agriculture en 2016. Source: Auteur basée sur les données de la Banque Mondiale et l'UNCTAD

Année 2016	Part de l'emploi sectorielle (% de l'emploi total)	Valeur ajoutée sectorielle	Nombre de travailleurs	Valeur ajoutée par tête = Valeur ajoutée sectorielle/ Nombre de travailleur
Éthiopie	69%	25.437.302.990,31	32.514.000,00	782,35
Égypte	26%	39.183.328.650,00	6.825.000,00	5.741,15
Vietnam	42%	33.500.340.700,00	23.316.000,00	1.436,80
Brésil	10%	87.750.930.700,00	9.289.000,00	9.446,76

Le secteur agricole éthiopien, qui inclut l'élevage, la chasse, la sylviculture, se caractérise par des conditions d'exploitations archaïques, avec des technologies traditionnelles, ce qui nuit à la productivité de ce secteur (Gebeyehu Baye, 2017). L'agriculture éthiopienne souffre également de dégradation des sols liés au surpâturage, la déforestation et une forte densité humaine avec des faibles capitaux. Le secteur agricole offre des salaires très bas. La main-d'œuvre est très peu qualifiée, ce qui crée un mauvais pratique de gestion des terres.

Beaucoup d'agriculteurs sont isolés dans des zones où la faiblesse des infrastructures reste problématique, et parallèlement le manque d'électricité et d'eau ne leur permet pas d'exercer de façon efficiente (Gebeyehu Baye, 2017). De plus, 40 % des exploitations familiales opèrent sur une surface inférieure à 0,5 ha et 64 % sur une surface inférieure à 1 hectare, alors même que pour nourrir une famille dans le cadre d'une agriculture pluviale, environ 2,5 ha sont

nécessaires (Le secteur agricole, 2017). L'agriculture éthiopienne reste donc une agriculture de subsistance et non commerciale.

De plus, les agriculteurs ont un droit d'usage et non de priorité. Les terres appartiennent à l'État éthiopien. En conséquence, ils n'ont pas le droit de les hypothéquer, ce qui rend l'accès au crédit difficile. Ces crédits leur permettraient d'investir pour agrandir leur terrain afin de réaliser des économies d'échelle et d'acheter de nouveaux outils pour améliorer leur productivité.

Comme expliqué dans la revue de la littérature, pour améliorer la productivité du secteur agricole, il est essentiel de pouvoir améliorer la dotation en facteurs de production. Dans les facteurs de production, on retrouve les moyens financiers. Or, comme nous l'avons dit, l'accès au crédit est ici limité. Il faut améliorer les capitaux fixes, mais pour se faire les agriculteurs doivent avoir les moyens de les financer. Et enfin, il faut avoir une technologie avancée, mais l'étude de Gebeyehu nous montre que la technologie des facteurs de production est traditionnelle. En fait, l'augmentation de la productivité du travail est majoritairement attribuable à l'augmentation du facteur capital, tant fixe que financier (Gebeyehu Baye, 2017). Une fois la productivité améliorée, les agriculteurs éthiopiens vont naturellement s'orienter vers les secteurs non agricoles, car il n'y aura plus besoin d'autant de main-d'œuvre.

Prenons le cas de l'Égypte : en reprenant le tableau 5, nous pouvons constater qu'en Égypte, la population travaillant dans le secteur agricole est 4 fois plus faible que celle de l'Éthiopie, pourtant la valeur ajoutée est supérieure. Ce qui différencie les deux productivités est qu'en Égypte, il existe de nombreux grands groupes agricoles alors que dans le cas de l'Éthiopie, l'agriculture est caractérisée par le fait que 95% des agriculteurs sont des petits exploitants. La différence entre ces deux types de tailles vient du fait que dans l'une, les économies d'échelle peuvent être réalisées, étant donné la taille des entreprises. De plus, les grandes entreprises détiennent également plus de capitaux tant fixes que financiers, elles ont également accès à une certaine technologie que les petits agriculteurs éthiopiens n'ont pas.

Cette analyse nous permet de comprendre pourquoi l'emploi se concentre dans le secteur agricole. Cela vient du fait que ce dernier est traditionnel, ce qui ne leur permet pas d'être productifs ; une solution serait d'augmenter les moyens de production, afin de rendre ce secteur plus lucratif, et cela par le biais des technologies. En d'autres mots, s'il n'y a pas de transformation structurelle dans l'emploi, c'est parce que cette activité est tellement peu

productive, que bien que la majorité de la population travaille dans l'agriculture, la valeur ajoutée de ce secteur reste insuffisante.

3.2 L'étude de la Banque Mondiale sur le secteur manufacturier éthiopien

La Banque mondiale a réalisé une étude de faisabilité sur la production de caleçons en Éthiopie. L'objectif de cette étude a été de relever les sources qui handicap la compétitivité dans le secteur manufacturier en Afrique Subsaharienne. La comparaison s'est faite avec la Chine et le Vietnam.

Premièrement, on observe la différence qu'il existe en termes de coût variable entre l'Éthiopie et le Vietnam. Le coût variable étant quatre fois plus cher en Éthiopie. L'étude ne nous a pas permis de comprendre l'origine de cette différence. On observe également que la main-d'œuvre non qualifiée apparaît comme extrêmement bon marché en Éthiopie (46 dollars/mois). Les salaires de la main-d'œuvre non qualifiée éthiopienne sont deux fois moins élevés que la moyenne des pays africains ou ils sont plus proches de \$100 par mois. L'Éthiopie semble être semblable au Bangladesh, champion mondial de la main-d'œuvre à bon marché. En revanche, on note que la main-d'œuvre qualifiée est plus chère qu'au Vietnam.

Quant à la productivité, elle n'est pas différente de la moyenne pour le Vietnam ; elle est certes moins élevée qu'en Chine, mais la productivité chinoise est poussée à la hausse par la cherté de la main d'œuvre.

On observe que le taux d'absentéisme est très élevé. Si l'ouvrier tombe malade, il ne sera pas dans la capacité de se rendre à son lieu de travail ce qui va faire augmenter le taux d'absentéisme. Pour remédier à cela, il est possible que la hausse des salaires via l'application d'un salaire minimum puisse en elle-même améliorer l'état de santé de la force de travail en lui donnant les moyens d'accéder à des soins adéquats.

Si le coût unitaire du travail n'apparaît pas directement, comme un handicap majeur pour la faisabilité de production textile en Éthiopie, on note un problème de fourniture d'électricité, les coupures étant très fréquentes, et un problème potentiel (en l'absence de comparaison directe) de logistique, le fret routier entre Djibouti et Addis-Abeba étant naturellement coûteux

Tableau 7 Le Handicap compétitif de l'Éthiopie. Source : Industrialisation et transformation structurelle : l'Afrique subsaharienne peut-elle se développer sans usines ? Olivier Cadot, Jaime de Melo, Patrick Plane, Laurent Wagner et Martha TesfayeWoldemichael

Tableau 4 : Le handicap compétitif de l'Éthiopie n'est ni le coût ni la productivité du travail

	Chine	Vietnam	Éthiopie a/
Capacité de production (pièces par jour)	1'500-4'000	6'000-15'000	1'056
Taux d'utilisation de la capacité de production (%)	90	70-90	65
<u>Coût de transport</u> , tissu (dollars par conteneur de 20')			
Guangzhou-Djibouti	-	-	1'880
Djibouti-Addis-Abeba	-	-	2'012
<u>Energie</u>			
Coût de l'électricité (tarif réseau, dollars par kWh)	0.12	0.07	0.05
Coupures de réseau, en pourcentage du temps de prod.	0-10	0-1	17
Carburant (prix par litre)	0.92	0.83	1.76
Eau (prix par m3)	0.63	0.26-0.31	0.11
<u>Main d'œuvre</u>			
Salaire non qualifié (dollars par mois)	177-222	78-93	46
Salaire qualifié (dollars par mois)	265-340	114-130	185
<u>Productivité et management</u>			
Productivité du travail (pièces par ouvrier par jour)	28-40	5.8-23	17
Taux d'absentéisme (%)	1-2	0-2	11
<u>Rejets</u> (% des pièces)			
A l'usine	4-5	0-1	4
Par le client	1	1	2
Matière première gaspillée (%)	3-8	?	10
<u>Coût de production</u> (dollars par unité)			
Variable	1.05-1.19	0.11-0.28	1.02
Total (variable + amortissement)	?	?	1.51
Taux de rendement sur le capital (%)	?	?	9

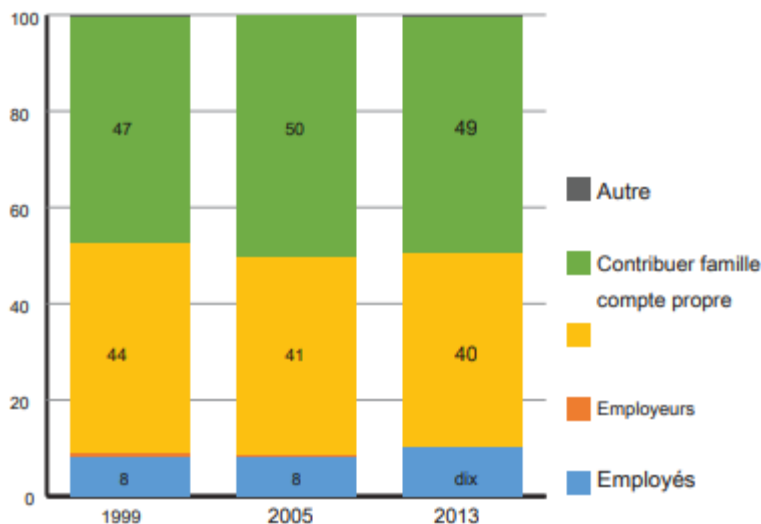
3.3 L'emploi vulnérable

La qualité des conditions de travail en Éthiopie est limitée et vulnérable. La

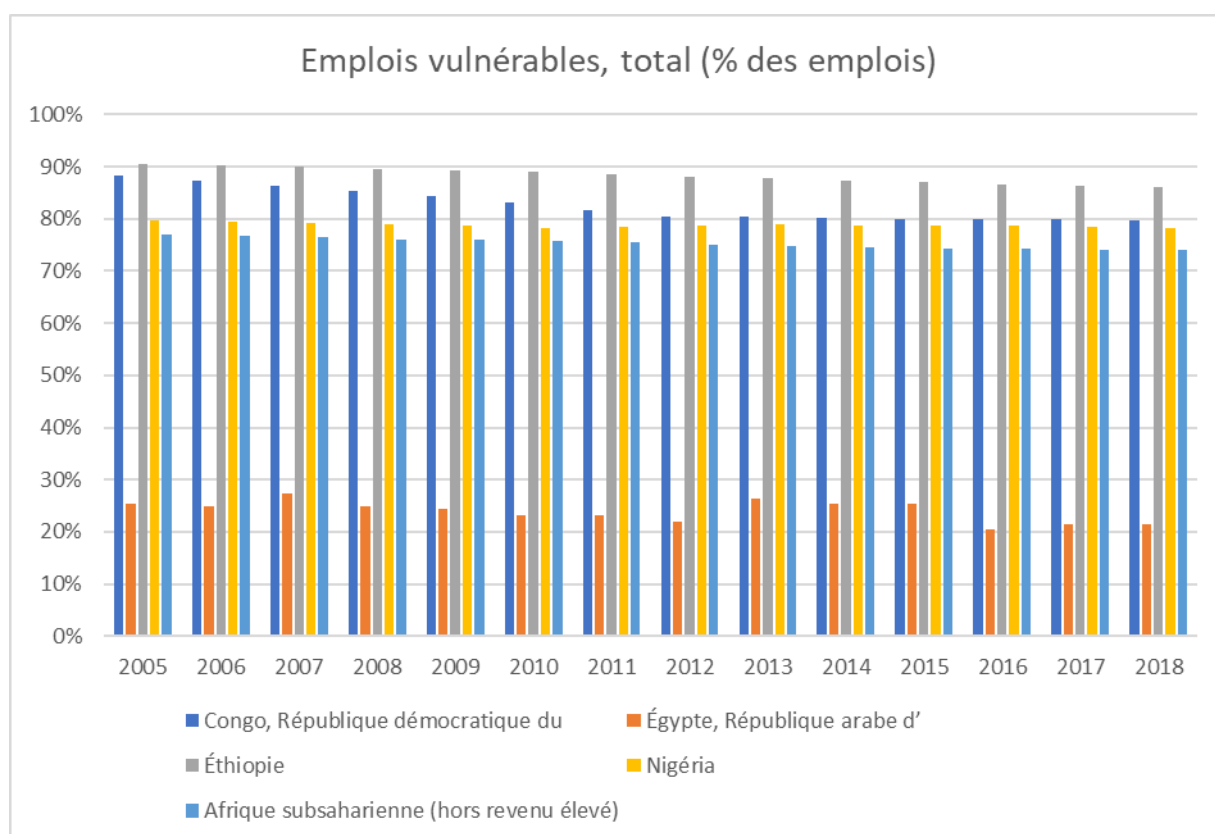
grande majorité des travailleurs restent soit à leur propre compte ou soit ils travaillent dans une entreprise familiale. Ces deux situations professionnelles sont d'ailleurs connues comme offrant

des emplois vulnérables, car les revenus y sont faibles et pas fiables. Comme nous montre le graphique 14, seulement 10% des travailleurs de la population sont employés. Ce pourcentage est très faible quand on le compare avec le Kenya, qui pour lui 42% des travailleurs sont des employés rémunérés. Dans les zones urbaines, les emplois rémunérés

Graphique 14 Pourcentage du Type de contrat (% total de l'emploi). Source : United Nation Economic Commission for Africa, 2018.



représentent 50% de l'emploi total. Malheureusement, en Éthiopie, le travail reste très précaire et il n'y a une absence d'emploi à temps plein (United Nations Economic Commission for Africa, 2018). Ce tableau nous montre l'emploi vulnérable sur le total de l'emploi (les emplois vulnérables sont ceux des travailleurs familiaux non rémunérés et ceux des personnes travaillant à leur compte en tant que pourcentage du total des emplois). Nous avons pris les trois pays les plus peuplés d'Afrique et la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne (hors revenus élevés). Nous observons que l'Éthiopie est le pays avec le plus haut taux d'emplois vulnérables (voir graphique 15). Ce qui est alertant



Graphique 15 : Emplois vulnérables, totaux (% des emplois). Source : Auteur sur base des données de l'Organisation internationale du travail

Certes, les bas salaires font de l'Éthiopie un pays avec une main-d'œuvre concurrentielle. En 2016, le salaire moyen d'un éthiopien s'élevait à 55\$ par mois, et représentait un des salaires les plus bas du monde et se positionne à la 161e place sur 188 (Economics Trading, 2019). Cependant cela réduit aussi les possibilités de revenus du travail, ce qui n'augmente pas le niveau de vie. Ces niveaux très faibles empêchent toute retombée positive de pouvoir d'achat sur l'économie locale et sont souvent perçus par les employés eux-mêmes comme injustes, impliquant la connivence de l'État avec les employeurs dans la répression des mouvements de protestation (Cadot, de Melo, Plane, Wagner, & Woldemichael, 2016). Rappelons que pour

Kuznets, avec le développement du niveau de vie, la part du revenu allouée aux biens alimentaires se contracte pour laisser place aux produits manufacturiers et aux services (Ait Ali & Msadfa, 2019). Ce qui permettrait d'augmenter la production interne dans ces secteurs. Mais si les revenus restent faibles, cela ne peut se faire. La main-d'œuvre pourra uniquement se contenter des produits alimentaires (voir revue de la transformation structurelle).

3.4 Conclusion :

Nous avons pu observer qu'en effet, la main-d'œuvre des secteurs traditionnels est absorbée par le secteur moderne. Cela est positif pour la transformation structurelle, car la productivité du travail dans le secteur agricole est très faible. Une option pour lutter contre la faible productivité agricole serait de lui donner accès aux technologies. Pour lui donner accès aux technologies, il faudrait augmenter l'accès au crédit bancaire (cet aspect va être abordé plus loin dans le mémoire). Cela rendrait le secteur plus compétitif et productif. Si la productivité augmente, le besoin de main-d'œuvre va diminuer afin d'augmenter dans d'autre secteur.

Il y a également des éléments qui pénalisent la productivité manufacturière. Le travail vulnérable pénalise, car il n'offre pas de gain important. Le taux d'absentéisme est également responsable des taux de productivité qui pourraient être supérieurs à ceux qu'ils sont aujourd'hui.

4 L'analyse de la diversification et des exportations

Comme mentionné dans la revue de la littérature, la diversification des exportations est une des conditions importantes pour la transformation structurelle. En effet, les exportations viennent de ce qu'un pays produit. Et ce que le pays crée détermine sa structure.

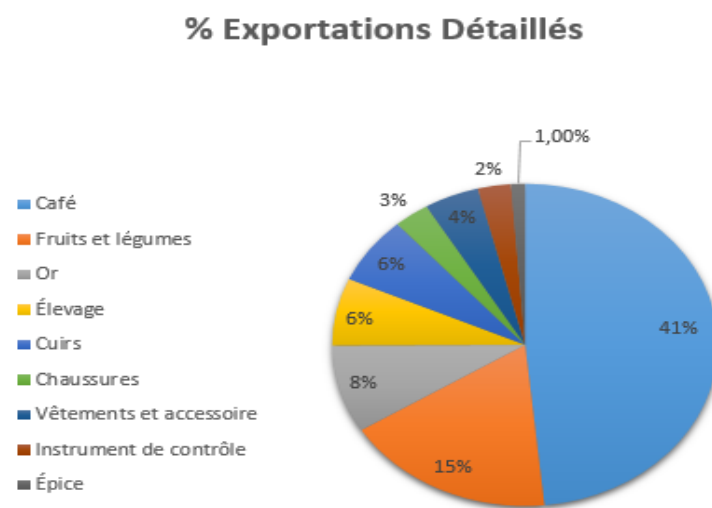
Actuellement, la structure commerciale des pays africains est dominée par l'exportation de produits primaire. Ces exportations primaires sont le fruit d'une économie dominée par le secteur primaire. La diversification des exportations serait un facteur qui permettrait de générer des revenus stables. En effet, la transformation structurelle se veut promotrice d'industries transformatrices, car elles ont tendance à apporter une meilleure plus-value (Hesse, 2008). De plus, l'exportation des produits dans le monde permet à un État d'augmenter ses revenus, ainsi que ses réserves de change.

Premièrement, nous allons analyser le portefeuille des exportations éthiopien en 2016 afin de voir quel type de produit domine. Ensuite, nous allons analyser l'évolution des exportations. Cela va nous permettre de voir la tendance des produits actuels. Pour finir, nous allons observer l'évolution du panier des exportations dans le but de voir si l'Éthiopie réoriente aussi son type de production, à destination de l'étranger. En réorientant ses activités commerciales, elle devrait passer de l'exportation de produits primaires agricoles vers des exportations de produits manufacturiers (Ngangoue, 2016). Selon la revue de la littérature, la diversification des exportations serait un facteur permettant de générer des revenus stables.

4.1 L'état des lieux des exportations

Le graphique 16, « exportations détaillées » nous montre les répartitions des exportations en Éthiopie en 2016. Nous pouvons voir qu'elles sont dominées par des produits venant du secteur primaire. En effet, l'Éthiopie possède un avantage comparatif en production primaire : elle est la première exportatrice de café en Afrique. Elle fait également partie des cinq plus grands producteurs mondiaux. Les pays qui importent le café venant de l'Éthiopie sont l'Allemagne, l'Arabie Saoudite et les USA. Les exportations du café représentent 41% des exportations (UNcomtrade, 2018). L'Éthiopie exporte également des fruits et des légumes à hauteur de

*Graphique 16 : Produit exporté de l'Éthiopie en 2017 (% des exportations).
Source : Auteur sur base de COMTRAD*

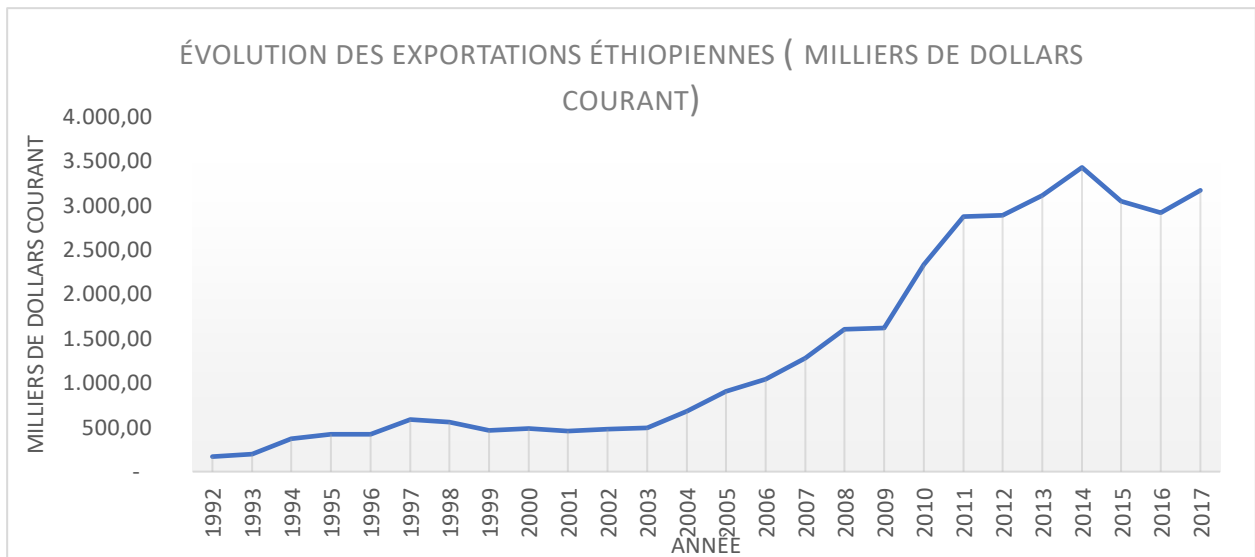


contrôles et des chaussures.

Dans le graphique 17, nous pouvons voir que les exportations éthiopiennes ont eu une tendance à la hausse depuis les années 2001. Cependant, à partir de 2013, nous observons qu'il y a une chute des exportations. Cela faisait depuis plus de 10 ans que l'Éthiopie n'avait plus vu ses exportations avoir une croissance négative.

15% du panier des exportations.

Les pays qui achètent les produits agricoles éthiopiens viennent en grande majorité de l'Asie. Le troisième produit le plus exporté par l'Éthiopie est l'or. Le secteur manufacturier représente 11% des exportations en Éthiopie (UNcomtrade, 2018). On peut retrouver des produits tels que les produits textiles (vêtements et accessoires), les instruments de



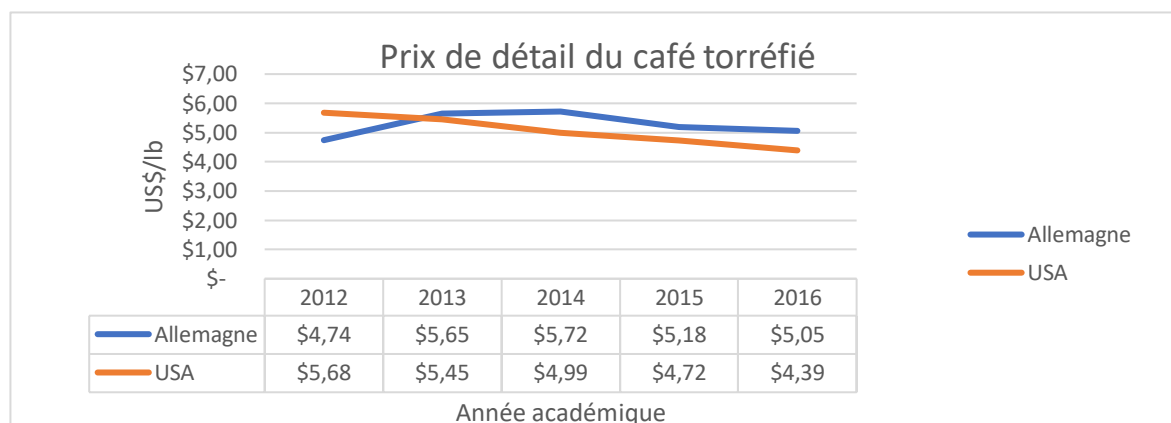
Graphique 17 : Évolution des exportations éthiopiennes (en milliers de dollars courants). Source: Auteur, sur base de l'UNCTAD

4.2 La chute des exportations

Comme nous l'avons vu dans le tableau de « l'évolution des exportations éthiopiennes », les exportations sont en chute en Éthiopie. La chute des exportations éthiopiennes est due à la structure de son portefeuille. Nous y avons constaté que le café représente 40% de ses exportations totales. La chute des exportations du café a causé la chute des exportations éthiopiennes. Entre 2012 et 2013, les exportations du café ont chuté de 14%. Entre 2015 et 2017, la chute des exportations a doublé pour atteindre 30%. Ces réductions considérables ont donc eu un impact sur les revenus des producteurs de cafés éthiopiens (UNcomtrade, 2018).

La diminution des exportations est une conséquence de la chute mondiale du prix du café. En effet, tout comme le pétrole, le café est confronté à des variations de prix. Son prix suit celle de l'indice des produits de base GSCI de Standard & Poor's, qui réunit 24 matières premières (Stassi, 2015). Le prix du café a considérablement chuté en 2013 et en 2016 (Stassi, 2015). La réduction du prix du café est due à une disponibilité accrue du café sur les marchés internationaux. En effet, le Brésil, premier exportateur mondial, a fait de très bonnes récoltes durant cette période. Sur le marché de l'offre et de la demande, l'offre a considérablement augmenté. Ce phénomène a donc fait chuter le prix du café mondialement. L'Éthiopie en a donc subi les conséquences.

Pour illustrer cela, prenons le cas des premiers pays destinataires du café éthiopien. Le rapport de l'Organisation internationale de Café regroupe le prix de détail (achat) du café dans les différents pays du monde.



Graphique 18 : Prix de détail du Café torréfié. Source: Auteur sur base des données de l'Organisation internationale de café

Comme nous le voyons dans le graphique 18, le prix du café a diminué en Allemagne et aux États-Unis. Nous observons qu'en Allemagne, premier acheteur de l'Éthiopie de 2014 à 2016, le prix du café a diminué. Rappelons qu'à cette période les exportations de l'Éthiopie ont chuté de 14%. Aux États-Unis, qui sont le troisième partenaire commercial, c'est depuis 2012 que les prix chutent. Ces tendances suivent celles de l'Éthiopie. La production dans laquelle l'Éthiopie s'est spécialisée ne permet donc pas d'apporter des revenus stables.

En plus de dépendre du prix, la variabilité climatique où l'on cultive le café est fortement influencée par les variations climatiques naturelles. La température annuelle moyenne optimale pour l'arabica est de 18-21 °C ou de 24 °C (Aaron, Tadesse, Baena, & Moat, 2010). À des températures supérieures à 23 °C, le développement et la maturation des fruits s'accélèrent, entraînant souvent une perte de qualité des boissons. Le caféier d'Arabie est très affecté par le réchauffement climatique. Cette situation sur le long terme pourrait être désavantageuse pour l'Éthiopie qui pourrait voir sa production de café et ses revenus se dégrader.

Cette analyse nous a permis de comprendre pourquoi il est important pour l'Éthiopie de changer la structure de ses exportations. En effet, la chute du prix de la matière première qu'elle exploite a eu un effet immédiat sur l'économie éthiopienne. Comme nous pouvons le voir, les revenus en dollars ont diminué. En plus de cela, les Éthiopiens qui travaillaient dans ce secteur sont également impactés par la chute des exportations. Un entretien avec AshenafiArgaw,

responsable des exportations pour la Sidama Coffee Farmers Cooperative Union, a révélé que la chute du prix du café avait un impact sur les agriculteurs. Il cite un agriculteur lui disant : « *Je compte sur le café pour tous les vêtements, la nourriture, pour payer les taxes et les frais médicaux. Nos vies dépendent du café* » (Moyo, 2014).

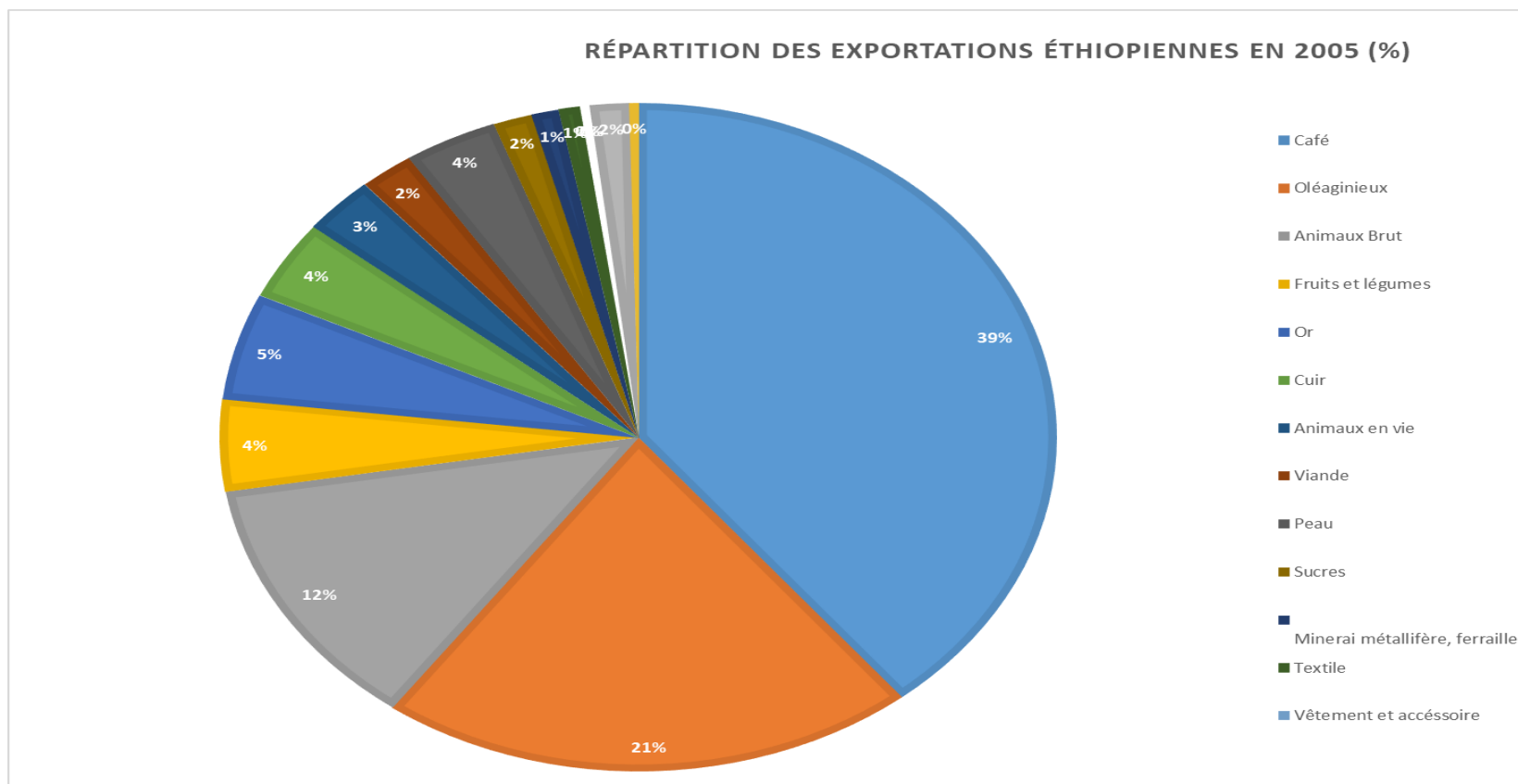
4.3 Le changement de l'orientation des exportations

Dans les tableaux 19,20,21 suivants, nous pouvons constater que le panier des exportations éthiopien a changé entre 2005 et 2015 (durant le GTP 1). En effet, si en 2016, le panier des exportations est dominé par les produits primaires, il a tout de même évolué. Il n'est pas celui qui l'était en 2005 et en 2010. Quand nous prenons le graphique 19, nous pouvons voir qu'en 2005, les exportations étaient essentiellement concentrées dans les produits primaires non transformés. En effet, les produits manufacturiers tels que les chaussures et les vêtements représentaient à eux deux 1 % des exportations totales.

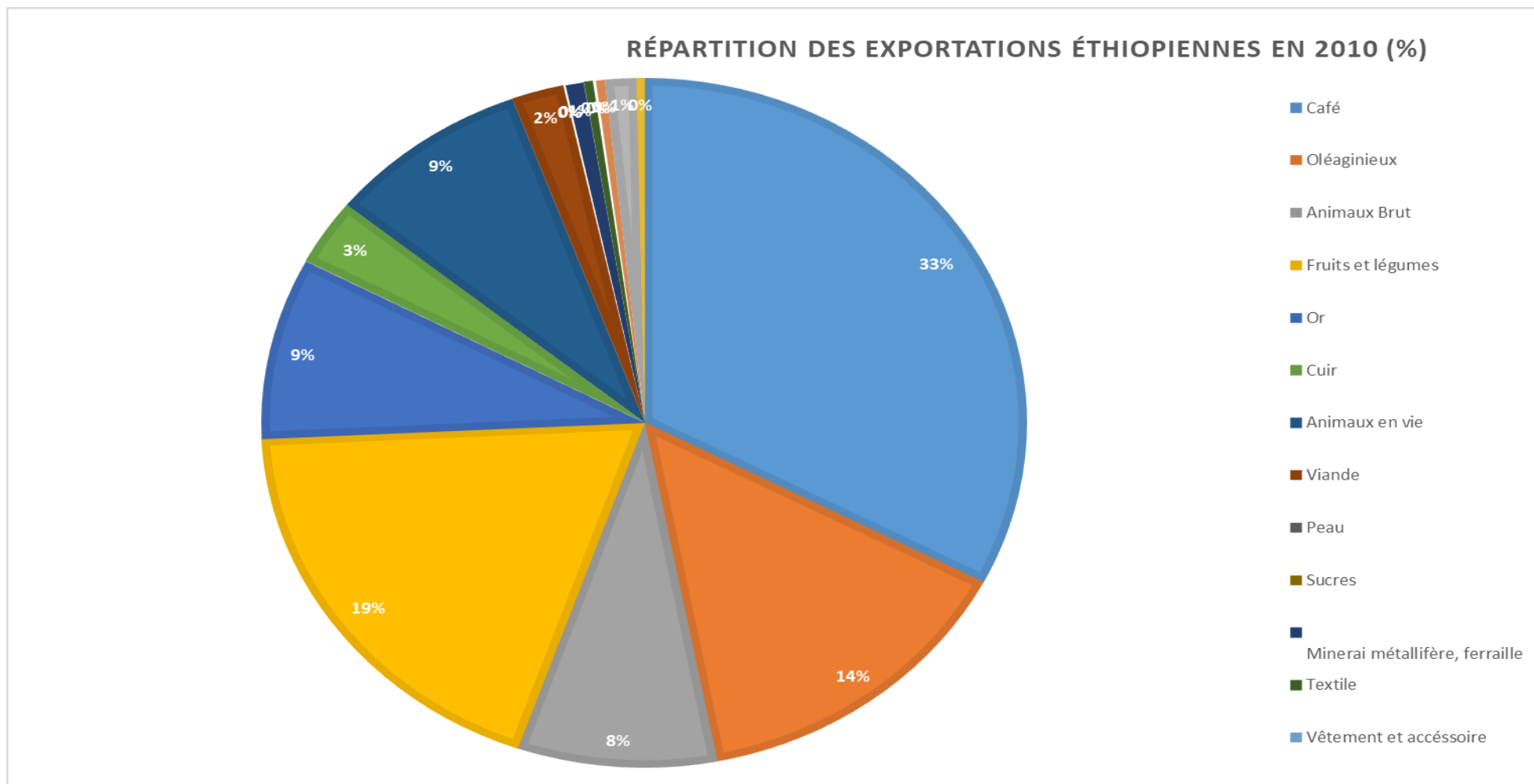
En 2010, il n'y a pas de considérable augmentation. Les produits manufacturiers continuent de représenter qu'une très faible partie des exportations totales.

C'est en 2016 que nous pouvons observer que de nouveaux produits manufacturiers apparaissent dans le panier des exportations éthiopien alors que les vêtements et accessoires représentaient moins de 0,5% des exportations au cours de l'année 2005 et 2010. En 2016, ils vont représenter 4% des exportations. La part des exportations de chaussures va également croître. Leur part va passer de 0,1% à 3% des exportations (UNcomtrade, 2018).

L'Éthiopie a également commencé à exporter des instruments de contrôle et des véhicules routiers. Ces deux produits ont représenté 2% et 1,80% des exportations (UNcomtrade, 2018). En effet, ces exportations sont très minimums dans le portefeuille commercial de l'Éthiopie. Mais cela montre tout de même que l'Éthiopie tente de modifier la structure de son portefeuille. En 2016, le secteur manufacturier équivalait à 11% des exportations, alors qu'en 2005, il n'atteignait même pas les 4%. Ce sous-chapitre nous a permis de constater que la majorité des exportations éthiopiennes sont concentrées dans les secteurs primaires. Ces derniers sont fortement dépendants, soit du climat, où soit du cours mondial comme le café que nous avons détaillé précédemment, mais également comme l'or. Toutefois, ces dernières années, l'Éthiopie a diversifié son panier d'exportation. Certes, le pourcentage du secteur manufacturier reste faible, mais nous avons remarqué que les tendances ont changé.

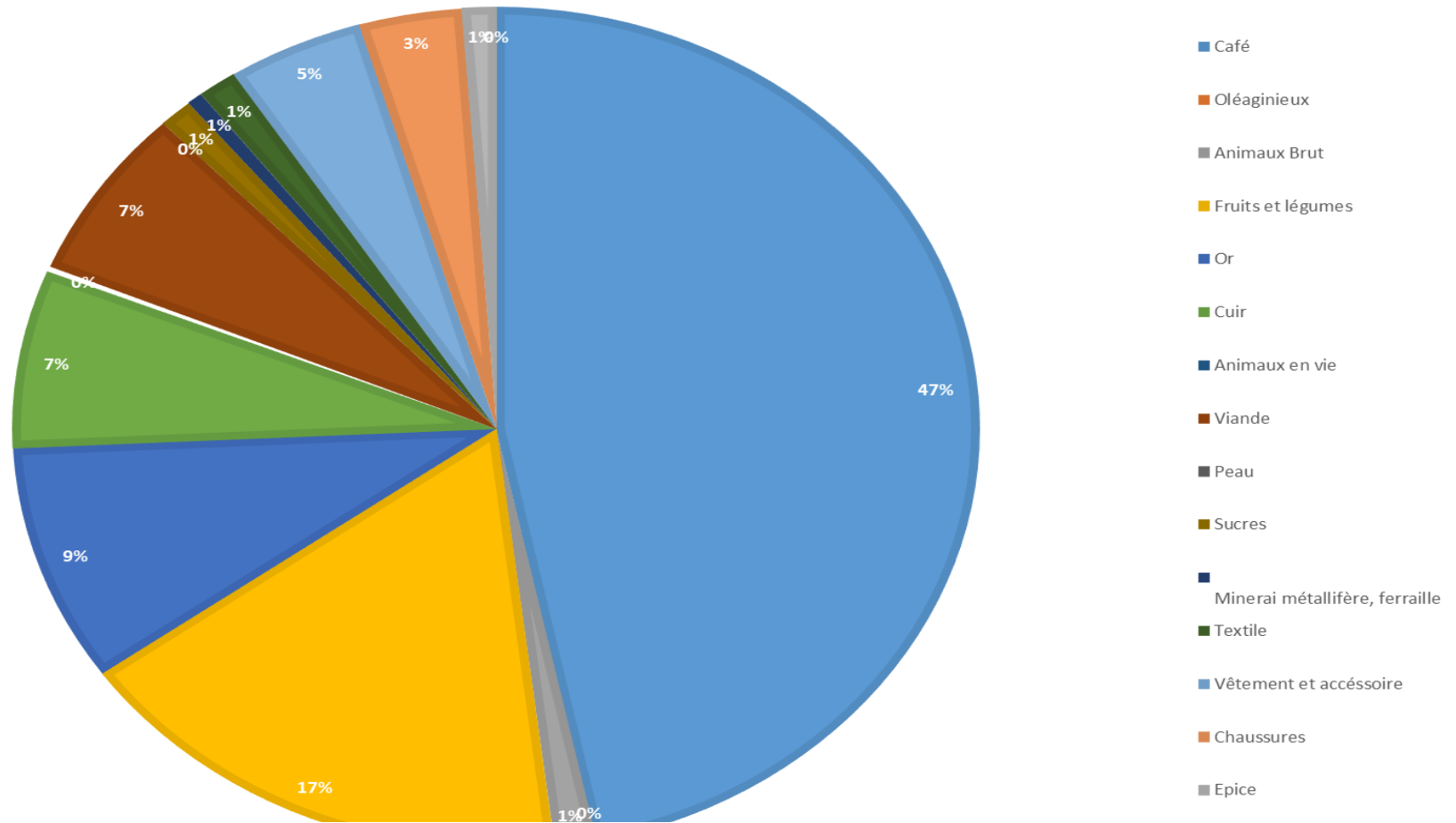


Graphique 19 : Répartition des exportations éthiopiennes en 2005 (% des exportations totales). Source: Auteur sur base des données de UNcomtrade



Graphique 20 : Répartition des exportations éthiopiennes en 2010 (% des exportations totales). Source: Auteur sur base des données de UNcomtrade

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS ÉTHIOPIENNE EN 2016 (%)



Graphique 21: Répartition des exportations éthiopiennes en 2016 (% des exportations totales). Source: Auteur sur base des données de UNcomtrade

5 Les moyens financiers pour la transformation structurelle

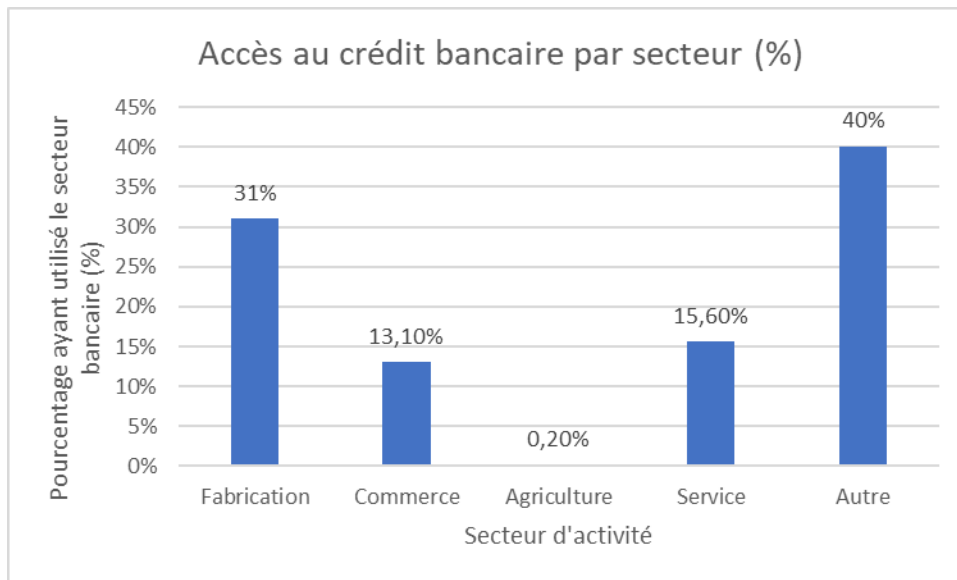
La croissance économique a été principalement tirée par l'investissement (United Nations Economic Commission for Africa, 2018). En effet, la part de l'investissement total dans le PIB a augmenté de façon remarquable. Cette croissance peut être comparée aux tendances analysées en Chine et en République de Corée entre les années 1960 et 1990, également celle observée au Vietnam entre 1990 et 2007. Ces nouveaux investissements ont vu le jour grâce à l'investissement public, et les investissements directs étrangers.

5.1 L'accès limité au crédit

Le manque d'accès au crédit a entravé le développement du secteur privé national. En effet, pour financer leur entreprise, 68% des entreprises éthiopiennes disent qu'elles ont fait appel à leur propre source pour financer le capital initial à la création de leur entreprise. 15% des entreprises ont mentionné qu'elles ont pu avoir le crédit grâce au FMI. Et pour finir, moins de 0,5% des PME disent qu'elles ont pu obtenir un prêt de la banque (Firewoini Gebreyesus, 2016). Une étude réalisée auprès des 519 PME nous montre que pour 80% des répondants, le manque de financement ne leur permet pas d'augmenter les capacités de leur entreprise. D'ailleurs, l'Éthiopie a obtenu une note de 3,5 sur 10 et s'est classée 102e sur 138 pays en termes de développement des marchés financiers en 2016. Le classement Doing Business 2018 sur l'obtention de crédit est également bas dans 175 des 190 pays (La Banque Mondiale, Doing Business 2019, Training for Reform, 2019).

Une autre étude réalisée par Firewoini Gebreyesus Menkir (2016), sur 150 entreprises éthiopiennes, nous explique que la taille de l'entreprise détermine l'accès au financement. Les entreprises éthiopiennes de taille moyenne et de grandes tailles ont eu le prêt bancaire pour source de financement à hauteur de 10% et 11,4%. Alors que pour les petites entreprises de 4,2% disent qu'ils ont financé leur entreprise par un prêt.

En termes d'accès au crédit par secteur, le secteur du manufacturier est celui qui a le meilleur score, avec un taux de 30%. Alors que pour le secteur agricole seulement 0,2% ont accès au crédit. Rappelons que le secteur agricole éthiopien est peu productif. Une amélioration de l'accès au crédit lui permettrait d'améliorer sa productivité et donc ces gains. Pour le secteur du service, 15% ont utilisé le financement bancaire pour leur investissement.



Graphique 22: Accès au crédit bancaire par secteur (%). Source : United Nations Economic Commission for Africa, 2018

Malgré le rôle important qu'ils jouent et la contribution positive qu'ils apportent à l'économie dans son ensemble, les entreprises privées, en particulier les PME sont désavantagées dans l'accès au crédit. Cela est un frein à la transformation structurelle, car le crédit favorise la concurrence, l'esprit d'entreprise et la croissance de partout dans l'économie (Firewoini Gebreyesus, 2016).

L'accès aux financements extérieurs reste une contrainte majeure, comme nous le montrent les chiffres mentionnés précédemment. La loi sur l'investissement semble toujours favoriser les grandes entreprises en démarrage, car les mesures d'incitation exigent un seuil minimum de capital. Cependant, la plupart des entreprises démarrent en étant de petites entreprises, leur donner accès au crédit leur laisse l'opportunité de s'agrandir. Un des challenges de l'Éthiopie sera donc d'améliorer cette dimension.

5.2 Les investissements directs étrangers

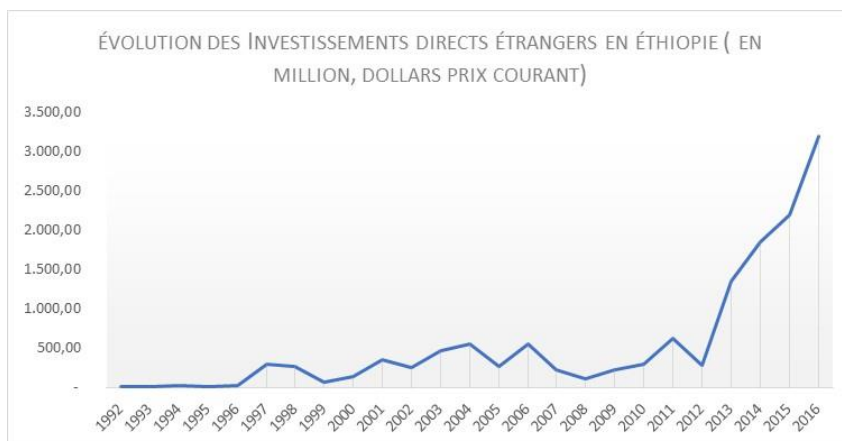
Dans ce chapitre, nous allons aborder le sujet des investissements directs étrangers et leur rôle pour l'économie éthiopienne. En effet, si l'état éthiopien désire attirer le plus d'IDE en Éthiopie, c'est pour accroître, développer les secteurs-clé et pour permettre le transfert de technologies. Comme l'avait dit Kuznets, les technologies sont des éléments importants pour stimuler la transformation structurelle. En effet, ce sont les moyens de production traditionnels qui empêchent d'augmenter la productivité d'un pays et de surcroît qui enferment l'économie dans les activités traditionnelles.

Les premiers IDE ont vu le jour en Éthiopie en 1983, ces dernières avaient pour obligation d'exister sous forme de joint-venture (Tewelde Mesele, 2016). Toutefois, en 1989, cette obligation va prendre fin, car elle n'avait pas permis d'attirer plus d'investissements en Éthiopie (Tewelde Mesele, 2016), les entreprises étrangères n'étaient plus obligées de s'associer avec les entreprises éthiopiennes. Dès l'arrivée des IDE en Éthiopie, le gouvernement a adopté des exigences légales afin d'attirer le plus d'investissements possible tels que l'allégement fiscal sur une période de revenu de cinq ans, l'exonération des droits à l'importation et à l'exportation ainsi que la protection tarifaire et le rapatriement des bénéfices.

Cependant, quand il eut des troubles politiques, le nombre d'IDE a considérablement diminué (Tewelde Mesele, 2016). En effet, un pays qui est instable politiquement a moins de chance de pouvoir attirer des investisseurs.

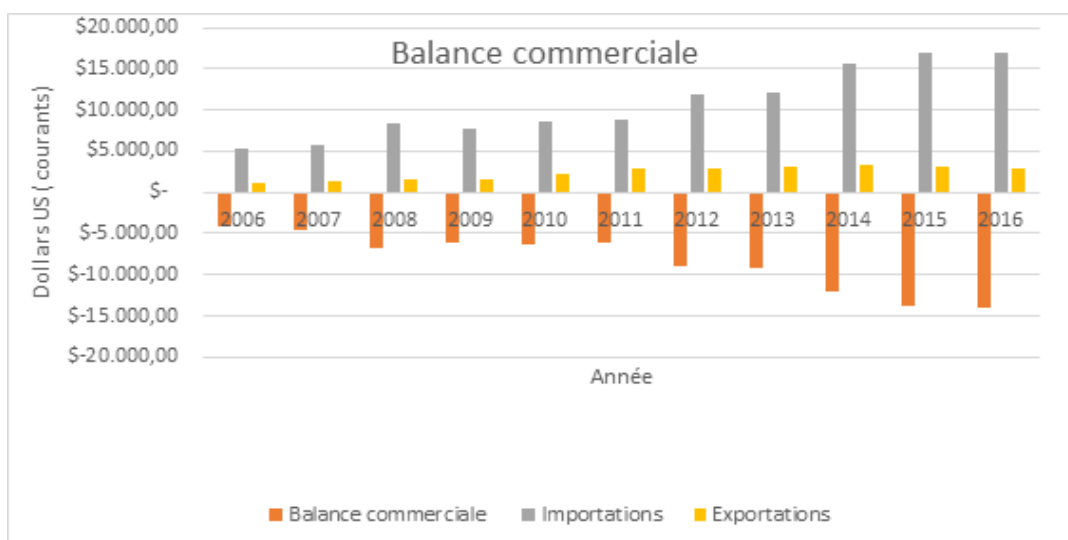
Les investissements directs étrangers ont permis à l'Éthiopie de développer des secteurs clefs de leur économie comme les activités de fabrication et de construction, l'hôtellerie, l'immobilier, l'horticulture, etc. Toutes ses activités faisant partie du secteur moderne.

Nous pouvons voir dans le graphique 23, avant 2012, le taux de croissance des IDE a été plus ou moins stable. Cependant, à partir de 2012, les IDE ont considérablement augmenté. Le gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour améliorer le climat des affaires en Éthiopie. (Berhe Woldekidan, 2015). En effet, comme nous l'avons observé, les travaux d'infrastructure se sont multipliés, ce qui a rendu l'Éthiopie plus attractive (United Nations Economic Commission for Africa, 2018).



Graphique 23 Évolution des investissements directs étrangers en Éthiopie (Million, dollars prix courants). Source : Auteur sur base de l'UNCTAD

La balance de l'Éthiopie a eu la même tendance. En effet en 2012, le nombre d'IDE a considérablement augmenté. En s'installant, les entreprises étrangères ont dû apporter certains biens qu'il n'y avait pas en Éthiopie. Des machines ont donc été importées. Le besoin de matériel pour les investissements publics à également influencer, la balance commerciale, des machines de transport à hauteur de ¼ des importations. Les importations en général ont augmenté de 39% entre 2011 et 2012 comme on peut le voir dans le graphique 24 : « Balance commerciale de l'Éthiopie ».

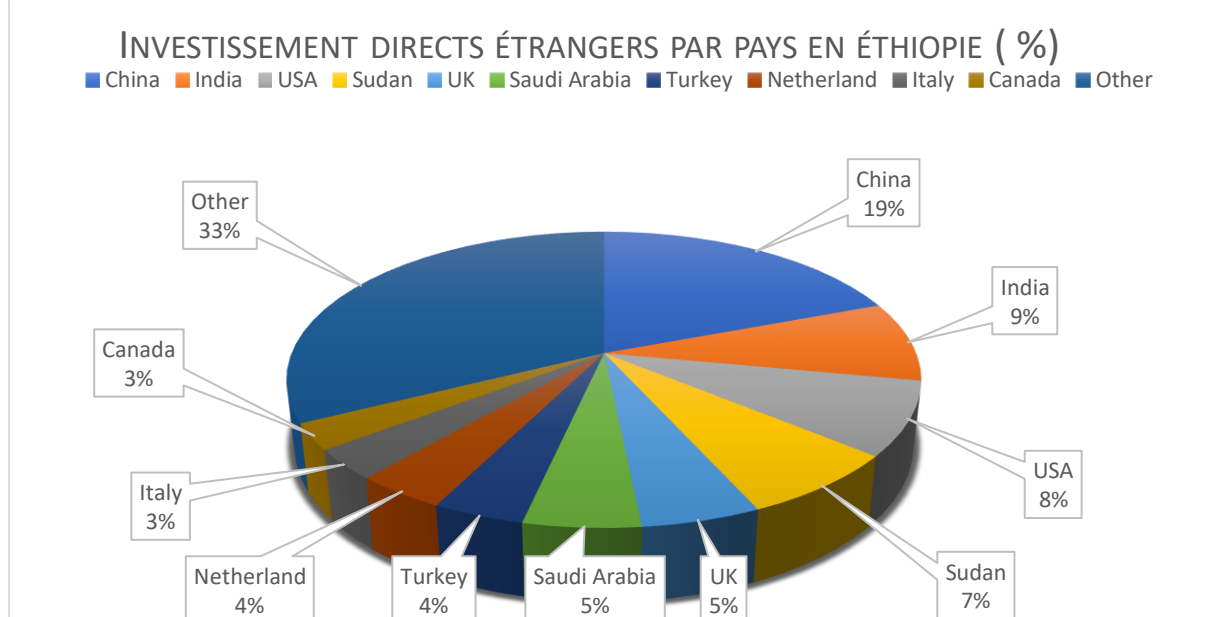


Graphique 24: Évolution de la Balance commerciale (en Dollars US courants): Auteur sur base de l'UNCTAD

L'étude de Sara Demis et Connor Vase (2017) nous permet de voir qu'entre 1992 et 2017, le nombre d'investissements directs étrangers en matière de participants est estimé à 5890. Le nombre de projets réalisés est quant à lui de 5 233.

Le graphique 25 présente les principaux pays qui investissent en Éthiopie. Le premier investisseur est la Chine, la majorité des investissements chinois sont à 67.8% concentrés dans le secteur manufacturier. L'Inde qui vient à la deuxième place consacre également la majorité de ses investissements au secteur manufacturier à hauteur de 57%. Les États-Unis sont les troisièmes investisseurs en Éthiopie. 27,9% des investissements sont réalisés dans le secteur manufacturier, et 22,2% dans l'immobilier.

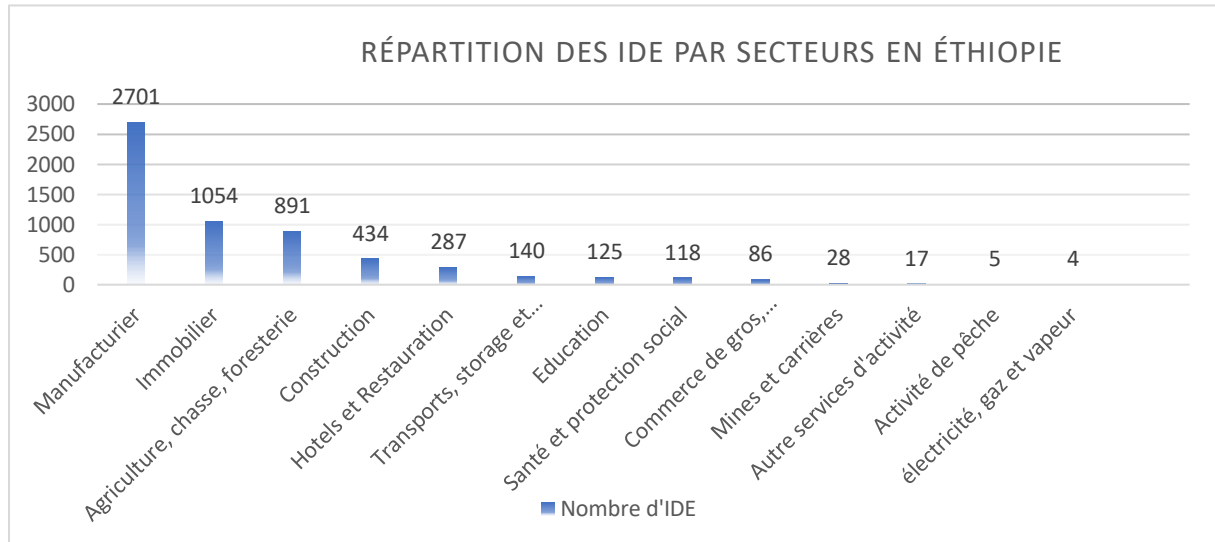
Graphique 25: Investissement direct étranger par pays en Éthiopie (%) Source : Auteur sur base des sources de l'UNCTAD



Sur le graphique 26, nous pouvons constater que dans les 5890 activités réalisées, le secteur de la fabrication attire la majeure partie des investissements. Le deuxième secteur le plus attractif pour les investisseurs est celui de l'immobilier. Cette répartition des IDE nous montre que les investissements directs vont en direction des activités du secteur secondaire et du secteur tertiaire.

Les IDE sont donc facteurs de transformation structurelle puisqu'ils contribuent à développer des secteurs porteurs de plus-value pour l'économie éthiopienne.

De plus, la thèse réalisée par Selamawit Berhe Woldekidan (2015) nous montre que l'afflux des IDE mesuré en stock influe positivement sur la croissance économique en Éthiopie : en fait, les



Graphique 26: Répartition des IDE par secteurs en Éthiopie en 2017 Source : Auteur sur base de l'étude de Sara Demis et Connor Vasey

entrées de stocks d'IDE et la croissance économique (croissance du PIB réel) en Éthiopie ont une corrélation positive (Berhe Woldekidan, 2015). Ces caractéristiques des IDE en Éthiopie nous permettent de comprendre l'utilité des investissements directs étrangers pour la transformation structurelle.

5.3 L'emploi crée par le biais des investissements directs étrangers

D'après les données de la Commission éthiopienne de l'investissement, c'est dans le secteur manufacturier que les IDE ont créé le plus d'emplois permanents dans la période de 2008 à 2014 (Guangzhe, Geiger, & Minghui, 2015). Ces emplois sont représentés par les activités de textiles et vêtements, de cuir et de chaussures, mais également, de la fabrication liée à la construction, aux aliments et aux boissons. Ces secteurs demandent peu de qualifications de la part des employés.

Cette approche est appuyée par une étude de Girum Abebe, Margaret McMillan et Michel Serafinelli (2017), portant sur la question des IDE en Éthiopie. Dans leur analyse, ils définissent une IDE comme une entreprise qui détient au moins 5 % des actifs étrangers. Le premier constat dans cette étude est que les usines étrangères emploient en moyenne plus de travailleurs que les usines domestiques, car elles sont plus grandes. Elles présentent également une valeur ajoutée

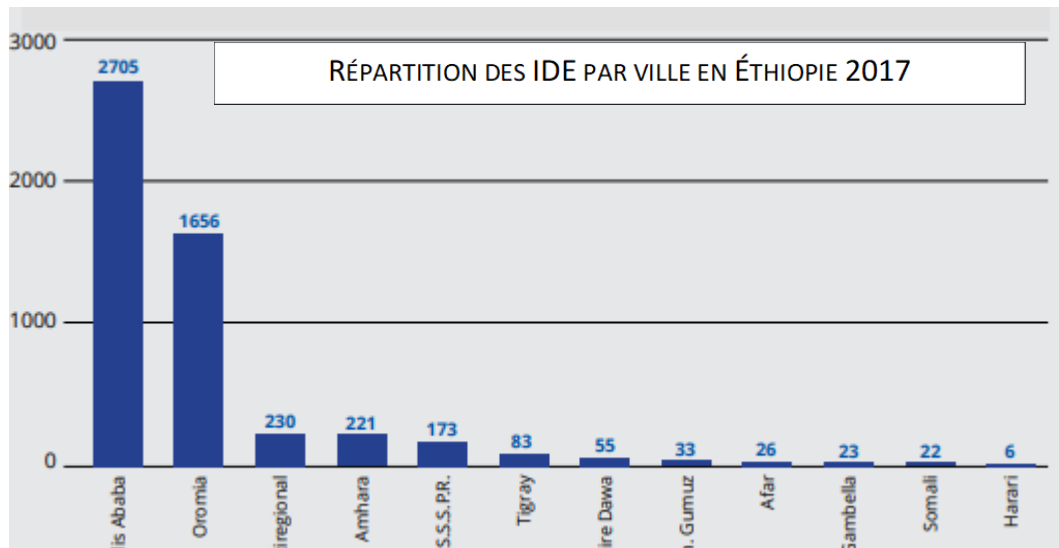
et une productivité par travailleur supérieure aux entreprises locales. Et enfin, les salaires y sont meilleurs (Abebe, McMillan, & Michel Serafinelli, 2017). Ces caractéristiques des IDE en Éthiopie nous permettent de comprendre l'utilité des investissements directs étrangers pour la transformation structurelle puisque les IDE sont créateurs d'emplois modernes.

5.4 La Localisation des IDE

Plus ou moins 50% des investissements directs étrangers sont réalisés dans la capitale, Addis-Abeba (Demsis & Vasey, 2017). Le choix des investissements s'est porté vers cette ville, car les infrastructures y sont plus développées, l'environnement politique y est stable, et il y a de meilleures facilités d'approvisionnement (Demsis & Vasey, 2017).

La deuxième ville éthiopienne, Oromia représente 31,7% de tous les investissements (Demsis & Vasey, 2017). Cela est peut-être dû au fait que c'est une des villes les plus proches de la capitale. Le climat y est également favorable, le marché est important, car c'est la région la plus peuplée du pays (Woldemeskel, 2008).

Néanmoins, le fait que plus de 80% des IDE soient réalisés dans les deux plus grandes agglomérations crée des inégalités de revenus. En effet, nous pouvons voir que la transformation structurelle est focalisée sur ces deux mégalopoles.



Graphique 27: Répartitions des IDE par ville en Éthiopie (2017). Source : Demsis et Vasey

5.5 La limite des IDE

Une étude réalisée par la Banque Mondiale en 2015 montre qu'une infrastructure insuffisante, une logistique commerciale médiocre et un manque de main-d'œuvre qualifiée sont actuellement les principaux obstacles à l'IDE en Éthiopie. Ces problèmes peuvent sérieusement compromettre la confiance des investisseurs et certains peuvent décider de mettre fin à leur préparation. Dans les flux d'IDE, le taux de conversion des projets sous licence FDI de la phase de "prémisse en œuvre" à la phase "opérationnelle" est assez faible, et varie considérablement d'un secteur à l'autre. Ainsi, le faible taux de conversion des projets enregistré suggère que certains investisseurs découragés se seraient probablement retirés après les échecs initiaux, ce qui indique que l'amélioration de l'attention des investisseurs dans certains secteurs prioritaires est une tâche urgente pour soutenir l'IDE en Éthiopie (Guangzhe, Geiger, & Minghui, 2015).

Si le gouvernement éthiopien a axé ses politiques sur l'attraction des IDE, c'est certes pour qu'ils apportent plus de valeur ajoutée et qu'ils créent de l'emploi mais également afin qu'ils permettent un transfert de connaissances entre les firmes étrangères et éthiopiennes. Toutefois, les investissements directs étrangers n'ont pas toujours eu les résultats escomptés. Peu d'IDE travaille avec des entreprises locales. Les PME éthiopiennes travaillent en sous-traitance avec les entreprises nationales dans 87 % des cas. Les PME sous-traitent avec des entreprises gouvernementales dans 25% des cas. Le taux de sous-traitance avec les IDE est estimé à 3,5 %. Une telle absence d'accords de sous-traitance limite la portée de l'apprentissage des PME (Gebreeyesus, Ambachew, & Getahun, 2015). Une solution serait de favoriser à nouveau l'investissement étranger sous forme de joint-venture :

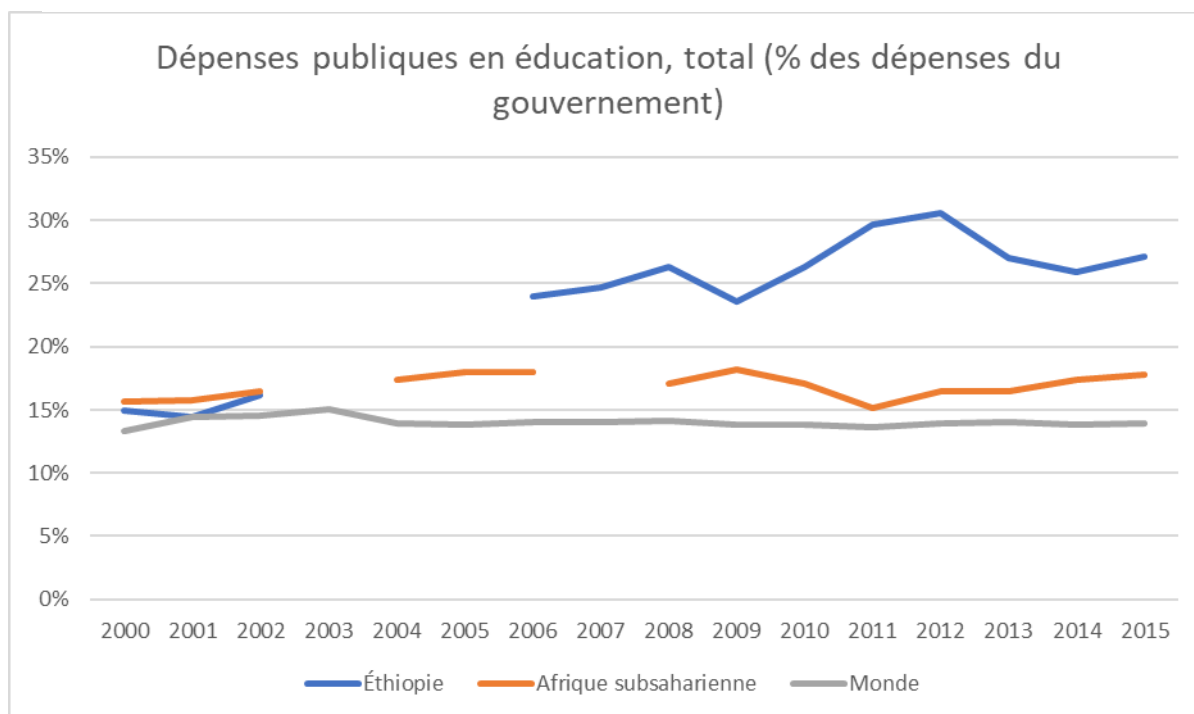
Certes, l'Éthiopie bénéficie d'IDE chinois grâce aux entrées de devises et à la grande création d'emplois dans le pays. Toutefois, la diffusion de la technologie, des compétences et du savoir est vulnérable, car il n'y a pas de législation qui oblige les IDE à transmettre leurs technologies.

6 La formation de la main-d'œuvre éthiopienne

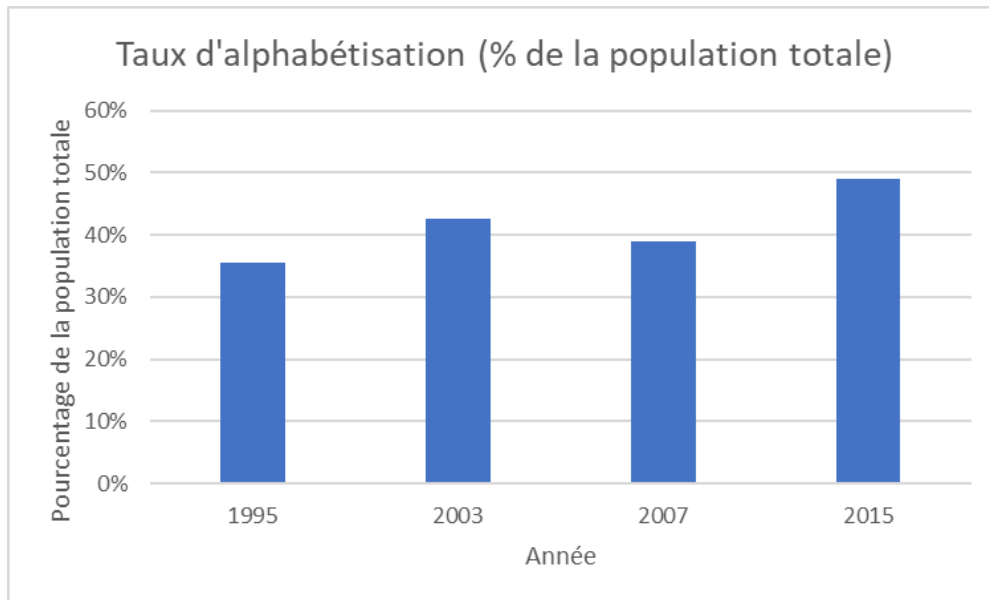
Comme expliqué dans la revue de la littérature, le capital humain a sa place dans le débat sur la transformation structurelle. En effet, le niveau de qualification de la main-d'œuvre a un impact sur son niveau de production.

Pour soutenir sa transformation, l'Éthiopie a réalisé des progrès tangibles dans le secteur de l'éducation. Le système est passé de 10 millions d'apprenants il y a une décennie, à plus de 25 millions aujourd'hui (La Banque Mondiale, l'éducation en Éthiopie, kein Datum). Cette croissance, au niveau du nombre de personnes ayant accès à l'éducation, n'aurait pas pu voir le jour sans l'aide de l'État. En effet, l'État d'Éthiopie accorde une grande partie de son budget à l'éducation. Sur le tableau suivant, nous pouvons voir qu'en 2015 (dernières données), les dépenses pour l'éducation représentaient 27% des dépenses totales et 4,4% de son PIB à la fin de son GTP I (2015). Les compétences de base se sont nettement améliorées pour les jeunes.

Graphique 28 Dépenses publiques en éducation (% des dépenses du gouvernement) Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale



Comme nous montre le graphique 29, le taux d’alphabétisation du groupe d’âge de 15-24 ans a fortement augmenté (United Nations Economic Commission for Africa, 2018). Cela illustre les efforts réalisés par le gouvernement éthiopien.

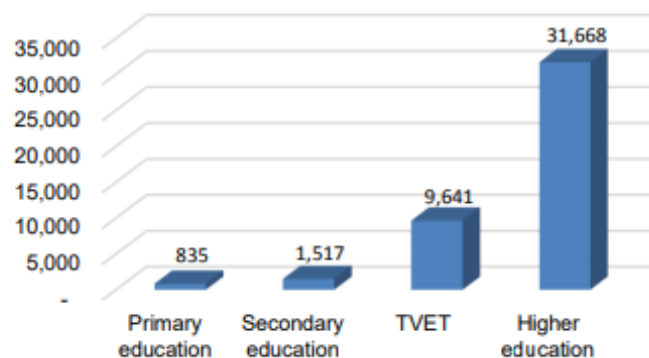


Graphique 29 : Taux d'alphabétisation (% de la population totale), Source United Nations Economic Commission for Africa 2018.

Le graphique numéro 30 nous montre que c’est dans les études supérieures que les investissements sont les plus conséquents. D’un côté, cela est positif pour l’Éthiopie, car l’enseignement supérieur trouve un rôle important aux développements des capacités d’innovation. L’innovation permet de diminuer les coûts de production, d’être plus productif et d’être plus compétitif. D’un autre côté, nous observons que les niveaux primaire et secondaire ont eu le moins de dépenses.

DÉPENSES D'ÉDUCATION PAR HABITANT EN 2014/2015 NIVEAUX D'ÉDUCATION ETB

Figure 7: Per capita education expenditure in 2014/15 by level of education in ETB.



Graphique 30: Dépenses d’éducation par habitant en 2014/2015. Source: UNICEF, 2015

Si on reprend la revue de la littérature, pour les pays en développement, il serait judicieux d'investir dans les études primaires et secondaires, car « *L'enseignement primaire et secondaire permet en général d'imiter et d'adopter les technologies existantes en donnant accès aux individus à de bonnes compétences professionnelles et techniques* » (Algan, 2012). En effet, sachant que dans un premier temps, les industries telles que le secteur manufacturier ne demandent pas beaucoup de compétences, les études inférieures sont un bon investissement. Le risque avec l'investissement dans les études supérieures, c'est qu'il n'y ait pas assez de demandes de travail pour absorber cette main-d'œuvre avec un niveau d'éducation élevé. Dans l'analyse sur l'évolution des services, nous avons pu constater que le secteur de la banque, qui demande des qualifications, évolue moins rapidement que le secteur hôtelier, qui demande moins de qualifications.

Même si les études supérieures ont reçu le plus de financement, pour améliorer les compétences techniques de la population, l'Éthiopie a mis en place un programme, le ESDP, « Education Sector Development Programme ». Ce programme est accompagné par la vision d'améliorer l'accès équitable à une éducation de qualité, de créer des instituts d'enseignement et de formations techniques et professionnelles dans tous les domaines, de renforcer les établissements d'enseignement supérieur et d'offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, le gouvernement estime que la faible productivité est due à l'écart de compétences, et que, laissée à elle-même, l'industrie fournira moins de formations que ce qui est socialement optimal (The Federal Democratic Republic of Ethiopia, 2015).

L'Éthiopie a également mis en place en 2008, le TVET « Technical and Vocational Education and Training ». Ce programme offre aux étudiants des formations dans plus de huit secteurs qui sont qualifiés de prioritaires : agriculture, industrie, infrastructure économique, santé, hôtel tourisme, commerce, mines, travail et affaires sociales (ministère fédéral de l'Éducation, 2015). Les étudiants passent 30 % de leur temps sur les bancs de l'école pour avoir le côté théorique, et 70 % de leur temps en entreprises afin de pouvoir mettre en pratique ce qu'ils ont appris durant les cours (ministère fédéral de l'Éducation, 2015) (Krishnan & Shaorshadeze, 2013).

Le TVET est considéré par le gouvernement comme le moyen de combler le déficit de compétences et comme la clé pour améliorer la productivité des firmes. De plus, il permet d'accroître la compétitivité des entreprises dans le marché mondial (Krishnan & Shaorshadeze, 2013). En effet, selon l'étude réalisée par la Banque Mondiale sur le secteur de la

transformation, un rallongement d'un an de l'éducation moyenne d'un étudiant est associé à une augmentation de 33 à 41 % de la productivité du travail. (La Banque Mondiale, 2016).

Ce chapitre nous a permis de constater que le gouvernement a réellement compris l'enjeu de l'éducation pour la population éthiopienne. En effet, ces investissements réalisés permettront aux entreprises de profiter d'une main-d'œuvre instruite et technique. Toutefois, le gouvernement doit mettre tout en œuvre pour offrir du travail à ceux qui auront suivi les programmes tels que le TVET ou qui auront fait des études supérieures.

7 La technologie et l'innovation

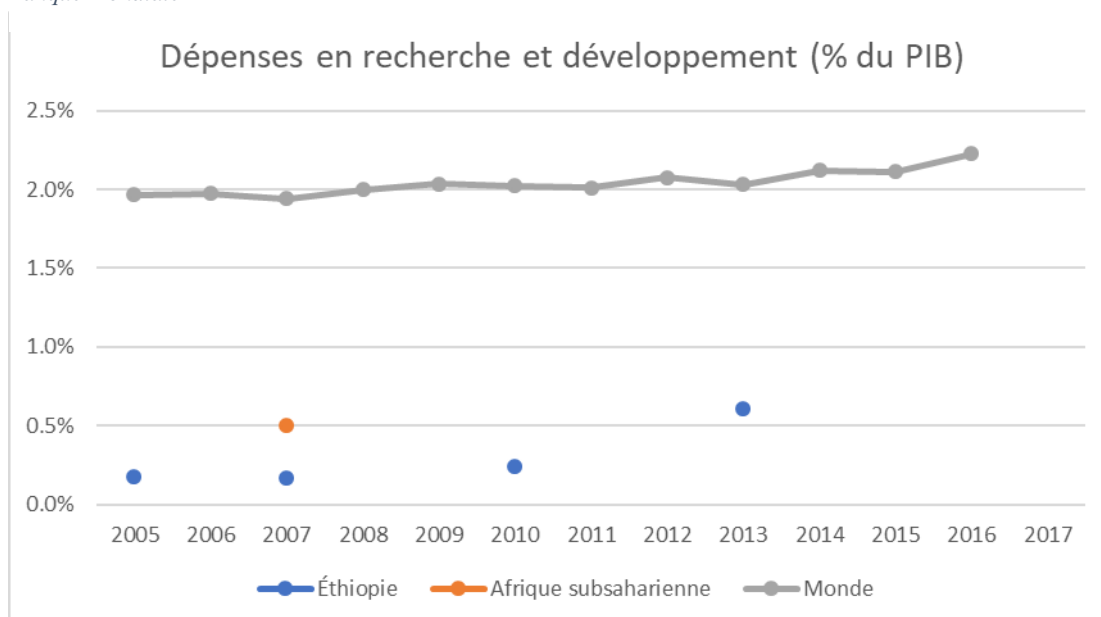
Pour Getahum Mekuria, ministre éthiopien de l'Innovation et de la Technologie, le défi immédiat serait de porter le secteur de la technologie éthiopienne à 2 % du PIB ou 2 milliards de dollars au cours des deux prochaines années. Ce pourcentage représente le budget moyen consacré à l'échelle mondiale.

Comme nous montre le tableau ci-joint, le pourcentage des dépenses réservé à la recherche et aux développements représentait 0,6 % en 2013. Ce chiffre est la dernière donnée disponible.

Le budget reste fortement pondéré en faveur des secteurs traditionnels, ce qui signifie que le ministre de l'Innovation et de la Technologie dispose de relativement peu de ressources pour mettre en œuvre ces objectifs ambitieux. Comme mentionné précédemment, l'Éthiopie a attiré de nombreux investissements étrangers au cours de ces dernières années. Qui dit investissement étranger dit aussi transfert de technologie. Une des raisons pour laquelle le gouvernement éthiopien a accepté d'offrir des avantages fiscaux, c'est qu'il veille à ce que ces derniers apportent des avantages significatifs en termes de technologie et de transfert de connaissance.

De plus, les dépenses en recherches et en développement ont augmenté au cours de ses dernières années même si elles restent très faibles par habitant. La couche d'entreprises manufacturières qui est impliquée dans des activités d'innovation telles que la recherche interne, le développement ou la formation est nettement inférieure à celle du Kenya ou de la Tanzanie.

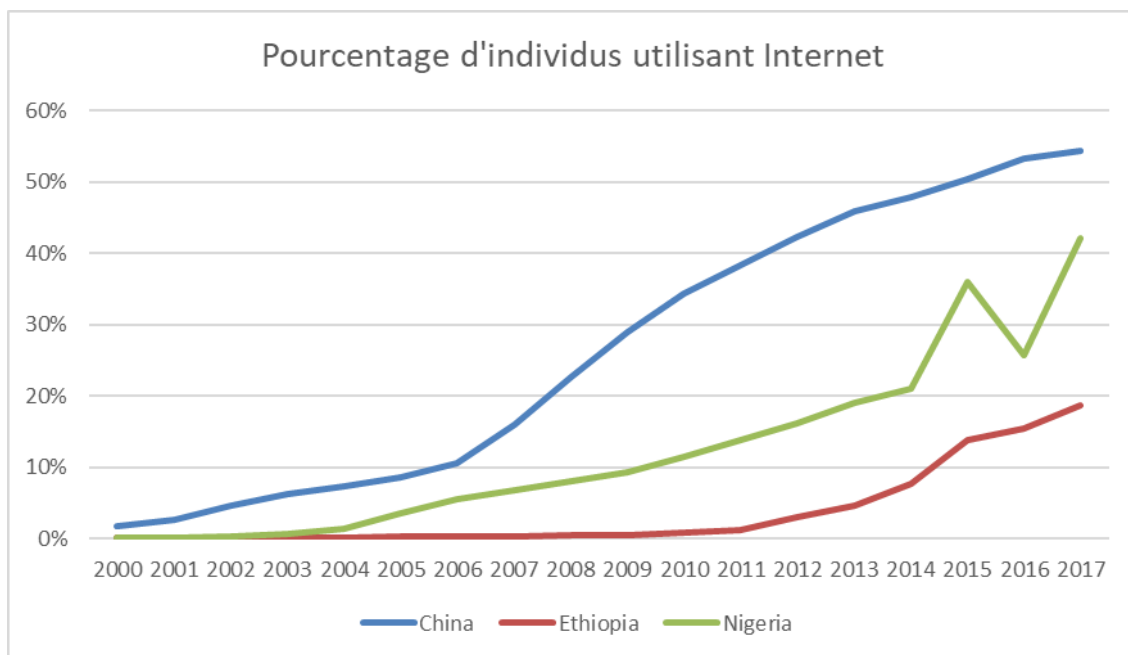
Graphique 31: Dépense en Recherche et Développement (% du PIB): Source, Auteur sur base des données la Banque Mondiale



En effet, plus de 80% des produits manufacturiers sont à la base de ressources naturelles, alors que le niveau technologique de la production globale reste faible par rapport aux normes internationales.

Toutefois, pour remédier à ça, l'état a mis en place des incubateurs « un espace de travail collaboratif au sein duquel de futurs jeunes entrepreneurs, des férus d'informatique, des spécialistes des technologies, des jeunes et des créatifs peuvent se rassembler pour suivre des formations professionnelles et des formations aux aptitudes à la vie quotidienne, créer des prototypes, échanger des technologies et améliorer leur productivité dans le but ultime d'élaborer des business plans viables et durables pour l'avenir » (L'économie des technologies en plein essor en Éthiopie, 2014). Mais la communauté des startups se heurte à des obstacles de capitaux et une infrastructure médiocre comme Internet par exemple.

En effet, l'Éthiopie est également l'un des pays les moins connectés du monde avec un taux de pénétration de l'Internet de seulement 15% en 2016, contre 12% l'année précédente, selon les dernières données de l'Union internationale des télécommunications (UIT).



Graphique 32: Pourcentage d'individus utilisant Internet. Source : Auteur sur base de la Banque Mondiale

La pénétration de la téléphonie mobile a été faible (51%), contre 43% en 2015.

Ce taux de pénétration aussi faible provient d'une infrastructure de télécommunications sous-développée, presque totalement absente des zones rurales, où résident environ 85% de la

population, selon l'UIT (source : Africa Business). Internet est un moyen qui permettrait à l'Éthiopie de développer son secteur de recherche et de développement. Le développement technologique actuel est fortement concentré à Addis-Abeba.

Le gouvernement a également mis en place une politique d'enseignement supérieur 70/30, qui forme 70% des étudiants en technologie et en sciences, contre 30% seulement en sciences sociales et sciences humaines. En effet, comme dit précédemment, l'avantage de l'Éthiopie réside dans le grand nombre de diplômés universitaires, plus précisément en sciences, en technologie, en ingénierie et en mathématiques (STEM) qui commencent à entrer sur le marché du travail à la suite des investissements publics dans l'enseignement supérieur (United Nations Economic Commission for Africa, 2018). Donc le secteur de la recherche et du développement va de plus en plus évoluer.

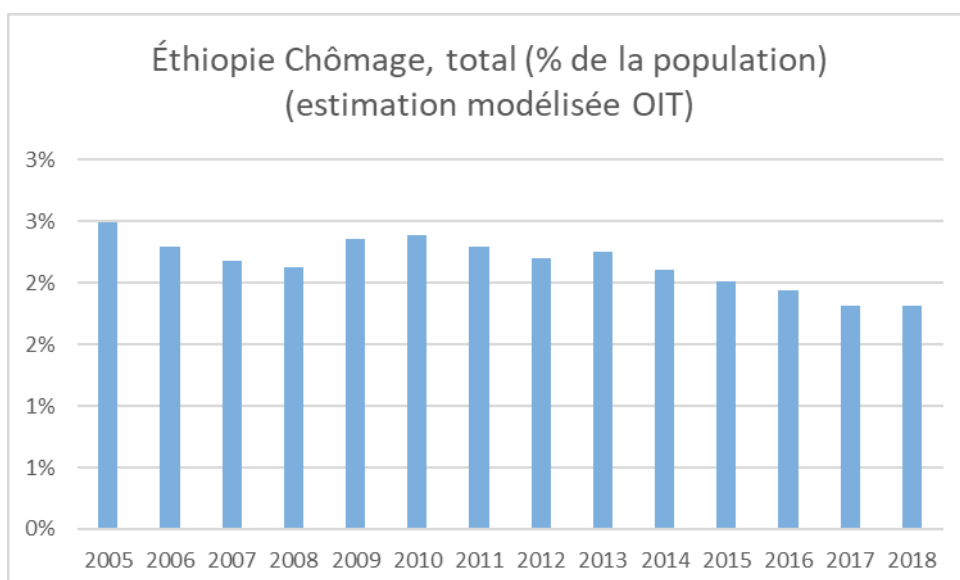
Pour conclure, nous pouvons dire que les dépenses en recherche et en développement sont faibles en Éthiopie. Même s'il existe une volonté de vouloir le développer avec les incubateurs d'entrepreneur, ces derniers restent handicapés par le manque de structure (internet par exemple). Toutefois en investissant dans les universités, l'État nous montre que la R&D aura sa place dans une Éthiopie future plus innovatrice et instruite. Les investissements directs étrangers doivent aussi jouer leur rôle dans le transfert d'innovation. Pour se faire, l'État doit mettre en place des mesures d'encouragement pour inciter au transfert.

8 Quelques indicateurs supplémentaires

8.1 Le chômage en Éthiopie

« Une préoccupation des décideurs politiques en Éthiopie reste la capacité à créer des emplois de qualité adéquats », indique le ministre des Finances, Ahmed Shide. Sur le graphique 33, nous pouvons voir que durant le GTP I, le chômage a eu des variations. Une fois en diminution, puis en augmentation. Mais depuis 2013, il n'a fait que de diminuer.

Graphique 33: Chômage (% de la population totale): Source: Auteur sur base des données de l'Organisation Internationale du Travail

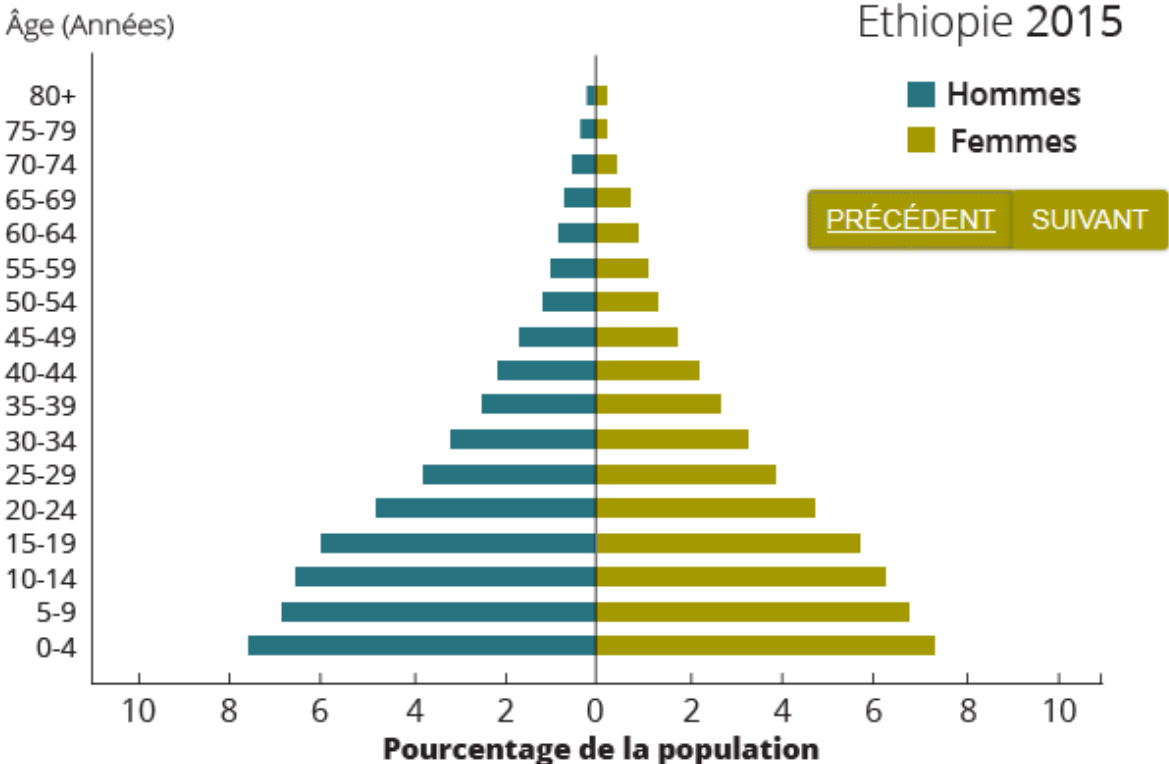


Selon l'article de la Commission africaine des Nations-Unies, une enquête récente révèle que, le chômage urbain a diminué mais le chômage global a du mal à suivre le même rythme. (Commission économique pour l'Afrique, 2019). Il faut rappeler que les activités économiques sont localisées dans les grandes villes éthiopiennes, laissant les zones rurales à l'abandon.

Même si le chômage diminue, le chômage des jeunes en milieu urbain est un grand tracas. Il est d'environ 7-8 %. Ce dernier varie considérablement selon le sexe et l'emplacement. Les jeunes femmes ont beaucoup plus de chance d'être au chômage (10%) que les jeunes hommes (5%).

Les taux de chômage en milieu urbain pour les jeunes sont estimés à 27% - par rapport à 14% pour les personnes dont l'âge est supérieur à 25 – et sont considérablement élevés pour ceux qui ont uniquement le diplôme de l'enseignement secondaire. En fait, il s'avère que les zones

urbaines ne créent pas convenablement d'emplois pour ceux qui ont l'enseignement secondaire (et primaire) (Banque mondiale, 2016b, p.49). Le taux de chômage parmi les jeunes urbains éduqués est donc une préoccupation majeure, d'autant plus que ce groupe est susceptible de se développer dans un avenir proche et que selon le graphique 42% de la population éthiopienne est âgée de moins de 15 ans.



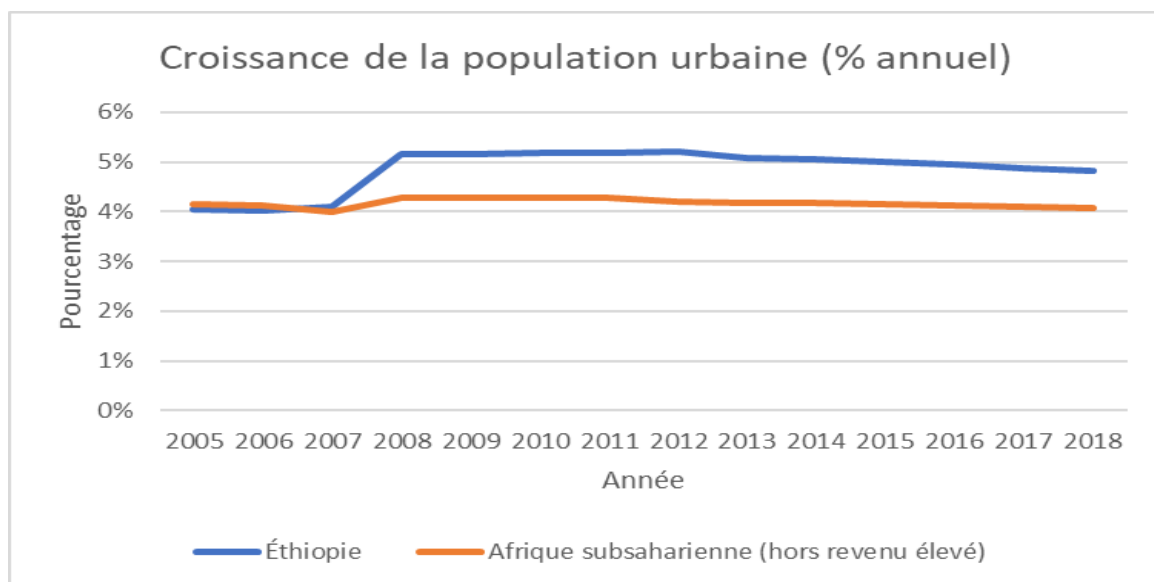
Graphique 34: Répartition de la Population par tranche d'Âge. Source United Nation, Departement of Economic and Social Affairs

8.2 L'urbanisation facilitatrice de transformation structurelle

L'urbanisation facilite la transformation structurelle. Toutefois, les pressions associées qui en résultent doivent être résolues. Rappelons que l'Éthiopie a l'un des niveaux d'urbanisation les plus bas dans le monde, avec seulement 20 % de la population vivant dans les zones urbaines (voir mise en contexte). L'articulation entre le développement économique et le développement urbain développe des interactions ou des effets d'entraînement positifs qui améliorent la production économique et le bien-être (UNECA, 2014).

Spécialement, les effets d'agglomération et les gains de productivité, car ils peuvent avoir un effet sur l'efficacité de l'urbanisation quand elle est bien planifiée. Les agglomérations urbaines permettent la réalisation d'économie d'échelle, le transfèrent d'innovation, de faciliter la prestation de services, en plus de créer un plus grand nombre diversifié de travailleurs pour répondre à la demande de main-d'œuvre (United Nations Economic Commission for Africa, 2018)

L'exode rural joue un rôle clé dans la transformation des structures économiques et sociales, en particulier en ce qui concerne la composition de l'emploi. Cependant, l'urbanisation rapide peut intensifier les pressions sur le marché du travail, les services publics, le logement, le transport et l'environnement.



Graphique 35: Croissance de la population urbaine (% annuel). Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale

Ceci est en partie le résultat d'un ambitieux programme de logements sociaux pour les habitants à faible revenu. Le gouvernement éthiopien a créé un programme de développement pour le logement. Il a été lancé au milieu des années 2000. Sachant que la population se déplace de plus

en plus des zones rurales vers les centres urbains à la recherche d'emplois dans l'industrie et les services, il est essentiel de veiller à ce que les travailleurs aient des conditions de vie décentes. L'augmentation des investissements dans les infrastructures et les services urbains, comme les logements sociaux, le transport et les services municipaux sont primordiaux pour diminuer les pressions de l'urbanisation

8.3 Conclusion

Ces deux indicateurs supplémentaires nous ont servi à comprendre qu'il ne suffit pas que la main d'œuvre quitte le secteur agricole ou qu'elles décident de s'instruire. Il est important qu'il y ait des unes structures pour être accueillie ces acteurs économiques.

Les agriculteurs qui quittent les zones rurales pour venir dans les zones urbaines doivent pouvoir trouver de l'emploi et des conditions pour être accueilli de manière décente (présence de logement, de transports, etc.).

Les étudiants qui décident d'aller en supérieures (car le gouvernement l'encourage) ne doivent pas se retrouver face à une impasse, qui serait traduite par une augmentation de chômage pour cette couche de la population. Le gouvernement doit trouver des solutions pour créer de l'emploi pour ces profils :

L'état doit également trouver une solution pour le chômage en zone rurale. En plus que cette zone est dépendante du secteur le moins productif, si le taux de chômage n'arrive pas à être réduit. La transformation structurelle ne sera applicable uniquement pour les zones urbaines.

9 Conclusion

À travers cette analyse, nous avons pu constater que l'Éthiopie a une réelle volonté de s'industrialiser, avec notamment pour objectif de devenir l'usine du Monde. Cette volonté s'illustre à travers les plans de transformation structurelle : GTP I et le GTP II. Avec un taux de croissance annuel moyen d'environ 10%, en 2016, l'Éthiopie est devenue l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde. Cette croissance est d'autant plus impressionnante qu'on se rend compte qu'elle ne repose pas sur l'extraction des ressources naturelles, telles que le pétrole ou le gaz ; comme c'est le cas de nombreux pays africains à forte croissance. Justement, en faisant la démarche de diversifier son économie et ses exportations, l'Éthiopie veut suivre un tout autre chemin.

La politique gouvernementale aura joué un rôle clé dans ce début de transformation structurelle, notamment avec un investissement dans les infrastructures, mais aussi dans les politiques fiscales.

Les efforts réalisés auront alors permis d'augmenter la productivité globale en Éthiopie, en particulier dans le secteur industriel (même si sa part reste encore faible dans l'économie globale), qui est le secteur le plus productif. C'est ce secteur qui aura porté l'économie éthiopienne à un taux de croissance ci élevé. Contrairement à ce qu'on a longtemps entendu, ce n'est pas le sous-secteur manufacturier qui a porté la croissance économique, mais c'est celui de la construction. En effet, l'Éthiopie a pris toutes les mesures possibles afin d'améliorer ses infrastructures (construction de routes, d'Hôtels, de logement etc.). C'est un bon signal quand on sait que la construction d'infrastructures entre autres est une étape importante si l'Éthiopie souhaite accueillir les investisseurs étrangers. Toutefois, le secteur manufacturier est tout de même très productif, ils engagent de la main-d'œuvre et ils évoluent. Mais sa part doit encore plus évoluer pour que le nom « Usine du Monde » soit associé à l'Éthiopie.

Pour continuer d'améliorer la productivité globale, et ce de façon uniforme, l'Éthiopie doit faire plusieurs choses :

- Améliorer l'accès au crédit pour le secteur privé éthiopien, plus particulièrement pour les PME
- Améliorer les infrastructures telles que les réseaux électriques et Internet

- Investir dans le transfert des technologies par la recherche, le développement, et le transfert de connaissances entre les entreprises étrangères et les entreprises locales.

En ce qui concerne l'emploi en Éthiopie, nous avons pu observer que, bien que dominante, la main-d'œuvre dans secteur agricole tend à décroître, avec la population qui se dirige alors majoritairement vers le secteur du service et le secteur industriel. Avec le phénomène d'urbanisation, c'est le secteur du service qui absorbera la majeure partie de cette main-d'œuvre. En effet, bien qu'ayant une forte croissance, la part du secteur manufacturier ne lui permet pas d'absorber la main-d'œuvre agricole.

Par ailleurs, afin qu'il y ait effectivement un transfert des secteurs traditionnels vers les secteurs modernes, l'Éthiopie devra relever, entre autres, les défis suivants :

- Lutter contre le chômage chez les jeunes et dans les zones urbaines ; car malgré une forte croissance, l'économie urbaine pourrait avoir du mal à créer suffisamment d'emplois productifs pour une jeunesse urbaine de plus en plus instruite et
- lutter contre l'emploi vulnérable. Les bas salaires de la main-d'œuvre en Éthiopie en font un emplacement concurrentiel ; mais, à terme, ça réduit les possibilités de revenus du travail pour améliorer le niveau de vie de la population.

Avec cette analyse, nous confirmons que l'Éthiopie est véritablement dans une phase de transformation structurelle, avec l'impulsion de certains secteurs tels que le sous-secteur de la construction et le service.

Ce processus de transformation n'aurait pas pu voir le jour sans et les Investissements directs étrangers réalisés et les dépenses de l'état.

10 Table des graphiques et des tableaux

Graphique 1 : République Démocratique du Congo, Valeur ajoutée sectorielle (% du PIB). Source : Auteur, sur base des données de la Banque Mondiale.....	10
Graphique 2 : République Démocratique du Congo, Répartition de l'emploi (% du total des emplois) par secteur. Source : Auteur, sur base des données de l'Organisation internationale du Travail.....	11
Graphique 3: Population urbaine et rurale (% de la population totale). Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiales	31
Graphique 4: Accès à l'électricité dans les zones urbaines et rurales (% de la population zonale). Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale.....	35
Graphique 5 : Dépenses de l'état (% du PIB). Source: Auteur sur base des données de la Banque Mondiales.....	36
Graphique 6 : Évolution du PIB par secteur en Éthiopie. Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale	38
Graphique 7: Évolution des répartitions du PIB par sous-secteur en Éthiopie. Source : Auteur sur base des données de l' UNCTAD	39
Graphique 8 : Évolution du sous-secteur de la construction en Éthiopie. Source : Auteur source : basé sur les données de UNCTAD	41
Graphique 9: Évolution du sous-secteur manufacturier en Éthiopie Source: sur base des données de l'UNCTAD	42
Graphique 10: Croissance de la population rurale et urbaine (% annuel) Source : Auteur, sur base des données de la Banque Mondiale.....	47
Graphique 11: Emploi par secteur en Éthiopie (% de l'emploi total), 2016. Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale.....	49
Graphique 12: Évolution de l'emploi par secteur en Éthiopie (% de la population totale). Source : Auteur basée sur les données de la Banque Mondiale	50
Graphique 13: Production par travailleur (PIB en dollars internationaux constants de 2011) Source : Auteur sur base des données de l'Organisation Internationale du travail	53
Graphique 14: Pourcentage du Type de contrat (% total de l'emploi). Source : United Nation Economic Commission for Africa, 2018.	57

Graphique 15 : Emplois vulnérables, totaux (% des emplois). Source : Auteur sur base des données de l'Organisation internationale du travail	58
Graphique 16 : Produit exporté de l'Éthiopie en 2017 (% des exportations). Source : Auteur sur base de COMTRAD	61
Graphique 17 : Évolution des exportations éthiopiennes (en milliers de dollars courants). Source: Auteur, sur base de l'UNCTAD.....	62
Graphique 18 : Prix de détail du Café torréfié. Source: Auteur sur base des données de l'Organisation internationale de café	63
Graphique 19 : Répartition des exportations éthiopiennes en 2005 (% des exportations totales). Source: Auteur sur base des données de UNcomtrade	65
Graphique 20 : Répartition des exportations éthiopiennes en 2010 (% des exportations totales). Source: Auteur sur base des données de UNcomtrade	66
Graphique 21: Répartition des exportations éthiopiennes en 2016 (% des exportations totales). Source: Auteur sur base des données de UNcomtrade	67
Graphique 22: Accès au crédit bancaire par secteur (%). Source : United Nations Economic Commission for Africa, 2018.....	69
Graphique 23Évolution des investissements directs étrangers en Éthiopie (Million, dollars prix courants). Source : Auteur sur base de l'UNCTAD	71
Graphique 24: Evolution de la Balance commerciale (en Dollars US courant): Auteur sur base de l'UNCTAD	71
Graphique 25: Investissement Directs Etrangers par pays en Éthiopie (%) Source : Auteur sur base des sources de l'UNCTAD	72
Graphique 26: Répartition des IDE par secteurs en Éthiopie en 2017 Source : Auteur sur base de l'étude de Sara Demis et Connor Vasey	73
Graphique 27: Répartitions des IDE par ville en Éthiopie (2017). Source : Demsis et Vasey.	74
Graphique 28 Dépenses publiques en éducation (% des dépenses du gouvernement) Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale	76
Graphique 29 : Taux d'alphabétisation (% de la population totale), Source: United Nations Economic Commission for Africa 2018.	77
Graphique 30: Dépenses d'éducation par habitant en 2014/2015. Source: UNICEF, 2015.....	77
Graphique 31: Dépense en Recherche et Développement (% du PIB): Source, Auteur sur base des données la Banque Mondiale	80
Graphique 32: Pourcentage d'individus utilisant Internet. Source : Auteur sur base de la Banque Mondiale	81

Graphique 33: Chômage (% de la population totale): Source: Auteur sur base des données de l'Organisation Internationale du Travail	83
Graphique 34: Répartition de la Population par tranche d'Âge. Source United Nation, Departement of Economic and Social Affairs	84
Graphique 35: Croissance de la population urbaine (% annuel). Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale.....	85
Tableau 1 : Croissance annuelle moyenne (%) de la valeur ajoutée sectorielle en Éthiopie. Source : Auteur sur base des données de UNCTAD.....	37
Tableau 2: Parc industriel d'Éthiopie (2016). Source : L'Ethiopian Industrial Parks Development Corporation.....	44
Tableau 3: Taux de croissance de l'emploi sectoriel (%) en Éthiopie. Source : Auteur sur base des données de l'UNCTAD	50
Tableau 4: Répartitions de l'emploi par secteur d'activité (% de la population totale)	52
Tableau 5: Valeurs ajoutées par tête dans l'agriculture en Éthiopie (prix courant en dollars). Source : Auteur sur base des données de la Banque Mondiale.....	53
Tableau 6: Comparaison entre l'Égypte, le Vietnam, le Brésil et l'Éthiopie des valeurs ajoutées (dollars prix courant) par tête dans l'agriculture en 2016. Source: Auteur basée sur les données de la Banque Mondiale et l'UNCTAD.....	54
Tableau 7 : Le Handicap compétitif de l'Éthiopie. Source : Industrialisation et transformation structurelle : l'Afrique subsaharienne peut-elle se développer sans usines ? Olivier Cadot, Jaime de Melo, Patrick Plane, Laurent Wagner et Martha TesfayeWoldemichael	57

11 Abréviation

ASS: Afrique Subsaharienne

IDE: Investissements directs étrangers

GTP: Ethiopia Growth and Transformation Plan

PIB: Produit intérieur Brut

RDC : République Démocratique du Congo

R&D : Recherches et Développement

12 Bibliographie

- Aaron, P. D., Tadesse, W. G., Baena, S., & Moat, J. (2010, novembre 7). The Impact of Climate Change on Indigenous Arabica Coffee (*Coffea arabica*): Predicting Future Trends and Identifying Priorities. *Predicting Future Trends and*, 7(11).
- Abebe, G., McMillan, M., & Michel Serafinelli, M. (2017). *Foreign Direct Investment and Knowledge Diffusion in Poor Locations: Evidence from Ethiopia*.
- Acemoglu, A., Aghion, P., & Zilibotti Fabrizio. (2006, March). DISTANCE TO FRONTIER, SELECTION, AND ECONOMIC GROWTH. (t. E. Association, Éd.) *Journal of the European Economic Association*, pp. 37-74.
- Aghion, P., & Antonin, C. (2017). Progrès technique et croissance depuis la crise. *Revue de l'OFCE*, 153(4), pp. 63-78. doi:doi:10.3917/reof.153.0063
- Agosin, M. (2007). *Export diversification and growth in emerging economies*. Universidad de Chile. Santiago: Departamento de Economía.
- Ait Ali, A., & Msadfa, Y. (2019, février). *La transformation structurelle au Maroc et chaîne de Valeurs mondiales : Une vulgarisation du débat*. Rabat: Policy Center for the New South.
- Alaya, M., Nicet-Chenaf, D., & Rougier, E. (2009). À quelles conditions les IDE stimulent-ils la croissance ? IDE, croissance et catalyseurs dans les pays méditerranéens. *Mondes en développement*, 4(148), pp. 119-138. doi:doi:10.3917/med.148.0119
- Algan, Y. (2012, février). L'importance de l'investissement dans l'éducation pour la croissance. *Regards croisés sur l'économie*, 12(2), pp. 25-36. doi:10.3917/rce.012.0025.
- Banque Africaine de Développement. (2015). Transformation structurelle, agriculture et développement de l'Afrique. *Rapport sur le développement en Afrique 2015*, 156.
- Banque Mondiale. (2018, Août 6). *Croissance du PIB (% annuel)*. Consulté l'août 6, 2018, sur La Banque mondiale:
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=ET>
- Banque Mondiale. (2018, Août 11). *Emplois dans l'agriculture (% du total de l'emploi)*. Consulté le Juin 12, 2018, sur La banque Mondiale:
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.AGR.EMPL.ZS?locations=ET-XL>
- Banque Mondiale. (2018). *Emplois dans l'agriculture (% du total des emplois)*. Consulté le Juillet 2, 2017, sur World Bank Group:
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.AGR.EMPL.ZS?locations=US-BE>
- Berhe Woldekidan, S. (2015). *Foreign Direct Investment and Economic Development in Ethiopia*. Récupéré sur

http://studenttheses.cbs.dk/bitstream/handle/10417/5863/selamawit_berhe_woldekidan.pdf?sequence=1

- Berr, É. (2007). Le financement du développement. Introduction. *Revue Tiers Monde*, 192(4), pp. 765-770.
- Blanquart, C., Joignaux, G., & Vaillant, L. (2010). Infrastructure de transport et développement économique : quelles dynamiques d'appropriation par les. ; *Association de Science Régionale De Langue Française*. .
- Bost, F. (2007). Les zones franches, interfaces de la mondialisation. *Annales de géographie*, 658(6), pp. 563-585. doi:doi:10.3917/ag.658.0563
- Cadot, O., de Melo, J., Plane, P., Wagner, L., & Woldemichael, M. (2016). Industrialisation et transformation structurelle : l'Afrique subsaharienne peut-elle se développer sans usines ? *Revue d'économie du développement*, 24, pp. 19-49. doi:10.3917/edd.302.0019
- Chenery, H. (1979). *Structural change and development policy*. Washington: World Bank. Récupéré sur <http://documents.worldbank.org/curated/en/147291468331145843/Structural-change-and-development-policy>
- Commission de l'UA , & Agence du NEPAD. (2011). *Le développement des infrastructures comme agent catalyseur de la croissance économique en Afrique*. Commission de l'UA et l'Agence du NEPAD.
- Commission économique pour l'Afrique. (2019, Mars). *Les réformes en Éthiopie visent à renforcer la participation du secteur privé à l'économie*. Récupéré sur UNECA: <https://www.uneca.org/fr/stories/les-r%C3%A9formes-en-%C3%A9thiopie-visent-%C3%A0-renforcer-la-participation-du-secteur-priv%C3%A9-%C3%A0-l%E2%80%99%C3%A9conomie>
- Commission économique pour l'Afrique. (2005). *Les infrastructures de transport et l'intégration régionale en Afrique centrale*. Paris: Maisonneuve & Larose.
- David, S., & John-son, C. (1998). The Prebisch-Singer Terms of Trade Hypothesis: Some (Very) New Evidence. *Development Economics and Policy*, pp. 27-34.
- Deloitte. (s.d.). *Les sources de financement en Afrique*. Consulté l'août 6, 2018, sur Deloitte: <https://www2.deloitte.com/ci/fr/pages/finance/articles/les-sources-de-financement-en-afrique.html>
- Demsis, S., & Vasey, C. (2017). *Global Foreign Direct Investment into Ethiopia (1992-2017)*. Asoko Insight.
- Dorosh, P., Thurlow, J., Frehiwot Worku, K., & Alemayehu Seyoum, T. (2018). Structural change and poverty reduction in Ethiopia: Economy-wide analysis of the evolving role of agriculture. *International Food Policy Research Institute*.
- Economics Trading. (2019, Juillet 16). *Trading Economics*. (T. Economics, Éditeur) Consulté le Juin 15, 2018, sur Trading: <https://tradingeconomics.com/ethiopia/wages>

- Estache, A. (2007). Infrastructures et développement : une revue des débats récents et à venir. *Revue d'économie du développement*, 15, pp. 5-53.
- Firewoini Gebreyesus, M. (2016). *Access to Finance and its Challenges for Private Sector in Ethiopia*. Addis Ababa: Indira Gandhi National Open University School of social science .
- Fonds international de développement agricole. (2016). *Transformation structurelle et transformation du monde rural en Afrique*. Rome.
- Gebeyehu Baye, T. (2017). Poverty, peasantry and agriculture in Ethiopia. pp. 420-430.
- Gebreeyesus, M., Ambachew, A., & Getahun, B. (2015). *Main Features of Micro and Small Manufacturing Enterprises in Ethiopia*.
- Gelb, A., Vijaya Ramachandran, C. M., & Ramachandra, V. (2016). Pays pauvres, pays bon marché ? Regard comparatif sur le coût de la main-d'œuvre dans le secteur industriel en Afrique. *Revue d'économie du développement*, 24(2), pp. 51-92.
- Gerschenkron, A. (1966). *Economic Backwardness in Historical Perspective*. Boston: Harvard University Press.
- Guangzhe, C., Geiger, M., & Minghui, F. (2015). *Manufacturing FDI in Sub-saharan Africa: Trends Determinants and impact*. La Banque mondiale.
- Hausmann, R., Hwang, J., & Rodrik, D. (2006, Mars). What You Export Matters. *Journal of Economic Growth*, 12, pp. 1-25.
- Hesse, H. (2008). Export diversification and economic growth. *Commission on Growth and Development*(21), p. 36.
- Industrial Parks Development Corporation. (2015). *Investment opportunity*. Consulté le Juin 3, 2018, sur <http://www.ipdc.gov.et/index.php/en/component/search/?searchword=tax&searchphrase=all&Itemid=188>:
<http://www.ipdc.gov.et/index.php/en/component/search/?searchword=tax&searchphrase=all&Itemid=188>
- International Centre for Trade and Sustainable Development. (2015, avril 28). *Enjeux de la transformation structurelle africaine*. Consulté l'août 6, 2018, sur International Centre for Trade and Sustainable Development: <https://fr.ictsd.org/bridges-news/passerelles/news/enjeux-de-la-transformation-structurelle-africaine>
- Jacques, E. L., & Yeo, N. (2014, septembre). TRANSFORMATIONS STRUCTURELLES ET DÉVELOPPEMENT. Centre d'analyse politique économique du Cire. Récupéré sur http://www.capec-ci.org/website/docs/etudes_a_titre_onereux/ETUDE_EMERGENCE_TRANSFORMATIONS%20STRUCTURELLES_version_finale.pdf
- Jamison, D., Lau, L., & E Lockheed, M. (1980). Farmer Education and Farm Efficiency: A Survey. *Economic Development and Cultural Change*, 1(29), pp. 37-76. doi:10.1086/451231

- Johson, C. (1982). *MITI and the Japanese Miracle; The Growth of Industrial Policy 1925-1975*. Stanford University Press.
- Kéfi, W. (2018, mai 4). *L'Éthiopie à l'avant-poste des délocalisations chinoises en Afrique : 85 millions d'emplois à gagner !* Consulté le Juin 3, 2018, sur Aence Ecofin: <https://www.agenceecofin.com/la-une-de-lhebdo/0405-56649-l-ethiopie-a-l-avant-poste-des-delocalisations-chinoises-en-afrique-85-millions-d-emplois-a-gagner>
- Ketels, C. (2011). Competitiveness and Clusters: Porter's contribution, in: R. Huggins, H. *Competition, Competitive Advantage, and Clusters*.
- Krishnan, P., & Shaorshadeze, I. (2013). *Technical and Vocational Education and Training in Ethiopia*. IGC International Growth Centre.
- L'économie des technologies en plein essor en Éthiopie*. (2014, novembre 20). Consulté le Juin 1, 2019, sur Ela New Portal: <https://ela-newsportal.com/fr/leconomie-des-technologies-en-plein-essor-en-ethiopie/>
- La Banque Mondiale. (2016). *Why so idle? Wages and employment in crowded labor market*. World Bank Group.
- La Banque Mondiale. (2019). *Doing Business 2019, Training for Reform*.
- Le secteur agricole*. (2017, mai 1). Consulté le Juillet 4, 2018, sur Economies africaines: <http://www.economiesafricaines.com/les-territoires/ethiopie/les-secteurs-d-activite/le-secteur-agricole>
- Lectard, P. (2017). *Chaînes de valeur et transformation structurelle soutenable* (Vol. 292). (Groupe de la banque africaine de développement, Éd.)
- Lewis, A. (1954). *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour*.
- Logossah Kinvi D.A. (1994). Capital humain et croissance économique : une revue de la littérature. *Économie & prévision*, 116(17-34). doi: <https://doi.org/10.3406/ecop.1994.5696>
- McCullough, E. B. (2017). Labor productivity and employment gaps in Sub-Saharan. *Food Policy*, pp. 133-152. doi:<http://doi.org/10.1016/j.foodpol.2016.09.013>
- McMillan, M. S., & Rodrik, D. (2011, Juin). Globalization, Structural Change and Productivity Growth. *International Trade and Investment*(17143).
- Melese Worku, A. (2018). *Review on the Impact of El Niño-Southern Oscillation (ENSO) Climate Changes in Ethiopia*. Debre Tabor University.
- Montenegro, C. E., & Patrinos, H. A. (2014). *Comparable estimates of returns to schooling around the world*. The World Bank.
- Morris, J., & Boudreaux, K. (2009, novembre 17). *Famine en Éthiopie : sécheresse ou mauvaise gouvernance ?* Récupéré sur Libre Afrique: http://www.librefrique.org/Boudreaux_Morris_famine_171109

- Moyo, L. (2014, septembre 30). *Le péage du café sur le commerce et plus de l'Éthiopie*. Consulté l'août 1, 2018, sur Wordpress: <https://wordpress.clarku.edu/id252-ethiopia/2014/09/30/the-toll-of-coffee-on-ethiopia-trade-and-more/>
- Nations Unies . (2016). *Politique industrielle transformatrice pour l'Afrique*. (C. é. l'Afrique, Éd.) Addis-Abeba,, Éthiopie.
- Nations Unies. (s.d.). *Biographie officielle du Dr Carlos Lopes*. Consulté le Juillet 5, 2018, sur Uneca.
- Ngangoue. (2016). Planifier et organiser la diversification économique en Afrique centrale. *Revue Congolaise de Gestion*(21-22), pp. 45-87.
- Ongo Nkoa, B. E. (2016). Investissements directs étrangers et industrialisation de l'Afrique : un nouveau regard. *Innovations*(3), pp. 173-196. doi:DOI 10.3917/inno.051.0173
- Oqubay, A. (2018). *The Structure and Performance of the Ethiopian Manufacturing Sector*. Abidjan: African Development Bank,.
- Porter, M. (2007). *Clusters and Economic Policy: Aligning Public Policy with the New*. Boston: Harvard Business School.
- Ricardo, D. (1817). *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*.
- Rodrik, D. (2012, novembre 2012). Unconditional Convergence in Manufacturing. *The Quarterly Journal of Economics*,, 128. doi:<https://doi.org/10.1093/qje/qjs047>
- Rodrik, D. (2014). Are services the New Manufactures? *Project Syndicate*. Récupéré sur <https://www.projectsyndicate.org/commentary/are-services-the-new->
- Sahle, E. (2015, Octobre 31). *Ethiopia: Considering to Boost the Service Sector*. Consulté le Juin 4, 2018, sur Africa Business: <http://africabusiness.com/2015/10/31/ethiopia-considering-to-boost-the-service-sector/>
- Stassi, F. (2015, novembre 25). *Les prix du café devraient remonter*. Consulté l'août 7, 2018, sur l'usine Nouvelle: <https://www.usinenouvelle.com/article/les-prix-du-cafe-devraient-remonter.N364823>
- Syrquin, M. (1988). Patterns of structural change. *Handbook of Development Economics*, 1, pp. 203-273.
- Tewelde Mesele, R. (2016). *Determinantes of foreign direct investment in Ethiopia: Time series Analysis*. Indra Gandhi National Open University.
- The federal democratic republic of Ethiopia. (2014). *The Second Growth and Transformation Plan (GTP II) (2015/16-2019/20) (Draft)*. Addis Ababa: National Planning Commission.
- The Federal Democratic Republic of Ethiopia. (2015). *Education Sector Development Programme V (ESDP V)*. Federal Ministry of Education.

- Tonderayi, M. (2015, Août). *L'Afrique peut-elle financer sa propre croissance?* Consulté l'août 6, 2018, sur Afrique Renouveau: <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/ao%C3%BBt-2015/lafrique-peut-elle-financer-sa-propre-croissance>
- Toye, J., & Richard, T. (2003). The Origins and Interpretation of the Prebisch-Singer Thesis. *History of Political Economy*, 35(2), pp. 438-466.
- UNcomtrade. (2018, Juillet 2). *Ethiopie*. Consulté le Juillet 2, 2018, sur <https://comtrade.un.org/labs/data-explorer/>
- UNDP. (2016). *Understanding African experiences in formulating and implementing plans for emergence*.
- UNECA. (2014). *L'urbanisation: un impératif pour la transformation structurelle de l'Afrique*. Addis-Abeba: Comision économique pour l'Afrique.
- Unicef. (2016). *National Education Sector Budget Brief: 2006-2016*. Unicef. Unicef for every child.
- United Nations Economic Commission for Africa. (2018). *Structural transformation, employment, production and society*. Economic Commission for Africa. United Nations Economic Commission for Africa.
- Von, M. (1983). *Politique économique – Réflexions pour aujourd'hui et pour demain*. Institut Économique de Paris.
- Weber, U. (2011, novembre). *La vie économique revue de politique économique*.
- Wikipédia. (2017, août 20). *Dégradation des termes de l'échange*. Consulté le janvier 22, 2018, sur Wikipédia l'encyclopédie livre: https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9gradation_des_termes_de_l%27%C3%A9change
- Woldemeskel, S. M. (2008). *Determinants of Foreign Direct Investment in Ethiopia*. Maastricht.
- World Trade Organization. (2015). *Base de données des statistiques d'OMC*.
- Yared, L., Kitaw, D., & Gatew, G. (2014). The Impact Of Foreign Direct Investment on technology Transfer In The Metal And Engineering Industries. *INTERNATIONAL JOURNAL OF SCIENTIFIC & TECHNOLOGY RESEARCH*, 3(4).
- Yifu Lin, J. (2009). *Economic Development and structural change*. Cairo.
- Yu, C., & Démurger, S. (2002). Croissance de la productivité dans l'industrie manufacturière chinoise : le rôle de l'investissement direct étranger. *Économie internationale*, 92(4), pp. 131-163.
- Zelalem Ejigu, K. (2017). *Structure and growth of service sector in Ethiopia*.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Louvain School of Management

Chaussée de Binche 151, 7000 Mons, Belgique | www.uclouvain.be/lsm